

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE SYSTÈME FISCAL

du Grand Duché de Bade

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 27 Mai 1909, à 1 heure

PAR

Eugène BRUNET

Président : M. BERTHÉLEMY, professeur.
Suffragants { *MM. JACQUELIN, professeur.*
 { *HITIER, agrégé.*

PARIS

Henri JOUVE, Imprimeur-Editeur

15, Rue Racine, 15

1909

THESE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547126_0005

LE SYSTÈME FISCAL

du Grand Duché de Bade

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 27 Mai 1909, à 1 heure

PAR

Eugène BRUNET



Président : M. BERTHÉLEMY, professeur.

Suffragants { *MM. JACQUELIN, professeur.*
HITIER, agrégé.

PARIS

Henri JOUVE, Imprimeur-Editeur

15, Rue Racine, 15

1909

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

BIBLIOGRAPHIE

STOURM. — Systèmes généraux d'impôts.

LEROY-BEAULIEU. — Traité de la Science des Finances.

DERBANNE. — L'impôt sur le revenu en Prusse.

ALGLAVE. — L'assurance contre l'incendie en Allemagne.

R. NOE. — Was müssen wir wissen von steuern in Baden
(Que devons-nous savoir des impôts en Bade :
guide pratique du contribuable).

HAHN. — Les nouveaux impôts allemands. Annales des Sciences Politiques du 25 décembre 1906.

I. — La Constitution Badoise

La Constitution badoise du 22 août 1818 a précisé les pouvoirs des Chambres en matière budgétaire ; « aucun impôt ne peut être perçu sans le consentement des représentants du peuple et la loi de finances est votée tous les deux ans ». Les Chambres peuvent être convoquées en Assemblée ordinaire seulement tous les deux ans, aussi le vote du budget n'a-t-il lieu que tous les deux ans. Les Chambres, dont le droit et le devoir est de contrôler la perception et l'affectation des impôts, peuvent refuser les contributions nouvelles demandées par le Gouvernement et rejeter le projet de budget : dans ce dernier cas, six mois après le rejet, on ne peut plus percevoir aucune taxe, jusqu'à ce que le conflit entre les Chambres et le Gouvernement soit apaisé. Si les circonstances l'exigeaient, le grand-duc prononcerait la dissolution.

Les Badois, qui en 1818 avaient une constitution relativement libérale pour l'époque, entendaient demander l'application intégrale de la Constitution : le Grand-duc Charles Louis Frédéric, qui mourut en 1830, voulait au contraire gouverner en souverain presque absolu. Ses successeurs eurent une politique libérale et peu conservatrice : les Chambres ne voulurent pas toujours les suivre dans la voie où il les entraînaient, et il y eut des conflits, terminés par des menaces de refus de budget ou le rejet de la loi de finances. En 1848, une Révolu-

tion éclata : les troupes prussiennes et autrichiennes rétablirent promptement l'ordre et le Grand Duc remonta sur le trône. Depuis cette époque il n'y a eu aucun conflit important entre le Gouvernement et les Chambres.

La Constitution badoise s'est nettement inspirée du droit budgétaire anglais, tandis que dans certains états particuliers d'Allemagne, la Chambre haute, issue du bon pouvoir gouvernemental, a, en matière financière, autant de droits que le Landtag, le Gouvernement en Bade, doit présenter tout projet de loi de finances au Landtag en premier lieu : la Chambre haute ne peut qu'accepter ou refuser en bloc le projet soumis à ses délibérations. La « Herrenhaus » se composant de prélats, d'universitaires et de seigneurs nommés par le gouvernement, représente les idées du souverain plutôt que les aspirations populaires ; au contraire, le Landtag, nommé au suffrage universel, a pour mission de s'opposer aux projets qui lèseraient les intérêts de la nation, il est donc plus qualifié que la Chambre haute, pour discuter le premier les lois de finances.

Mais qu'arrive-t-il si une loi adoptée par la seconde Chambre était repoussée par la haute Assemblée ? Il semble qu'il ne resterait plus qu'à prononcer la dissolution du Landtag ou à augmenter le nombre des seigneurs dans la Chambre haute. Des mesures de ce genre sont toujours hasardeuses. Pour éviter ces ennuis et ces procédés impolitiques, si la majorité de la première Chambre ne ratifie pas les décisions de la seconde, on additionne le nombre des voix qui ont affirmé dans les deux Chambres leur sympathie ou leur antipathie

pour le projet, et la majorité absolue déterminée après cette addition permet de voir si la proposition est adoptée ou repoussée.

Toute loi votée par les Chambres et rendue exécutoire par le Grand Duc, entraîne l'obéissance, à laquelle les citoyens peuvent être contraints même par la force ; tout citoyen, lésé dans ses droits constitutionnels, peut s'adresser aux tribunaux compétents et ensuite élever une plainte devant le Ministre et les Chambres. Mais si la réclamation est fondée sur un titre de droit public — et c'est le cas en matière d'impôts — le point litigieux peut être porté devant le tribunal administratif, qui juge en première et dernière instance. Ce tribunal a des attributions plus étendues que le Conseil d'Etat français ; il doit garantir les droits constitutionnels des citoyens lésés par les lois ou par les décisions de l'administration, mais il n'a pas, comme la Cour américaine, le pouvoir de casser les lois.

II. — La Constitution Allemande

L'Allemagne étant une Confédération d'Etats réunis sous le sceptre d'un empereur commun, la Constitution de l'Empire a déterminé les droits du Reichstag et des Landtags en matière de législation et d'impôts. Elle parle vaguement dans son article 4 des droits du Parlement allemand sur « les lois de douane et de commerce, et les impôts à consacrer aux desins de l'Empire ». En pratique, la Confédération prescrit les taxes indirectes et les Etats particuliers les contributions directes ; mais en théorie, les députés de l'Empire peuvent

légiférer sur tous les impôts directs ou indirects, Le Reichstag a toujours été un fidèle observateur de cette règle de fait ; à plusieurs reprises, les partis avancés ont proposé, vainement d'ailleurs, d'établir un impôt d'empire sur le revenu et le capital ; mais toujours leurs tentatives ont échoué à chaque fois, et encore en mai 1906, la majorité objecta qu'il s'agissait d'impôts directs, par conséquent d'impôts réservés aux Etats particuliers.

Le législateur de 1870 a voulu éviter une double imposition ; il n'a pas voulu que les impôts indirects, perçus par les Etats particuliers et établis d'autre part pour subvenir aux dépenses de la Confédération, fussent prélevés une fois pour le compte de l'Etat particulier, une autre fois pour le compte de l'Empire. Ainsi l'impôt sur la bière en Bade, Bavière, Alsace-Lorraine, est considéré comme rentrant dans les ressources de l'Etat et non dans les ressources de l'Empire.

Mais là ne s'arrêtait point le rôle du Reichstag, il devait aussi établir certaines règles fixes pour éviter la double imposition dans les contributions directes.

La possession du sol et des maisons, l'exploitation d'une industrie et les revenus provenant de ces sources ne peuvent être soumis à l'imposition directe que dans l'Etat où se trouvent ces objets, où a lieu l'exploitation industrielle. Un sujet impérial ne peut être imposé qu'à son domicile ou s'il n'en a point, à sa résidence ordinaire ; s'il a un domicile dans son pays d'origine et dans un autre Etat de la Confédération, il doit être imposé dans le premier endroit. Mais si la loi a restreint fort justement les droits des Etats pour éviter la

double imposition, elle n'a, par contre, nullement statué sur le sort des Allemands résidant à l'étranger ; elle a laissé pleins pouvoirs à chaque Etat sur ce point. En somme la Constitution impériale n'est intervenue que pour sauvegarder les droits des sujets allemands en même temps que ceux des Etats particuliers. Si, par exemple, un état avait voulu imposer un revenu industriel, déjà taxé dans un autre Etat, il est plus que probable que le possesseur de ce revenu s'empreserait de changer de domicile et d'aller fixer sa résidence dans un autre Etat moins avide.

Il eut été imprudent d'établir des impôts directs pour le compte de l'Empire, sans s'attendre à de graves déconvenues et sans choquer les habitudes séculaires de chaque Etat. L'Allemagne est un Empire nouveau, formé d'Etats, malgré tout jaloux de leur autonomie et qui se sont groupés parce que leur manque de cohésion faisait la force de leurs adversaires et empêchait la réalisation de l'unité allemande. Ils ont consenti à concentrer leurs intérêts communs, mais n'ont entendu sacrifier en rien leurs intérêts particuliers.

Chaque Etat a ses mœurs fiscales propres et ce n'est point par une brusque révolution, mais par une lente évolution, qu'il peut arriver à les modifier. La Prusse, placée à la tête de la Confédération, aurait cherché à faire adopter par le Reichstag son système d'impôts pour l'Empire, et il est probable qu'elle aurait réussi dans ses tentatives, puisque plus de la moitié des députés allemands reçoivent leur mandat de la population prussienne. Le système fiscal de la Prusse est un système ennuyeux, vexatoire, que les habitants de l'Allema-

gne du Sud n'auraient supporté qu'avec difficulté. Loin d'être une cause de rapprochement et de cohésion, l'établissement d'une pareille législation aurait été plutôt une cause de discordes ; il faut tenir compte de la disconformité de caractère des différents peuples, qui ne se seraient point soumis sans récrimination à l'état de choses nouveau.

III. — Administration fiscale

Toute question fiscale relève dans le Grand Duché de Bade du ministère des finances. La direction des impôts exerce la surveillance sur les impôts directs et indirects perçus pour le Grand Duché de Bade, et la direction des Douanes sur les douanes et impôts indirects perçus pour le compte de l'Empire. Il y a des commissaires de l'impôt et des receveurs dans chaque district, des conseils d'imposition et des percepteurs dans chaque localité.

Les receveurs centralisent les recettes ; le commissaire de l'impôt doit relever la liste des contribuables soumis aux contributions directes, d'accord avec le Conseil de Taxation.

Ce Conseil se compose de 3 à 10 membres nommés pour 6 ans, par le Comité de district sur la proposition du Conseil municipal ; il est présidé de droit par le bourgmestre. Ces fonctions bien qu'honorifiques ne peuvent être déclinées sans excuse sérieuse. Ce Conseil se réunit une fois par an pour examiner les listes des contribuables, prononcer les exemptions, tenir à jour les matrices.

Le Commissaire de l'impôt prépare le travail du Conseil de

Taxation, fait les recherches nécessaires sur les déclarations et listes des contribuables ; il assiste comme membre suffragant aux délibérations du Conseil de Taxation, qui revise ensuite ce travail et établit définitivement l'assiette et la base de l'impôt. Quand les déclarations paraissent dignes de foi, le Conseil de Taxation est tenu de les accepter pour valables. Mais à la suite d'une fausse déclaration ou d'un refus ou omission de déclaration, le contribuable est taxé directement par les soins de l'Administration et perd droit à toute réclamation. Lorsque la loi n'est pas appliquée, ou est mal appliquée, le Conseil de Taxation peut voir sa décision cassée par le Tribunal administratif de Karlsruhe, après réclamation du contribuable. Le Conseil de taxation cite devant lui les contribuables et les témoins ; il doit juger et statuer en toute connaissance de cause. Les membres de ce Conseil et les employés de l'administration financière sont tenus de garder le secret le plus absolu sur la situation pécuniaire des contribuables, dont ils ont connaissance au moment de l'établissement de l'impôt.

Quand les délais fixés par la loi pour l'acquittement des impôts ont été dépassés, une sommation avec frais intervient. Si cette mise en demeure reste insuffisante, l'administration du district opère la saisie de la fortune mobilière du débiteur récalcitrant ; la saisie de la fortune immobilière est prononcée par le Tribunal à la demande des contrôleurs et des percepteurs.

La prescription, non interrompue par une demande ou sommation, est de 5 ans, tant pour les débiteurs que pour les créanciers de l'Etat, à moins que la loi n'ait spécifié un plus court délai.

Les amendes se divisent en « amendes légales » et en « amendes de règlement » ; les amendes légales sont applicables à tous les faits de fraude et consistent en une répétition des droits dérobés. Les amendes de règlement concernent surtout les contraventions et sont toujours moindres que les amendes légales.

PREMIÈRE PARTIE

Les Impôts d'État. — Impôts Directs

CHAPITRE PREMIER

Le Développement du Système Fiscal Badois

Il fallait à un pays qui n'avait ni la souplesse de l'esprit latin, ni la rigidité de la mentalité allemande, un régime fiscal, qui s'adaptât aux mœurs et aux caractères de ses habitants. Le Grand Duché de Bade, dont la population est d'origine germanique, ne pouvait donc point s'approprier intégralement soit le système français, soit le système prussien. Les Badois ont reçu leur éducation financière aussi bien de Paris que de Berlin, et Vienne leur a aussi donné une partie de sa science. Pays indépendant avant 1870, limitrophe de la France, Bade devait être enclin à s'inspirer dans ses lois et ses coutumes des institutions françaises, il ne pouvait pas non plus, résister

à l'influence prussienne qui se manifeste de plus en plus depuis la fondation de l'Empire allemand.

Pendant longtemps la population se défia des Allemands du Nord, elle leur préféra les Autrichiens, malgré les sympathies impérialistes [et prussiennes de son grand duc. Bade prit le parti de l'Autriche en 1866 et subit les conséquences de sa défaite, obligé de contracter un traité d'alliance avec la Prusse, le pays n'en conserva pas moins durant longtemps d'excellentes relations avec l'Autriche. Les trois influences, qui se sont exercées sur la formation du régime fiscal badois loin de se combattre, malgré leurs tendances si opposées, se sont harmonisées et ont réussi à former un ensemble stable, en concordance avec le caractère des habitants.

Période de la Révolution

Le Grand Duché de Bade, avec ses délimitations actuelles, qui sont l'œuvre des hommes et non celle de la nature, n'existe à proprement parler que depuis le début du xix^e siècle ; les anciens ducs de Zoëhringen avaient fondé la marche de Bade, réduite à quelques portions de territoire dans le Bressgau et autour de Baden Baden. A l'époque de la Révolution, Charles Frédéric se trouvait possesseur d'un domaine de 3.500 kilomètres carrés, peuplé de 190.000 habitants. Bientôt les armées de la République et de l'Empire forcèrent le souverain badois à conclure un traité avec la France : le titre de grand duc fut la récompense de ses services et à la mort de Charles Frédéric (1811), Bade s'était accru d'une partie de la Bavière, du Württemberg, etc.

Période de l'Empire et de la Restauration (1813-38)

Pendant la période troublée des guerres impériales, Bade, pour subvenir à ses dépenses, se vit dans la nécessité d'établir un impôt progressif sur les profits et revenus : mais en 1813, au moment où la paix se rétablissait en Europe, le grand duc renonça à cette ressource, et à la même époque on inaugurait dans le Grand Duché, un régime nouveau, calqué sur le système français : des lois de 1810 et de 1815 édictent successivement les impôts sur le sol, les maisons et l'industrie. L'influence française à ce moment était prédominante : Les Badois, qui se sont toujours dits amoureux de la justice et du libéralisme, ne voulaient point tenter dans leur pays l'expérience malheureuse de la Prusse (1810-15), par l'établissement d'un impôt sur le capital et le revenu ; ils voulaient encore moins d'une capitulation graduée, suivant les classes de contribuables. Cela n'empêcha pas toutefois qu'en 1820 le Parlement de voter le « Classensteuer », mais cette contribution nouvelle ne portait point sur le revenu comme la capitulation prussienne ; elle s'appliquait aux revenus des professions libérales et aux traitements des fonctionnaires. En somme, elle s'attaquait à une source de revenus indemne jusque-là de tout impôt.

Ce système fiscal, auquel vint s'ajouter quelque vingt ans plus tard la taxe sur les capitaux mobiliers, a formé l'« Ertragssternsystem ». Il fut créé à une époque où il était plus qu'un progrès, un bienfait ; les inégalités choquantes de l'ancien Régime, les déconvenues de l'impôt sur la fortune exi-

geaient une refonte complète de l'impôt. Il était temps que la Révolution vint poser le principe de l'égalité devant l'impôt. Il était temps que l'impôt réel se subsistât à l'impôt personnel, cause d'injustices et de désordres.

Influence française

Ce fut donc l'influence française qui se manifesta dans cette réforme des impôts badois, mais le Grand Duché aurait pu concevoir d'une façon différente l'« Ertragssternsystem ». Alors que certains pays ont un système fiscal composé uniquement d'impôts réels comme la France, d'autres ont cru nécessaire de mettre un impôt sur le revenu comme correctif des injustices des impôts réels et indirects, et il n'est nullement nécessaire que cet impôt soit établi sur toute la fortune du contribuable : il ne peut l'être que sur telle ou telle partie du revenu ainsi l'on peut imposer le sol, en tant que celui-ci représente une valeur comme capital, et l'on peut mettre une taxe sur les revenus de l'exploitation du sol.

D'autres Etats, au contraire, ont adopté l'impôt progressif et global sur le revenu, comme clef de voûte de leur régime fiscal ; ils ne gardent les impôts réels, que parce que ceux-ci permettent d'atteindre un revenu « consolidé ». Ce système permet de frapper deux fois le revenu provenant des capitaux et une fois seulement le revenu provenant du travail personnel ; de plus il a égard à la situation de fortune du contribuable et a pour but de décharger le travail aux dépens du capital.

Le Grand Duché de Bade a connu ces trois phases de l'« Ertragsternsystem » ; mais dès le début, les impôts portè-

rent sur le capital et non sur le revenu. On appliquait la formule allemande : « imposer la fortune acquise », alors que la France et l'Autriche, les deux puissances, dont l'influence en Bade était prépondérante en ce moment, imposaient la valeur du sol et appliquaient le même système pour l'impôt sur les maisons et l'industrie.

En même temps qu'il consacrait la formule « imposer la richesse acquise », le Grand Duché s'inspirait d'une autre idée allemande « dégréver autant que possible les petites fortunes ». Les plus larges déductions de charges étaient accordées aussi bien aux riches qu'aux pauvres et même dans certains cas ces derniers pouvaient bénéficier d'une remise partielle ou totale de la taxe.

En même temps l'Etat apportait une dérogation au principe de l'égalité devant l'impôt en faveur de l'Eglise : les biens ecclésiastiques n'étaient point dispensés en principe de payer les taxes, mais il y avait tellement d'exceptions qu'il était rare de voir un bien d'église grevé de quelque impôt. Quant aux domaines grand ducaux, ils furent et sont toujours exemptés de toute contribution. Ces tendances d'une autre époque se concilient mal avec certaines théories de socialisme d'Etat et de justice sociale que Bade se vante d'appliquer.

Période de 1848

Vers 1838 Bade faisait quelques réformes secondaires à son système d'impôts réels ; mais pressé par des besoins budgétaires, le Parlement dut établir une taxe sur les capitaux mobiliers. Au moment de l'établissement de l'« Ertragsterns-

tem », on appliquait en Bade l'ancien adage latin « Res mobilis, res vilis ». Mais peu à peu les capitaux, les valeurs mobilières prenaient un développement de plus en plus vif par suite de l'extension industrielle, des emprunts des Etats et des communes. Il y avait là une nouvelle source de recettes, que l'on ne pouvait laisser sans impôts, ne fût-ce même que pour compléter le régime introduit en 1810 en Bade.

Déjà les capitaux avaient subi temporairement un impôt de guerre : en 1848, sous la poussée des aspirations libérales qui se faisaient jour de toutes les parties de l'Europe, le Parlement badois eut à discuter l'établissement d'un impôt sur le revenu, basé sur le principe de la déclaration, mais jamais ce projet n'entra en vigueur. La seconde réforme, qui lui fut soumise, fut une taxe sur les capitaux de 6 kreuzer pour 100 florins, les capitaux visés par cette nouvelle loi ne devaient point déjà être soumis à quelque impôt de l'« Ertragsternsystem ». Cette loi, faite trop rapidement et dictée par les idées quelque peu utopiques de l'époque, dut être révisée en 1850 ; on fait déduction du passif, on s'occupe de ne point imposer outre mesure les capitaux.

Période de 1860

Le système qui existait en Bade depuis 1815, commençait à devenir caduc ; en 1854, il était temps de recommencer les opérations cadastrales, car les valeurs des terres et des maisons avaient augmenté dans certains endroits, diminué dans d'autres : il fallait faire une nouvelle péréquation de l'impôt, et le Grand Duché de Bade, au lieu de garder immuablement

comme la France un système d'impôts commodes et bons assurément, se prêta de bonne grâce à faire le renouvellement du cadastre.

Pendant une dizaine d'années, il n'y eut que des changements insignifiants aux lois fiscales : l'attention publique était tournée de la Prusse et de l'Autriche (1866). Le grand-duc de Bade, Frédéric, partisan convaincu d'une alliance avec la Prusse, dut néanmoins s'incliner devant la volonté de son pays et soutenir l'Autriche : bientôt après il fut obligé de conclure un traité d'alliance avec la Prusse (1866-67). Puis survinrent trois années plus tard les événements de 1870 ; le Grand Duché de Bade après avoir prêté une collaboration active à la Confédération du Nord dans la guerre contre la France, ne tarda pas à s'incorporer dans l'Empire Allemand. Toutefois il se réserva le droit de percevoir l'impôt sur la bière et l'alcool, bien qu'il fut admis par le Reichstag que les impôts indirects devaient subvenir aux dépenses de l'Empire : plus tard, en 1887, il renonça à percevoir l'impôt sur l'alcool, qui par ce fait, devint en Bade impôt d'empire.

En 1873, le Gouvernement proposa d'établir un impôt général sur le revenu, qui était un complément aux impôts réels, afin d'en adoucir les inégalités ; devant l'hostilité du Parlement badois il dut y renoncer ; mais il ne tint pas pour battu. Ne pouvant arriver à établir un impôt général sur la fortune, il fit modifier l'impôt sur les capitaux et l'industrie, dans le sens d'un impôt personnel, tout au moins pour le second ; en cela il suivait l'exemple de l'Autriche. Ce dernier pays en 1849 avait établi un impôt sur le revenu, qui se superposait à

l'impôt sur l'industrie, et qui frappait les revenus des capitaux et les traitements et salaires.

Par une loi de 1874, l'impôt sur le capital devient l'impôt sur les rentes du capital, le montant net des rentes, multiplié par 20, forme la base de l'impôt, dont le taux est déterminé par la loi de finances : c'était en somme une cédula spéciale d'un impôt sur le revenu. Mais la différence entre la loi badoise et la loi autrichienne vient de ce fait que Bade impose le capital, et l'Autriche les revenus.

En 1876, les impôts des « classes » et sur l'industrie furent réunis en un seul, l'impôt sur l'« acquisition ». On parlait de l'idée autrichienne qu'en plus du total du capital industriel il fallait avoir égard à l'habileté professionnelle de l'entrepreneur, et que par conséquent ce mérite personnel ne saurait rester étranger à l'impôt. Mais peu à peu, l'influence de la Prusse s'était développée dans toute l'Allemagne. A la tête de l'Empire allemand, grâce à son roi qui en est le chef, elle imposait, soit brutalement comme en Alsace-Lorraine, soit diplomatiquement comme en Bade, où d'ailleurs elle était admirablement secondée par le grand duc, sa manière de voir aussi bien en matière d'instruction qu'en matière d'impôts. De plus les théories que, plus tard, de Miquel, ministre des finances prussien, devait développer en 1891, lors de la réforme de l'Einkommensteuer, commençaient à se faire jour en Bade et en Bavière. L'impôt personnel est dû, disait-on, à l'Etat, et l'impôt réel à la commune. L'Etat, étant un groupement politique, s'occupe plus de la personne que des objets ; aussi est-il naturel que l'impôt personnel, établi suivant la

fortune de la personne, et non suivant le principe de l'égalité, appartienne à l'Etat. La commune, étant un groupement familial, s'occupe plus des objets que des personnes aussi les impôts réels, presque suivant le principe de l'égalité, doivent-ils lui appartenir.

Réforme de 1884

Quoiqu'il en soit, en 1884, le Parlement Badois adoptait l'impôt progressif et global sur le revenu, et les impôts réels de l'Ertragsteuersystem, subsistaient, mais ils n'étaient plus qu'un accessoire : ils frappaient les capitaux, dont les revenus étaient englobés dans l'Einkommensteuer. Après ce vote, le gouvernement fit supprimer le principe même de la loi de 1876 sur l'impôt d'acquisition (Erwerbssteuer) qui redevint l'impôt sur l'industrie ; on n'eut plus à rétablir le « Classensteuer », puisque les traitements et revenus des professions libérales étaient visés par l'impôt global. Au même temps, l'impôt sur les rentes des capitaux subissait quelques légères modifications.

Si la Prusse a fait adopter en Bade, son système d'impôt sur le revenu, toutes les vexations qui sont le propre du régime prussien, n'existent pas ou pour ainsi dire pas ; l'ennui de la déclaration mis à part, le contribuable badois a des garanties sérieuses d'impartialité de la part du conseil de taxation. Il faut reconnaître là un heureux effet de l'influence française qui empêche les Badois de se soumettre aveuglément au despotisme prussien.

L'« Einkommensteuer », a pour complément forcé le

« Vermogensteuer », l'impôt sur la fortune. La Chambre des Députés en 1896-97 essaya bien d'établir cet impôt, mais elle se heurta à la Chambre Haute qui voulut bien se prêter à une réforme partielle des impôts, mais non à la destruction complète de l'Ertragssteuersystem. On alléguait comme raison d'une réforme de l'impôt, que les impôts réels ne permettaient point de faire de déductions des charges en nombre suffisant, et que donc il y avait injustice à soutenir un pareil régime. De plus le « Vermogenssteuer » offrait, disait-on, les mêmes avantages que les impôts réels.

Il était certain qu'il fallait faire une réforme de l'impôt des terres et des maisons : le cadastre, si bien tenu qu'il fut, ne concordait pas avec la réalité : on se basait pour calculer la valeur des terres sur le prix moyen d'achat de la période de 1828-47. La Chambre Haute estima qu'il y avait lieu d'opérer une révision générale des impôts directs et non l'établissement d'un impôt sur la fortune. Des lois de 1898 et de 1900 vinrent améliorer tout la régime fiscal et furent le prélude de la réforme des impôts directs.

Réforme de 1906.

Contre cette reprise de l'influence française, la Prusse ne devait pas tarder à lutter et faire pencher la balance de son côté. En 1906, l'impôt sur la fortune a été adopté, mais assez différent du « Vermogenssteuer » prussien, qu'on puisse y reconnaître l'action modérée et bienfaisante de la France.

La réforme de 1898-1900 et 1906 a été inspirée par un esprit

démocratique : les privilèges du clergé disparaissent de plus en plus, et l'on voit à côté d'heureuses déductions ou exemptions qui permettent aux petites fortunes de supporter plus légèrement le poids des impôts.

Le système du « Vermögenssteuer » et de l'Einkommensteuer durera-t il longtemps en Bade ? A un moment où, dans les pays attachés au système des impôts réels, comme la France, il se produit un vaste mouvement en faveur de l'impôt progressif et global, jugé non sans raison peut-être, plus juste, à un moment où les démocraties arrivent au pouvoir et tendent à se servir de l'impôt comme d'une arme contre les riches, il semble difficile de dire que la réforme badoise est provisoire. Et cette réforme du système fiscal durera d'autant plus longtemps que Bade sera sous l'influence de la Prusse.

En somme, le Grand-Duché a subi la poussée de la démocratie, qui introduit le principe de la progressivité et non plus de la proportionnalité devant l'impôt. L'influence prussienne et les aspirations populaires ont transformé les impôts réels en impôts personnels dans le Grand-Duché de Bade.

SECTION PREMIÈRE

Les anciens impôts

CHAPITRE II

L'impôt foncier

A) L'IMPOT DU SOL ET DES FORÊTS

Quelques économistes ont pensé que, pour établir l'impôt foncier des propriétés non bâties, sans avoir recours à une déclaration du contribuable, il valait mieux prendre en considération la valeur du sol plutôt que son revenu. Pour établir le revenu, il faut procéder par éliminations, faire des déductions : cette estimation faite sans règles fixes aboutit souvent à un résultat, plein d'inexactitudes et d'injustices. Au contraire, dans les pays modernes civilisés, les registres hypothécaires, les livres fonciers, les déclarations de transmission (ou de succession) et de mutation permettent de déterminer, d'une

façon aussi précise que possible, la valeur du sol. Il serait donc très naturel d'employer tous ces documents, si commodes, si peu inquisitoriaux pour établir l'impôt foncier.

En fait, on n'a guère usité l'imposition de la valeur du sol et cela pour plusieurs raisons : la valeur indiquée dans les successions peut parfois n'être point la valeur exacte, car il y a souvent des dissimulations. Ensuite il peut y avoir des ventes forcées, qui abaissent généralement le prix réel de la propriété : mille autres causes peuvent exercer une influence sur la valeur du sol soit dans le sens de la hausse, soit dans le sens de la baisse.

Quant à la théorie qui établit une relation entre le capital du sol et son revenu, elle se trouve, de ce fait, contredite. On ne saurait davantage justifier entièrement une autre méthode, qui consiste à multiplier le revenu net par un certain nombre, pour trouver le capital. Le revenu net est excessivement variable avec les années, les cultures et les régions.

Il semble donc préférable d'établir l'impôt foncier sur le revenu net du sol, malgré toutes les difficultés et les imperfections que peut présenter ce système.

Assurément la façon la plus équitable d'établir l'impôt foncier des propriétés non bâties est de tenir compte à la fois et de la valeur du sol indiquée dans les divers actes, soumis au contrôle des autorités administratives, et de son revenu net : la jonction de ces éléments, valeur et revenu, peut aboutir à un résultat parfait, pourvu qu'on les juxtapose et non point qu'on les déduise l'un de l'autre.

Mais la terre est une matière imposable toute spéciale : en

dehors du capital primitivement engagé, en dehors des efforts de l'homme, la terre est douée d'une vertu productrice et rend plus qu'on ne lui donne; il y a là une sorte de bénéfice qu'on peut appeler la rente du sol et qu'il paraît juste d'imposer : dans ce cas, l'impôt foncier, qui prétend viser la rente de la terre, sera établi sur la valeur du sol et à côté il existera un autre impôt établi sur les revenus provenant de l'exploitation du sol.

L'impôt badois des propriétés non bâties repose sur le principe de la taxation de la valeur du sol; le propriétaire en plus de l'impôt foncier, doit payer un impôt spécial sur les revenus provenant de l'exploitation agricole, de telle sorte que l'impôt foncier laisse apparaître nettement son caractère d'imposition de la rente du sol. L'impôt foncier est divisé en deux parties distinctes : l'impôt sur les terres arables, prairies, vignobles, etc... et l'impôt sur les forêts.

Cette distinction vient de ce que les forêts couvrent plus de 1/3 du territoire badois (37,8 %), il était nécessaire de déterminer d'une façon spéciale le mode d'imposition du sol forestier.

L'impôt sur la terre.

La loi du 20 juillet 1810 prescrivit l'imposition des propriétés non bâties et une ordonnance du 29 juillet de la même année prescrivit des travaux d'évaluation. Ces travaux cadastraux s'effectuèrent de 1810-15 et ce fut sur ces bases que l'on perçut l'impôt de 1810 à 1875; en 1858, une loi du 7 mai ordonna de

nouvelles estimations qui, commencées en 1867 ne furent terminées qu'en 1875. Les travaux à cette date donnèrent lieu à 493.104 bulletins d'impositions s'appliquant à 4.862.768 parcelles et faisant ressortir une valeur capitale imposable de 1.461.352.387 marks. Cette loi de 1858 avait été précédée d'une loi du 25 mars 1852, qui avait ordonné l'établissement d'un cadastre général complet, les parcelles ont été soigneusement délimitées et bornées, avant d'être arpentées. L'établissement de livres fonciers a suivi l'établissement du cadastre ; dans chaque localité à côté des matières cadastrales servant à l'assiette de l'impôt, la législation badoise a établi des livres fonciers pouvant donner tous les renseignements sur l'état du sol, sa valeur, sa situation hypothécaire, etc...; ces livres sont souvent consultés pour établir ou réformer l'impôt et avec un pareil système il était plus facile pour Bade que pour d'autres pays, d'établir un impôt foncier reposant sur la valeur du sol et non sur son revenu.

La loi du 7 mai 1858, malgré la loi plus récente du 9 août 1900, est la loi fondamentale de l'impôt foncier ; elle a été appliquée jusqu'en 1908 : la loi de 1907 sur le « Vermögensteuer » n'a rien innové en la matière.

Opérations cadastrales

L'évaluation des parcelles a lieu par circonscriptions déterminées, d'après les différentes sortes de cultures, qui sont elles-mêmes subdivisées en classes.

Cette classification opérée d'après la grandeur de la pro-

priété, on évalue le capital imposable, et le capital représenté par les charges auxquelles le sol est astreint.

L'impôt foncier est établi d'une part sur le propriétaire, d'autre part sur le bénéficiaire. Les capitaux imposables des biens-fonds, consacrés à l'entretien perpétuel d'une charge scolaire ou paroissiale, sont portés au compte de la paroisse ou de l'école.

L'impôt foncier est établi sur le capital du revenu net calculé d'après la moyenne des prix de vente de la période de 1828-1847. Le prix moyen par arpent pour chaque sorte et chaque classe de culture doit être fixé d'après ces prix ; mais si ces données paraissent inexactes, on pourrait les rectifier par des estimations reconnues nécessaires, lorsque les prix d'achat font complètement défaut ; mais ces évaluations doivent s'inspirer autant que possible des renseignements obtenus sur les prix de vente des parcelles de même sorte et classe de culture. Si ce moyen n'était pas applicable, il y aurait lieu de multiplier par 25 le revenu annuel du fermage ou évaluer approximativement le revenu net, auquel on applique la même multiplication, afin de trouver la valeur du sol. Les évaluations, faites par une Commission composée de fonctionnaires chargés de l'assiette de l'impôt et de contribuables fonciers, étaient examinées en dernier lieu par une Commission ministérielle.

Il est bien évident, que si des changements exerçant une influence quelconque sur l'impôt foncier survenaient, le contribuable avait le droit de présenter une réclamation, demandant qu'on en tienne compte ; le propriétaire en cas de chan-

gement de possession de culture, etc... devait signaler au Conseil municipal toutes les modifications survenues par une note, soit par un dessin.

Tout terrain livré à l'agriculture et susceptible de revenu, est soumis à cet impôt ; mais il y a d'assez nombreuses exceptions, les rochers, biens-fonds incultes, les fleuves, lacs, chemins de halage et routes appartenant au domaine public, les chemins de fer, les mines, sont exemptés de tout impôt. Le fait, pour les chemins de fer de ne point payer l'impôt s'explique, puisqu'en Bade tous les chemins de fer appartiennent à l'État ; quant aux mines elles n'existent pour ainsi dire pas et leur rendement est nul. Mais une autre exemption, qui surprend à bon droit, est celle de tout terrain sur lequel s'élève un bâtiment ; non seulement la place occupée par l'édifice est exempte, mais encore l'espace occupé par la cour. En général les terrains bâtis sont considérés comme étant d'un très haut rapport ; pourquoi alors cette exemption ? L'impôt foncier des propriétés bâties est établi également sur la valeur d'achat et non sur la valeur locative, et dans la valeur d'achat se trouve le prix du terrain ; si Bade avait soumis les terrains bâtis à la taxe foncière des propriétés non bâties, elle aurait abouti à une double imposition, puisque le prix d'achat, dans lequel est comprise la valeur du terrain bâti, est soumis à l'impôt des propriétés bâties.

La loi du 18 juin 1892 a exempté pendant cinq ans de tout impôt foncier les terrains nouvellement plantés en vignes : le gouvernement badois a voulu encourager la replantation et permettre aux crus renommés de Pikensol, dans le Kaisersthul,

et de la vallée du Rhin de soutenir la concurrence des vins d'Alsace. Jusqu'en 1892 l'impôt foncier des propriétés non bâties était dû, quoiqu'il arrive ; plusieurs désastres étant survenus en Bade dans les années 1889-91, le Landtag jugea nécessaire de faire remise totale ou partielle de l'impôt suivant l'étendue des dommages subis ; lorsque plus d'un tiers de la récolte peut être considéré comme perdu, il y a exemption des 5/10 de l'impôt foncier.

Réforme de 1899-1900.

Cet impôt foncier qui, assurément avait été fait et établi dans d'excellentes conditions, avait cependant besoin en 1898 de recevoir une nouvelle direction et d'être tenu un peu plus au courant des faits économiques, qui se déroulaient dans le Grand Duché. Son fondement même, puisque les Badois veulent imposer la rente du sol, n'avait pas besoin d'être modifié. En tenant compte des charges pesant sur le sol, en les déduisant, le gouvernement badois n'avait fait que s'inspirer d'un principe de justice et d'égalité devant l'impôt.

Depuis 1858 de nombreux changements étaient survenus : souvent les propriétaires n'avaient point indiqué leurs changements de culture au Conseil municipal comme la loi le leur ordonnait ; des inégalités forcées en résultaient. De plus la crise agricole était survenue et avait fait baisser dans de fortes proportions et le revenu et la valeur des terres depuis 1875, date à laquelle cette crise avait commencé, la valeur des terres

a diminué de plus d'un quart en Bade. Par une ironie du sort, les évaluations qui servaient de base à l'impôt foncier ont été établies d'après les prix de la période 1828-47, époque où la terre avait une valeur assez considérable en tout cas beaucoup plus grande qu'aujourd'hui. Les revenus avaient baissé dans une proportion plus forte ; si, en 1898 on capitalisait à 4 %^o, le revenu de la terre, aujourd'hui c'est tout au plus si on le capitaliserait à 3 ou 3 1/2.

Il fallait donc réformer complètement dans le Grand Duché de Bade. On demandait que les nouvelles évaluations fussent faites non pas d'après la valeur d'achat, mais d'après le revenu, mais on aurait pu aboutir, et surtout cette dernière méthode seule a des inégalités ; aussi préféra-t-on tenir compte et de la valeur et du revenu de la terre.

En 1896 le Landtag avait proposé une réforme générale des impôts directs et demandé l'établissement d'un impôt sur la fortune. La Chambre haute repoussa cette proposition comme prématurée, mais ne se montra pas hostile à l'idée d'une révision de l'impôt foncier. Ce fut ainsi que l'on aboutit aux lois du 18 août 1898 et du 9 août 1900.

Mais auparavant on expérimenta la réforme cadastrale sur 12 communes présentant les différents types de culture en vigueur dans le Grand Duché ; on choisit les communes où en 1895 on avait fait quelques constatations en vue d'établir l'impôt sur la fortune, de façon qu'on pût comparer les résultats donnés par l'estimation du capital fourni par le revenu net et ceux donnés par l'estimation du capital fourni par sa valeur courante. Le gouvernement badois s'inspira de la loi württem-

bergeoise de 1873 et détermina le prix des produits et des frais de culture durant les années 1881-95.

Le capital imposable, soumis à l'impôt foncier des propriétés non bâties et établies d'après les données de la loi de 1858, pour ces 12 communes, se montait à 20.242.164 Marks : le capital imposable établi d'après la multiplication du revenu net par 28.5 (ce qui représente un taux de $3\frac{1}{2}\%$), était de 19.711.404 marks.

Une réforme s'imposait donc : la loi du 18 août 1898 prescrit une revision générale du partage des parcelles en classes : il y a lieu de tenir compte de l'état du sol, des circonstances qui peuvent avoir quelque influence sur sa valeur courante, au moment de la nouvelle classification. La revision est confiée au commissaire de l'impôt, assisté d'un Conseil d'évaluation, auquel on peut adjoindre 3 contribuables fonciers. Le commissaire de l'impôt et la commission qui l'assiste, doivent s'informer des changements de culture, des améliorations apportées aux parcelles qui pourraient les faire placer dans une classe supérieure. Une fois cette classification terminée, un avis est affiché à la mairie et durant 21 jours, les intéressés peuvent prendre connaissance des décisions de la commission d'évaluation. Après ce délai on ne peut plus adresser de protestations. La direction des impôts statue sur les réclamations.

La loi du 9 août 1900 prescrit la revision du cadastre : elle exempte de l'impôt les biens-fonds appartenant à l'état badois ou à l'Empire, les terrains servant à des institutions reconnues d'utilité publique et ayant un caractère général de bienfaisance, les biens-fonds des salines d'Etat qu'autant qu'ils seront à

des établissements de bains ou qu'ils aient en vue la santé publique, etc... Toutes les parcelles imposables doivent être rangées en classes par sortes de culture : pour chaque sorte de culture et chaque classe, la valeur courante de l'hectare au moment de l'imposition servira de base à l'impôt. Une commission d'évaluation statue sur les estimations à faire : l'évaluation a lieu, sans égard aux charges pesant sur le sol, d'après la moyenne des prix d'achat de la période 1895-1899, des fermages en usage, du rendement des biens-fonds, etc... on peut également constater la valeur inscrite dans les livres fonciers. Une fois ces évaluations terminées, la Commission envoie un rapport à la Direction des impôts, et le résultat de ces travaux est affiché pendant trois semaines ; les réclamations ne sont plus recevables après ce délai. Le Conseil de taxation statue ensuite sur les travaux de la commission d'évaluation et l'on peut faire appel de ces décisions d'une Commission spéciale, qui siège à Karlsruhe. La multiplication de la valeur courante de l'hectare établie par classe et par sorte de culture, par la surface de la propriété forme la valeur imposable de cette propriété.

Cette même loi du 9 août 1900 soumet à l'impôt foncier les mines dont la valeur sera déterminée par une commission spéciale, alors que la loi de 1858 les en exemptait complètement.

Cette loi de 1900 sur la revision du cadastre et la réforme de l'impôt foncier, semble, au premier abord, présenter un grave défaut : c'est qu'elle ne tient pas compte des charges qui pèsent si lourdement sur le sol, et dont la loi de 1858 faisait abstraction. Mais cette loi de 1900 n'était dans l'esprit du législateur

qu'un prélude de la refonte totale de l'Ertragesteursystem. Elle part d'un principe juste : elle tient compte à la fois et de la moyenne des prix d'achat de la période 1898-99 obtenus dans la circonscription, où la commission doit faire ses évaluations et du revenu, c'est donc un impôt sur le capital du sol, établi avec toutes les garanties désirables.

Cette loi n'a pas pu entrer en activité puisque la loi de 1906 sur l'impôt sur la fortune l'a non abrogée, mais en quelque sorte fait tomber en désuétude, puisqu'à partir du 1^{er} janvier 1908 il n'est plus perçu d'impôt foncier, d'impôt sur l'industrie, et à la place il est perçu un impôt général sur la fortune. Mais la loi sur le « Vermogenssteuer » a maintenu le principe de la revision du cadastre et de la nouvelle classification. La loi de 1900 n'avait été que le préambule de la loi de 1906, elle lui a facilité l'ouvrage en ce sens que la loi de 1906 a trouvé presque entièrement terminée la revision cadastrale, et que par conséquent elle n'a pas eu besoin de l'ordonner.

Si cette revision n'avait pas été faite par la loi de 1900, la mise en vigueur de l'impôt sur la fortune aurait été retardée.

L'impôt sur les forêts

L'impôt des forêts a été réglé par une loi spéciale distincte de celle qui s'occupe de l'impôt foncier sur les propriétés non bâties : c'est la loi du 23 mars 1854, qui a ordonné la revision du cadastre forestier.

Il fallait imposer comme forêts, disait cette loi, toutes les propriétés placées sous la surveillance de la police forestière :

tous les terrains plantés en bois, ou sur lesquels alternent une culture agricole et forestière, celle-ci étant de plus longue durée que la précédente, les marais, prairies, étangs, etc... se trouvant au milieu des forêts, sont soumis à l'impôt foncier des forêts.

Cet impôt comprend une double taxe, l'une est perçue pour rémunérer le service de la police forestière, l'autre est due au même titre que l'impôt foncier sur les terres arables, etc... En 1854 on ne fit pas une revision générale du cadastre forestier, les estimations précédentes furent utilisées, et lorsqu'on le jugea nécessaire, on fit des arpentages d'essai, et l'on se basa d'après ces estimations.

On évalue le revenu net moyen par arpent, et le revenu total de l'année multiplié par 15 sert à former la valeur imposable : les autres produits principaux sont imposés et leur valeur imposable se forme en multipliant par 25 leur revenu net de l'année : les produits accessoires n'entrent point en ligne de compte, on se sert de la moyenne des prix de la période 1845-47 et 1850-52. Les charges qui pèsent sur une forêt et les charges ou redevances établies au profit des églises, presbytères, écoles, sont déduites de la valeur imposable de la forêt, et leur valeur imposable formée en multipliant par 25 le montant de ces redevances est transcrite au compte des bénéficiaires.

La loi du 14 décembre 1878 a augmenté de 57 1/2 % la valeur imposable des forêts.

Comme dans le Grand Duché, on craignait le déboisement, pour faciliter la plantation de la Forêt-Noire et pour transformer en forêts les terres incultes de ce massif montagneux ; la

loi du 25 mars 1886 a exempté de l'impôt pendant 20 ans les terrains nouvellement plantés en forêts.

Les forêts qui appartiennent aux communes, corporations, et qui sont administrées par les employés de l'Etat doivent payer 10 pfennigs par 100 marks de capital de leur valeur imposable.

Réforme de 1900

Comme la loi de 1900 changeait non pas dans ses fondements, mais tout au moins dans sa forme l'impôt foncier, elle devait également faire subir quelques modifications au cadastre forestier. La valeur imposable se forme d'après le revenu net (duquel sont déduits les frais d'entretien et de culture) multiplié par 25 ; on forme de la même manière la valeur imposable des produits principaux ; pour l'évaluation de la valeur vénale du bois, on emploie la moyenne des prix de la période 1895-99. Le prix de chaque espèce de bois est déterminé pour une circonscription déterminée, et l'estimation des prix et de la valeur imposable est faite par une commission d'évaluations, dont le conseil de taxation ratifie les décisions. La valeur établie pour un hectare par la superficie de la forêt, on ne fait plus déduction des charges dans l'évaluation, au contraire de ce qu'ordonnait la loi de 1854.

Il peut paraître assez bizarre qu'une loi de 1878 ait ordonné d'augmenter de 57 1/2 % la valeur imposable des forêts ; mais là une loi de 1876 sur l'impôt d'acquisition imposait les revenus provenant de l'exploitation agricole. Pourquoi ne pas met-

tre les forêts sur le même pied d'égalité ? Il était en fait fort difficile d'appliquer aux produits des forêts « l'Erverbstuer » ; aussi, pour que cette culture spéciale ne jouisse pas d'une détaxe, on augmente sa valeur imposable dans une forte proportion.

La loi de 1900 a déclaré qu'à l'avenir on ne tiendrait plus compte des charges qui pèsent sur les forêts ; cela peut étonner au premier abord, mais la loi de 1854 capitalisait le revenu des forêts à 6 m. %, tandis que la loi de 1900 ne capitalise qu'à 4 %.

La loi de 1900 indique comme base de la valeur imposable la multiplication du revenu net par 25 et ne prend nullement comme point de départ la moyenne des prix d'achat de la terre forestière pendant les années 1895-1899. Les forêts en Bade appartiennent pour une grande partie à l'Etat, et celles qui sont la propriété des particuliers, forment généralement de vastes domaines dont il serait assez difficile d'établir la valeur imposable, car ces biens se transmettent de famille en famille ; toutefois il eût été facile de remédier à cette lacune par la consultation des livres fonciers, les déclarations de mutation ou de transmission. De plus, l'évaluation directe de la valeur vénale pouvait conduire à des inégalités et à des inexactitudes, par suite des frais généraux, des richesses naturelles de la forêt dont on n'aurait point tenu assez compte. Aussi était-il plus logique d'évaluer le revenu net d'après la moyenne des prix de 1895-1899 pour chaque espèce de bois et de le multiplier par 25 afin de trouver la valeur imposable.

Appréciation

L'impôt foncier des propriétés non bâties en Bade est un impôt qui n'a presque jamais soulevé de récriminations, sauf à la suite de la crise agricole. Les travaux cadastraux ont été faits avec une précision remarquable : ils ont été renouvelés assez fréquemment, de sorte qu'il n'y a point beaucoup d'injustices.

Cette taxe est établie non sur le revenu, mais sur le capital imposable ; elle arrive à l'imposer sans déclaration, sans inquisition et ne se sert que de documents qui sont à la portée de tous. La loi de 1900 a tenu un compte plus exact des réalités, elle a consulté les prix d'achat, les fermages et le revenu pour déterminer l'évaluation : elle a donc pris toutes les précautions nécessaires pour éviter les injustices.

Cet impôt foncier des propriétés non bâties porte directement sur le propriétaire, soumis d'autre part à « l'Einkommensteuer » pour les revenus du sol ; le fermier doit, lui aussi, acquitter un impôt pour les produits qu'il tire de l'exploitation du sol.

De plus cet impôt présente un grand avantage, c'est un impôt de quotité et non de répartition. Il peut s'adapter aux circonstances, aux besoins du moment ; il n'a jamais donné de déconvenues quant à son rendement. Au contraire de ce qui se passe dans beaucoup d'autres pays le taux de cet impôt, à mesure que des taxes nouvelles venaient créer de nouvelles charges sur le sol, diminuait : avant 1879, on percevait 44 pfennigs pour 100 marks de capital imposable, en 1879, on ne percevait plus que 28 pf., et en 1884, au moment de l'établis-

sement de l'impôt sur le revenu, 18 pf. 1/2. Le taux est le même pour l'impôt foncier des propriétés bâties, et a été abaissé dans les mêmes proportions. En dépit de l'accroissement de valeur des maisons et des terrains, l'impôt donnait presque toujours le même rendement, par suite de l'abaissement du taux, si cette taxe avait été répartie, il est peu probable que l'on aurait consenti à un dégrèvement. Depuis 1902, le taux est 15 pfennigs. L'impôt foncier des propriétés non bâties reportait pour l'année 1900, 2.400.000 marks.

B) L'IMPOT DES MAISONS

L'impôt des bâtiments devrait faire une distinction entre les édifices consacrés à une exploitation industrielle ou agricole, et les maisons servant au logement des propriétaires et des locataires. Il serait plus naturel de faire payer aux premiers la taxe des patentes et conserver à l'impôt foncier des propriétés bâties, son caractère d'imposition du revenu provenant des loyers ou de la valeur imposable, susceptible de produire un rendement quelconque au moyen de locations.

La loi badoise du 26 mai 1866 a embrassé dans l'impôt foncier des propriétés bâties les maisons et les bâtiments rattachés à une exploitation industrielle ou agricole, ainsi que les bâtiments annexes, tels que caves, entrepôts, etc... Elle en a exempté les églises, temples, tous les édifices servant à l'instruction, à l'enseignement de la gymnastique, ou consacrés à des œuvres de bienfaisance, les serres, les hôtels de ville, les bâtiments inhabitables et inutilisables ; mais la loi n'a pas

exempté de l'impôt foncier des propriétés bâties, le sol sur lequel s'élève l'édifice, les cours et jardins annexes de la maison. Le revenu net, déterminé par la valeur moyenne qui forme le capital imposable, sert d'indication à la base de l'impôt. Comme pour l'impôt foncier des propriétés non bâties, la taxe sur les maisons est perçue sur la valeur imposable. Cette valeur est déterminée par la moyenne des prix d'achat de la période 1853-62. On fait déduction des charges qui ne sont pas portées au compte des bénéficiaires, de telle sorte que le propriétaire est soumis à l'impôt pour tout le capital, même celui dont il n'a pas la jouissance. Mais l'évaluation de la valeur imposable ne peut être déterminée de cette façon pour tous les bâtiments ; aussi doit on établir le capital imposable des autres édifices d'après les évaluations résultant des maisons prises comme modèles. On emploie cette méthode spécialement pour déterminer la valeur imposable des maisons situées seules dans la campagne et l'on impose les châteaux relativement à leur valeur commerciale et non par rapport à la valeur que la construction a pu leur donner ; on les traite donc comme des maisons ordinaires, alors qu'au contraire en les considérant comme édifices d'une nature spéciale, on pourrait aisément frapper le luxe. L'imposition est déterminée par une commission, composée de fonctionnaires et de deux contribuables ; ces décisions sont affichées dans l'hôtel de ville pendant 14 jours. La Direction des Impôts doit approuver ces décisions, enfin le contribuable peut adresser un recours au ministre des finances.

La loi de 1866 prescrit un changement de la valeur imposable, quand il y a construction nouvelle ou démolition, dimi-

nution de la cour, etc... Quand par suite de circonstances étrangères survenues depuis l'estimation, dans une circonscription déterminée, la valeur de tous les bâtiments ou d'une partie de ceux-ci s'est trouvée augmentée ou amoindrie de 20 % il y a lieu à une révision des évaluations.

Réforme de 1900 :

La loi du 9 août 1900 a apporté des modifications à l'impôt foncier de la propriété bâtie, elle maintient les exemptions de la loi de 1866 et ajoute à cette liste les bâtiments dont la valeur est inférieure à 100 marks. Elle prescrit une révision du cadastre des maisons les nouvelles évaluations seront faites par une commission composée de fonctionnaires et de contribuable, et la valeur imposable sera déterminée par la moyenne des prix d'achat atteints dans la période de 1895-99, les loyers en usage, le montant des assurances contre l'incendie. Contrairement à la loi de 1866 il n'est fait aucune déduction des charges. Ces évaluations sont affichées pendant 21 jours à la porte de la mairie, et le Conseil de taxation décide sur ces estimations, tout comme pour les bien-fonds, La Commission d'évaluation peut avoir recours aux livres fonciers.

La révision cadastrale des maisons a été faite de 1872-74 ; elle avait pour but de compter et de reprendre les évaluations de 1810-11. Les bâtiments imposables s'élevaient à 217.292 comportant une valeur capitale de 697.940.000 marks en 1887 il y avait 226.000 maisons imposées représentant un capital imposable de 809.913.800 marks.

Mais en 1898, il y avait des inégalités énormes : on ne tenait pas compte des changements de valeurs ; aussi la loi de 1900 décida-t-elle la révision cadastrale. Cette loi assure d'une façon plus équitable la détermination de la valeur imposable : elle examine les loyers, les polices d'assurance contre l'incendie ; dans ce dernier cas si le propriétaire a déclaré sa maison pour une somme plus élevée que la réalité, il ne devra s'en prendre qu'à lui-même s'il paie un supplément d'impôt.

Appréciation :

La loi de 1866 avait un grave défaut auquel la loi de 1900 n'a, semble-t-il, point remédié, c'était de ne point ordonner la révision cadastrale périodique par exemple ; cette révision, tous les 5 ans par exemple, est possible dans de petits pays comme le Grand Duché de Bade. La valeur imposable des maisons augmentait dans les grandes villes et pourtant, suivant le cadastre, une maison n'avait pas augmenté de valeur de 1872 à 1900. Le cadastre badois avait donc le tort de ne pas se tenir suffisamment au courant des faits économiques, et le Trésor était de ce fait frustré dans ses droits.

Des révisions générales du cadastre sont bonnes de temps à autre, mais des révisions partielles faites plus souvent et rendues si faciles surtout dans un pays de peu d'étendue comme Bade, corrigent les défauts des évaluations précédentes.

L'impôt foncier des propriétés bâties est un impôt de quo-

tité, dont le rendement a toujours été très satisfaisant : bien que nettement distinct de l'impôt foncier des propriétés non bâties, il a le même taux que lui, et rapportait en 1900 : 1.700.000 marks.

CHAPITRE III

L'Impôt sur l'Industrie

Si l'on peut évaluer approximativement le revenu ou la valeur imposable d'une terre, si l'on peut établir un impôt sur le revenu de valeurs mobilières sans trop de difficultés, il est plus difficile de déterminer d'une façon équitable les capitaux et les produits d'une entreprise industrielle : ces valeurs et ces bénéfices sont très variables et très difficiles à constater sans une inquisition des plus déplaisantes (1).

Mais dans les bénéfices industriels il faut faire une double démarcation : on distingue les bénéfices provenant du travail personnel et de l'habileté professionnelle de l'industrie, et les revenus fournis par le capital engagé dans l'entreprise.

Une fois cette distinction faite, on peut envisager sous trois aspects différents l'impôt sur l'industrie : ou bien on ne tiendra compte que du revenu provenant du capital engagé ou de la valeur imposable de ce capital d'exploitation : alors dans ce cas l'impôt sur l'industrie est un impôt sur la fortune, sur le capital, au même titre que l'impôt sur le sol et les maisons.

(1) Leroy-Beaulieu ; Science des Finances, tome 1, page 480.

Au contraire la taxe peut viser les bénéfices résultant de l'exploitation industrielle, sans considérer si ces bénéfices proviennent distinctement du travail de l'entrepreneur ou du capital ; elle embrasse donc tous les bénéfices indistinctement : dans ce cas, cet impôt devient un impôt d'acquisition, c'est ce que les Allemands appellent l'*Erwebssteuer*. Enfin on peut n'avoir égard qu'aux seuls profits réalisés par le travail personnel de l'industriel, sans tenir compte du capital ; l'impôt ainsi compris est un impôt partiel sur le revenu.

En principe toutes les industries doivent être soumises à cet impôt, aussi bien les industries manufacturières que les industries commerciales comme la banque, les transports, les assurances. Parfois une étroite cloison sépare l'impôt sur le revenu de l'impôt sur l'industrie : en Autriche, par exemple, il y a un impôt général sur toutes les industries et les professions libérales, au contraire, en Prusse, on n'impose que l'industrie manufacturière et le commerce, et les revenus provenant de l'exploitation du sol et des professions libérales sont frappés par l'*Einkommensteuer*. Pourquoi ces distinctions ? Pourquoi ces différences ? Affaires de pays et de législation.

Quels doivent être les rapports de l'impôt sur l'industrie à l'égard des autres impôts directs ? S'il existe un impôt sur le revenu global, l'impôt sur l'industrie apparaît comme un complément, comme un impôt supplémentaire, qui doit frapper non les industries, dont le produit paraît venir seulement du travail personnel, mais celles, dont le capital existant est la source du revenu commercial ; d'autre part il devrait être perçu sur les industries, qui font travailler exclusivement le

capital. un impôt spécial destiné à frapper la personne des seuls détenteurs de capitaux et d'actions.

Quand il existe un système combiné d'impôts réels et d'impôts personnels, l'impôt sur l'industrie doit, autant que possible, chercher à atteindre le revenu brut ; il ne doit point avoir d'autre but que frapper le revenu provenant du capital engagé dans l'entreprise. Mais là où l'impôt sur le revenu a des rapports très nets avec les impôts qui pèsent sur le revenu brut, l'impôt sur l'industrie peut combiner les indices de la capacité de rendement, donnés par le capital, les machines, etc... avec ceux du véritable revenu net. Lorsqu'il existe un impôt sur le revenu global, l'impôt sur l'industrie peut être considéré comme un impôt complémentaire sur la fortune industrielle, avec déduction des dettes, tandis que l'impôt sur l'industrie, basé sur le revenu probable, dans le système des impôts réels, n'admet pas la déduction.

Si ces idées des économistes et financiers allemands sur l'impôt sur l'industrie peuvent paraître embarrassées et parfois contradictoires, elles conduisent à des voies opposées dans les moyens d'établir l'impôt sur l'industrie, suivant qu'on adopte les unes ou les autres de ces opinions. D'après quelles bases établira-t-on l'impôt sur l'industrie ? Si l'on prend comme point de départ le chiffre des affaires, on s'inspire d'un principe essentiellement variable et trompeur ; sans doute il n'est pas difficile de connaître le nombre des ventes d'une maison, mais quand même le chiffre des affaires ne correspond nullement à la réalité, on ne tient pas compte des dettes, de mille autres circonstances qui ont une importance

énorme ; de plus chaque commerçant et chaque industriel ne gagnent point dans la même proportion. Il faudrait donc établir une infinité de classes, de tarifs, pour arriver à établir un impôt qui ne correspondrait qu'à l'imagination du législateur.

Pareille remarque peut s'appliquer à l'impôt sur l'industrie perçu d'après des signes extérieurs, d'après des probabilités.

Ce système de présomptions légales présente toutefois moins d'inconvénients que la taxation d'après le chiffre des affaires, car on peut tenir compte de plus nombreux éléments ; on n'aboutit qu'à une probabilité et non à la réalité ; de sorte que jamais ce système ne pourra conduire à une parfaite et équitable taxation.

Restent maintenant la déclaration du contribuable et l'examen des livres par les agents de l'administration.

Avantages de la déclaration

Cette dernière méthode présente des inconvénients à côté d'avantages sérieux ; en général on n'aime point livrer ses affaires aux agents de l'administration, même si ceux-ci observent la plus grande réserve ; et pourtant ces livres sont les témoins de la vérité.

Quant à la déclaration du contribuable, on peut craindre qu'elle n'entraîne de sa part quelques tentatives de fraude.

Pourtant la déclaration est tout à l'avantage du contribuable ; avec la taxation basée d'après les présomptions légales ou le chiffre des affaires, les agents du Trésor, qui sont chargés de faire les estimations auront tendance à faire entrer les

contribuables dans une classe supérieure à la réalité, car en général le fisc s'imagine toujours les gens plus riches qu'ils ne le sont. L'industriel souffrira de cette évaluation, car il devra payer une somme plus forte que ne l'exigerait la justice : au contraire, avec le système de la déclaration, c'est lui-même qui fixe en quelque sorte son impôt ; il peut faire connaître les éléments, les sources de son revenu, en même temps que ses charges ; mais il faut en même temps que toute tentative de fraude puisse être réprimée. aussi cette déclaration devra être contrôlée par des gens compétents et la loi édictera des pénalités sévères pour les cas de fraude.

Il répugnait à l'esprit badois de baser l'impôt sur l'industrie d'après les signes extérieurs. Le Parlement a prescrit l'obligation de la déclaration, et cela même dans l'intérêt du contribuable, pour lui éviter une imposition trop forte. Les Badois sont, en général, des gens très consciencieux qui ne cherchent point à frauder le Trésor ; on tient généralement leur déclaration pour exacte, et l'on ne s'amuse pas à vérifier leurs dires dans les moindres détails. On n'a pas cru nécessaire d'exiger du contribuable une déclaration du revenu et de la valeur de sa terre ou de ses maisons, car il y avait des indices certains, qui ne permettait point de se tromper, au contraire, parce qu'il n'y avait point de signes, de marques suffisantes pour permettre d'éviter l'erreur dans l'imposition de l'industrie, on a exigé la déclaration ; cet abandon du système de l'évaluation est l'impuissance proclamée par le fisc de pouvoir déterminer, d'une façon aussi exacte et précise que possible, d'une façon qui ne lèse à la fois ni les droits de l'in-

dustriel, ni ceux de l'Etat, les revenus et capitaux commerciaux et industriels; en un mot, c'est la faillite du système des taxations basées sur le chiffre des affaires et les présomptions légales, en ce qui concerne l'impôt sur l'industrie.

Une ordonnance du 6 avril 1815, modifiée par une loi du 23 mars 1854, établit l'impôt sur l'industrie dans le Grand Duché de Bade, mais cette ordonnance de 1815 laissait complètement de côté les revenus provenant des professions libérales, les salaires et les traitements des fonctionnaires. Il y avait là une anomalie, dans un système fiscal qui n'entend faire déroger personne au principe de l'égalité devant l'impôt; aussi une loi de 1820, modifiée en 1837, vint-elle soumettre à l'impôt des « classes » les revenus qui, jusqu'alors, avaient échappé à l'impôt sur l'industrie. Il était plus logique de faire rentrer les professions libérales dans un impôt spécial que dans l'impôt général sur l'industrie; car un fonctionnaire et un avocat n'exercent aucune industrie. En somme l'impôt des « classes » était un impôt sur le revenu spécialisé.

Mais en 1876, à la suite du refus par le Parlement badois d'adopter un projet d'impôt sur le revenu global, le gouvernement ne voulant point se considérer comme battu, proposa de transformer l'impôt sur l'industrie en un impôt spécial sur le revenu, et la loi du 25 mars 1876 transforma l'impôt des « classes » sur l'industrie en un « Erwerbssteuer », impôt d'acquisition. On s'inspirait de l'idée autrichienne que le revenu industriel se décomposait en revenus provenant du capital engagé et en bénéfices procurés par le travail et la capacité personnelle de l'industriel.

Réforme de 1876 :

D'après le même principe on impose les revenus provenant de l'exploitation du sol, parce que l'impôt du sol imposait seulement la rente du sol, mais non l'intérêt du capital d'exploitation et le produit du travail. Cet impôt atteignait également les salaires, traitements et revenus des professions libérales, mais les gages inférieurs à 300 marks étaient totalement exempts. Cet impôt était perçu d'après une déclaration du contribuable révisée par le Conseil de taxation.

En 1884, l'impôt sur le revenu, progressif et global atteignit les revenus que frappait l'Erwerbssteuer ; pour éviter une double imposition, il fallait réformer la loi de 1876, et en 1886 on eut un nouvel impôt sur l'industrie presque équivalent à l'ancien impôt, établi en 1815.

Réforme de 1886.

Depuis 1884 cet impôt qui fait partie de l'« Ertragssteuersystem », est un complément de l'Ernkommensteuer, tandis que ce dernier atteint la fortune sous quelque forme qu'elle se présente, l'impôt sur l'industrie ne frappe que les capitaux. La base de l'impôt est déterminée non point d'après le revenu net de l'industrie, ni d'après celui du revenu du capital d'exploitation ; car on n'arrive à séparer que difficilement ce revenu des bénéfices provenant du travail : le capital d'exploitation lui-même sert de base à l'impôt. Mais ce terme « capital d'exploitation », est excessivement vague ; aussi la loi badoise

a-t-elle spécifié ce qu'il fallait entendre par « capital d'exploitation ». Il faut y ranger les forces hydrauliques, les machines, les fonds en argent, les marchandises, l'avoir des comptes-courants, pourvu que ceux-ci dépassent les dettes courantes; c'est le seul point sur lequel la législation badoise qui a copié la loi wurtembergeoise de 1873, diffère de cette dernière et c'est tout à son honneur de s'être inspirée d'un sentiment de justice.

Le capital d'exploitation lui-même forme le capital imposable et est déterminé d'après la valeur moyenne de la situation moyenne de l'année, qui ne peut en aucun cas être acceptée comme inférieure à la valeur fixée au moment de l'inventaire, pourvu que, depuis ce temps, une réduction de l'exploitation commerciale n'ait pas concordé avec une diminution du capital d'exploitation. Pour les compagnies d'assurance, le revenu brut des primes sert de capital imposable.

Les capitaux inférieurs à 700 marks, les capitaux servant à l'exploitation agricole, sont exempts de cet impôt; les succursales qui dirigent leurs affaires avec un capital personnel, sont soumises à l'impôt dans le lieu où elles font elles-mêmes leurs affaires; dans le cas contraire, elles sont seulement redevables de l'impôt au siège de la maison principale.

Comme le capital d'exploitation seul, sert de base à l'établissement de l'impôt, et qu'il est fait déduction des dettes courantes, on ne pouvait pas procéder par estimation comme pour l'impôt sur le sol, car on aurait abouti à des inégalités ou plutôt l'établissement et la perception même de l'impôt auraient été rendues impossibles; c'est donc autant dans l'intérêt du

contribuable que du Trésor, que la loi badoise a assujetti l'industriel à une déclaration. Un acte de ce genre si favorable qu'il soit à la fraude, était dans le cas de l'impôt badois, le seul moyen de déterminer, d'une façon précise, la taxe sur l'industrie. Aucune évaluation n'est possible en fait de capital industriel, à moins qu'elle ne soit faite par un expert compétent; on ne peut guère faire d'assimilations, de comparaisons, tant les entreprises sont diverses et multiples, mais en admettant même qu'on peut estimer par voie d'analogie ou de déduction, les machines, les forces hydrauliques, on ne pouvait opérer de la même façon pour déterminer les comptes-courants, l'avoir et les dettes courantes; il fallait aller chercher les renseignements dans les banques, les établissements de crédit, etc... pour n'être qu'à moitié informé, et cela devenait une inquisition pire que celle suscitée par la déclaration. Tout industriel qui exploite pour la première fois une entreprise, dans une recette, ou dont le capital imposable s'est augmenté d'au moins 5 %, doit faire une déclaration qui contient son nom, sa demeure, la raison sociale, l'espèce de l'entreprise, la valeur moyenne du capital d'exploitation. Le gérant sert personnellement de répondant.

Cette déclaration est examinée par le commissaire de l'impôt et est ensuite soumise à la décision de la Commission d'évaluation composée du maire et de 3-7 industriels de la commune, désignés par le Conseil de district. Cette Commission peut entendre des gens compétents, mais d'après une disposition primitive de la loi, elle ne doit pas consulter les livres de commerce; cette règle a été non pas supprimée, mais modifiée

par des lois postérieures; elle n'est plus aussi absolue. Le contribuable qui se croirait lésé, peut en appeler à la Cour de l'Administration à Karlsruhe ou à la Direction des Impôts.

Appréciation.

Somme toute cette déclaration n'est pas un acte aussi ennuyeux qu'on pourrait le croire; on n'est pas obligé de la faire tous les ans, quand le capital d'exploitation est resté le même que la première année de la déclaration; enfin il y a certaines garanties accordées aux contribuables, puisque la visite des livres de commerce ne peut avoir lieu que rarement; la loi du 9 août 1900 déclare que, pour les industries qui ont des livres de commerce, on ne peut évaluer le capital d'exploitation plus bas que ne l'ont fait le dernier bilan et le dernier inventaire.

Il fallait aussi éviter la fraude, aussi la loi de 1886 prescrit-elle que l'amende comportera le quadruple des droits fraudés.

Cet impôt sur l'industrie a une curieuse répercussion sur les revenus des sociétés par actions, qui se trouvent être imposées 4 fois; la société doit payer les impôts sur l'industrie et le revenu; l'actionnaire, les impôts sur le revenu et les rentes du capital.

Une loi en 1892 a modifié sur quelques points seulement la loi fondamentale de 1886. Les associations de consommation avec leurs magasins publics, les sociétés basées sur le principe de mutualité, et s'occupant en même temps d'affaires de banque avant 1892, étaient considérées comme entreprises industrielles avec tout leur mouvement d'affaires. Le mouve-

ment d'affaires des sociétés de production et d'exploitation, depuis 1892, est impossible. La même loi exempte les associations de crédit et d'avances dont le capital d'exploitation n'atteint pas 50.000 marks, les coopératives agricoles, les sociétés d'assurances mutuelles. Les associations de crédit et d'avances non exemptes paient l'impôt sur l'industrie d'après la moitié seulement de leur capital d'exploitation.

Impôt sur l'industrie ambulante.

En 1900 l'impôt sur l'industrie rapportait 1.700.000 marks et le taux est 15 pfennigs pour 100 marks de capital imposable.

Il était difficile d'appliquer l'impôt sur l'industrie aux commis-voyageurs et marchands ambulants, dont le capital d'exploitation se réduit à fort peu de chose, aussi était-il plus simple de leur fixer des tarifs.

La loi de 1876, à laquelle d'ailleurs la loi de 1886 n'apporta aucune modification, contenait certaines dispositions prohibitives et soumettait ces marchands ambulants à la taxe sur l'industrie. Aucun colporteur, excepté à son lieu de domicile, ne pouvait être soumis à l'impôt communal, bien que dans maintes communes il fasse plus d'affaires que les magasins établis dans ces lieux. En vain le 16 mars 1896 proposa-t-on d'établir sur ces marchands ambulants une taxe communale : cette proposition n'eut aucun succès. La loi du 12 juin 1899 les a exemptés de l'impôt sur l'industrie et sur le revenu, mais quand même cette loi aggrave la taxe perçue sur ces commerçants et combat la possibilité d'une trop faible imposition.

Les marchands ambulants doivent présenter une déclaration annuelle, avant de commencer leur exploitation commerciale à l'administration locale avec indication de l'espèce d'industrie, du nombre des personnes, etc... En cas de fausse déclaration ou de fraude, l'amende comporte le paiement du double de l'impôt ; et les marchandises peuvent être saisies.

30 % du revenu de l'impôt sont versés à la caisse de l'Association des départements, et le contingent des communes est porté aux dépenses de cette association.

Les colporteurs et voyageurs de commerce sont divisés en 3 catégories et taxés d'après les tarifs suivants :

Marchands de bestiaux	3 — 600 marks.
— de quincaillerie, etc.	12 — 180 —
Autres colporteurs.	3 — 36 —

Pour les deux dernières catégories, on admet des taux moindres, lorsqu'il s'agit de personnes infirmes et besogneuses.

Les concerts, ménageries, etc... sont passibles d'une taxe de 12-120 marks.

Les colporteurs, voyageurs de commerce et forains qui ont des commis, doivent payer pour chaque employé $\frac{1}{3}$ de ces taux.

Les magasins ambulants ne sont pas taxés suivant un tarif fixe et annuel; on tient compte de l'importance de la ville et des marchandises dans les villes de plus de 20.000 habitants, ils paient par semaine 60 marks, dans celle de plus de 4.000 habitants. 45 marks, et dans les autres endroits 30 marks, et cela quand la valeur des marchandises et du magasin ambulant dépasse 10.000 marks.

Sont exempts de cet impôt les vendeurs des produits du sol, toutefois seulement dans un rayon de 15 kilomètres autour de leur domicile, les produits fabriqués par le vendeur lui-même, et portés aux marchés hebdomadaires. Les concerts et expositions des foires et kermesses sont soumis à l'impôt sur l'industrie ambulante, mais les autres entreprises exploitées par des personnes qui n'ont dans le Grand Duché aucun établissement industriel, acquittent une taxe spéciale : l'entrepreneur paie 3 marks par mois et chacun de ses commis 1 mark 50.

L'impôt sur l'industrie ambulante est établi par le Commissaire de l'impôt, la taxe spéciale par le percepteur de la commune; ce dernier d'ailleurs, doit percevoir ces deux contributions.

L'impôt sur l'industrie ambulante a dans le Grand Duché de Bade le caractère d'une imposition du capital et du revenu; aussi comprend-t on que la loi de 1879 ait exempté de l'impôt sur le revenu et l'industrie, les marchands ambulants et les forains; elle a évité ainsi une double imposition. Cette taxe établit des distinctions suivant le lieu et suivant le capital d'exploitation, le contribuable sera plus ou moins imposé; il y a là une idée de justice qu'on ne peut qu'approuver, car il aurait été injuste de faire payer la même somme à un colporteur qui gagne seulement 3 marks par jour, qu'à un marchand ambulant qui réalise quotidiennement 100 marks de bénéfice.

CHAPITRE VI

L'impôt sur les rentes du capital

L'impôt sur le capital est-il justifié ? Les capitaux qu'on appelle valeurs mobilières ont généralement payé soit l'impôt sur le sol ou sur les maisons, soit l'impôt sur l'industrie ; il semblerait donc que dans les Etats soucieux d'éviter une double imposition, le capital représenté par les valeurs mobilières devrait être exempt de tout impôt.

Mais les qualités sont d'une nature toute spéciale ; alors que les autres taxes ne frappent que les revenus provenant du travail, quand il s'agit d'impôts réels, la contribution établie sur les valeurs mobilières, frappe des revenus procurés par le travail d'autrui, généralement ; la plupart du temps les valeurs mobilières représentent des capitaux que le créancier n'a eu qu'à verser, pour toucher un intérêt et dont il ne s'occupe pas lui-même.

A un moment où l'impôt personnel tend de plus en plus à se substituer à l'impôt réel, il importe de distinguer les espèces de valeurs mobilières, car on peut leur appliquer des tarifs différents.

Les valeurs mobilières peuvent se diviser en valeurs repré-

sentant des capitaux prêtés pour les besoins de la vie privée, comme les prêts hypothécaires, les dépôts dans les banques et en valeurs représentant des capitaux avancés par les créanciers pour les nécessités de la vie publique, comme les souscriptions aux emprunts des Etats et des Communes. On peut y ajouter une troisième classe comprenant les capitaux distribuant des bénéfices partagés en commun (dividendes des sociétés par actions, en commandite). Enfin les rentes temporaires ou les annuités dans lesquelles le capital est remboursé sous forme d'une rente, présentent un caractère tout particulier, ainsi que les billets de loterie, les bons à prime, etc...

Lorsque l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières est une taxe réelle, il ne doit atteindre que le revenu net, déduction faite des risques des primes d'assurance, etc... la partie du revenu qui dépasse l'intérêt accordé généralement dans le pays pour le prêt des capitaux, ne devrait donc être soumise à aucun impôt, puisqu'elle est absorbée par des frais nécessités pour l'entretien ou l'amortissement du capital prêté. Mais cette distinction est excessivement difficile à pratiquer, la détermination de l'intérêt moyen et du revenu net dépend de mille circonstances indépendantes de la législation. Tous les bénéfices industriels et commerciaux sont imposés sans distinction, malgré les risques courus par l'entrepreneur, car on ne saurait établir d'une façon précise la partie du bénéfice qui doit être exempté de la taxe. Même difficulté se pose pour les rentes temporaires et annuités, dans lesquelles on paie d'une part l'intérêt du capital avancé et on remboursera d'autre part une portion de la somme avancée. Il faut imposer ces intérêts,

mais comment distinguer l'intérêt du capital? Les grands établissements qui se font rembourser par annuités leurs prêts de capitaux, n'auraient qu'à déterminer d'avance la somme totale d'intérêts, qui doit leur être payée, et l'on pourra ainsi soumettre les revenus de ces capitaux à l'impôt.

On ne sait souvent comment distinguer le capital commercial, que l'entreprise fait travailler et qui doit être soumis à la taxe sur l'industrie, du capital prêté qui doit subir l'impôt sur le capital; en général le taux du premier impôt est moins élevé que celui du second. Le problème le plus ardu et le plus délicat est dans la question de l'imposition des sociétés par actions, de production et d'exploitation; les dividendes provenant des actions ne diffèrent que bien peu des intérêts des obligations, aussi ne doit-on point hésiter à les soumettre à l'impôt sur les rentes du capital, mais le revenu, procuré par le capital d'exploitation des entreprises serait taxé avec plus de raison par l'impôt sur l'industrie; les distinctions sont d'apparence trompeuse et font commettre souvent des erreurs de taxation.

L'imposition du capital, en tant qu'objet, présente plus de difficultés que la taxation de la personne, en tant que sujet; il n'y a aucune difficulté à imposer tout citoyen pour les revenus provenant de ses capitaux, qu'il a placés à l'intérieur de sa patrie, mais que dire de la taxation des intérêts de ses capitaux envoyés à l'étranger? Ces intérêts ne peuvent évidemment pas échapper à l'impôt, mais la justice exigerait que l'on défalque les impôts, que ces revenus ont déjà payés dans le pays étranger, et qu'on les soumette ensuite à la taxation du pays de

résidence de leur bénéficiaire. Si l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières bien qu'il frappe exclusivement des objets, est en même temps impôt personnel, le rentier habitant son pays d'origine doit y être soumis avec la totalité de ses revenus, de même que l'étranger qui a fait de ce pays son lieu de résidence. L'impôt sur les revenus des valeurs mobilières peut revêtir deux formes tout à fait différentes ; il peut être un impôt réel ou une taxe exclusivement personnelle. Dans le premier cas il frappe le revenu, sans s'inquiéter de la personne, et ne permet aucune déduction ; dans le second cas il adopte généralement un tarif progressif augmentant avec l'importance des valeurs mobilières du contribuable. Mais cet impôt peut prendre une autre forme, qui hésite à le faire classer soit dans les impôts réels soit dans les impôts personnels : il a un taux proportionnel et, pour tout, fait des déductions des dettes, dégrève complètement certains revenus.

La perception de cette taxe peut s'opérer soit par une retenue sur les coupons, soit d'après une déclaration du contribuable. Rien n'est plus facile que d'employer le premier système. C'est assurément le moins vexatoire, le plus commode. Toutefois si le taux de l'impôt se trouve assez élevé, il peut se produire des fuites de capitaux à l'étranger. Pareil danger existe dans la déclaration du contribuable. Les capitaux n'ont plus de patrie ; le paiement en chèques les a rendus de plus en plus mobiles ; il suffit de simples virements de banque pour faire passer à l'étranger des sommes considérables.

Bien qu'il serait juste de mettre sur le revenu des valeurs

mobilières une taxe plus forte que celle qui pèse sur l'industrie et la terre, on ne peut pas abuser de ce moyen si l'on veut garder les capitaux indigènes dans le pays. On a proposé la suppression des titres au porteur pour les remplacer par des titres nominatifs. Ce serait peut-être un moyen d'empêcher la fraude, mais ce serait sûrement mettre une entrave considérable au développement du commerce et de l'industrie. Ce serait lâcher la proie pour l'ombre, on percevrait plus d'un côté pour percevoir moins de l'autre.

Nécessité d'une taxe faible

Soit que l'on perçoive l'impôt par retenues au moment de la distribution des coupons, soit que l'on exige une déclaration du contribuable, le devoir d'un Etat soucieux de garder chez lui les capitaux indigènes et d'attirer les capitaux étrangers, est d'établir, sur les revenus des valeurs mobilières, un impôt peu élevé. Si l'on demande une déclaration au contribuable, il faut s'assurer de la véracité de ses dires par le contrôle des actes de succession, de transmission des opérations des banques et des établissements de crédits ; mais c'est l'inquisition établie sur la fortune du contribuable. On peut lui demander de déclarer « en son âme et conscience » tous ses revenus provenant de ses valeurs mobilières : ces procédés, quelque peu enfantins, n'empêcheront pas la fraude du contribuable qui a l'intention de se dérober à l'impôt.

Historique :

L'impôt sur les rentes des capitaux dans le Grand-Duché de Bade, n'a pas été introduit en même temps que l'« Ertragssteuersystem » ; en 1815, les valeurs mobilières étaient une chose excessivement rare ; on ne les connaissait guère que par les obligations représentant les emprunts des Etats ou des communes ; le sol et les maisons représentant à cette époque, la presque totalité de la fortune publique. Entraîné dans des embarras financiers, le gouvernement badois établit un impôt extraordinaire de 5 % sur les rentes des capitaux comme taxe de guerre.

En 1848, la loi du 4 juillet imposa la valeur représentée par le capital, procurant des rentes et des intérêts, à raison de 6 kreusers pour 100 florins de capital imposable ; à cette date les valeurs mobilières avaient pris une certaine extension et il eut paru bizarre de ne point les imposer ; mais la taxe nouvelle ne frappait que les capitaux non visés par les autres impôts réels. Le capital, sans considération sur le taux de l'intérêt, formait la valeur imposable. On faisait déduction des dettes constatées par des prêts hypothécaires ou autres valeurs.

En 1850, on revisa cette loi faite à la hâte en 1848, et on eut davantage d'égards aux revenus, on augmenta les cas de déduction, on soumit les étrangers à la taxe, pourvu qu'ils se fussent fixés dans le pays dans le but d'accroître leur fortune. On tenait compte d'un intérêt moyen de 4 % de la valeur nominale des actions et obligations.

Le 7 avril 1860 fut publiée une nouvelle loi qui n'apportait

pour ainsi dire, aucune modification à la précédente. Quatorze ans après, le 20 juin 1876, on changea l'impôt sur le capital en un impôt sur les rentes. Les revenus, les lots et bons à prime, multipliés par 20 formaient la base de la valeur imposable: l'impôt sur les rentes du capital est un impôt annuel, et ne doit pas s'inquiéter des oscillations des revenus durant l'année.

Loi de 1886 :

Enfin le 6 mars 1886 une nouvelle loi, modifiée sur des points de détail par la loi du 9 août 1900, arrêta les dispositions fondamentales sur lesquelles cette taxe doit être perçue.

La loi badoise soumet à l'impôt sur les rentes du capital les intérêts provenant des obligations titres représentant les emprunts émis par l'Etat, les communes ou les particuliers, les intérêts, compris dans les lots, bons à prime ne versant aucun revenu, d'après le tarif suivant lequel ces intérêts sont soumis à l'Einkommensteuer, les rentes viagères, comptées pour les $\frac{3}{5}$ de leur montant annuel, les bénéfices des orphelins comptés pour $\frac{1}{5}$, les dividendes provenant des actions, les parts des commanditaires dans les sociétés en commandite par actions ; au contraire les revenus et bénéfices provenant du capital d'exploitation et ayant déjà acquitté la taxe sur l'industrie, sont exempts de l'impôt sur les rentes du capital. On n'a voulu imposer qu'une fois les revenus provenant du capital d'exploitation et du travail personnel ; tandis que les bénéfices, procurés par les prêts de capitaux sont imposés

deux fois ; cette double imposition repose sur le principe qu'on doit avoir égard au travail personnel.

Tous les Badois ou sujets étrangers résidant dans le Grand-Duché, sont soumis à cet impôt, mais la loi comporte plusieurs exceptions ; ainsi l'Etat, les établissements publics comme les hôpitaux, etc., les caisses d'assurances mutuelles, les capitaux dont les revenus ne dépassent pas 60 marks, les revenus des veuves et des orphelins, pourvu que leur total n'atteigne pas 500 marks, sont libérés de tout impôt sur les rentes du capital.

Avant d'établir l'impôt il faut faire déduction des intérêts que les contribuables doit payer, pour des hypothèques ou des charges et fondées sur un titre de droit privé.

On exige du contribuable une déclaration dans laquelle il doit donner sa situation de fortune au 1^{er} avril ; cet état sert de base à l'imposition. Lorsqu'une augmentation de 60 marks dans les revenus se produit, le contribuable mentionne ces nouvelles ressources au commissaire de l'impôt ou au conseil de taxation de sa résidence.

Les revenus variables sont évalués d'après le résultat de la dernière année, ou autrement d'après leur revenu probable.

La loi peut accorder des dégrèvements : quand il est établi que, pendant deux ans, un capital engagé dans une entreprise n'a pas donné de revenus et que pourtant toutes les conditions nécessaires à la parfaite gestion de l'entreprise ont été observées, le contribuable est dispensé de payer l'impôt pour cette partie de ses rentes.

Tout individu, qui n'aurait point fait de déclaration, est imposé par les soins de l'administration et perd droit à toute

réclamation contre cette évaluation ; autrement sa déclaration est examinée par une commission d'évaluation. Le contribuable n'a à faire de déclaration qu'autant qu'il touche de nouveaux revenus.

Les héritiers, dans le délai de trois mois après la mort du testateur, doivent déclarer au commissaire de l'impôt les impôts que le défunt n'avait point acquittés, en vue de frauder le Trésor, sinon ses héritiers se rendent eux-mêmes coupables de fraude.

Pour éviter les tentatives de fraude, la loi devait poser des pénalités rigoureuses : l'amende comporte le décuple de l'impôt insuffisamment payé ; on peut encourir l'amende quand on n'a pas fait la déclaration dans les délais affichés dans la commune, du mois d'avril au mois d'août. Quand on ne peut évaluer l'impôt fraudé, la loi prescrit une amende pouvant aller jusqu'à 100 marks.

L'impôt sur les rentes du capital ne vise point les revenus des valeurs mobilières, mais bien le capital lui-même ; on multiplie le revenu total par 20 et l'on a ainsi le capital imposable, et ensuite on prélève l'impôt suivant le tarif prévu par la loi de finances.

Le taux était en 1900 de 10 pfennigs pour 100 marks de capital depuis 1904, il est de 12 pfennigs. Cet impôt rapportait en 1900, 1.700.000 marks.

Appréciation :

On peut paraître étonné de ce que les Allemands du Grand-Duché de Bade n'aient pas établi un tarif supérieur à celui de

l'impôt foncier: ils n'appliquent pas dans son intégralité la formule: « imposer la richesse acquise ». L'on ne peut pas dire que les valeurs mobilières ne sont pas précisément une « richesse acquise ». Si le taux est moins élevé qu'on pouvait le penser, cela tient d'abord à ce que les valeurs mobilières sont déjà lourdement frappées par les droits de transmission, etc., perçues pour le compte de l'Empire, et ensuite à ce que les Badois ne tiennent pas à faire fuir les capitaux indigènes en Alsace-Lorraine ou en Bavière, par l'établissement d'un tarif trop élevé.

L'impôt Badois sur les rentes des capitaux se perçoit d'après une déclaration du contribuable. La perception de l'impôt opérée par une retenue sur les coupons, entraîne moins de formalités et de vexations; on peut même dire qu'elle comporte moins de chances de fraude. Rien n'est plus fluide qu'une valeur mobilière; le contribuable obligé de déclarer ses revenus non point d'une façon précise, mais en bloc, trouve là facilement une tentation de fraude, et il sera bien difficile à l'administration fiscale de contester ses dires sans se livrer à une véritable inquisition. La déclaration a l'avantage de permettre des déductions, de ne point compter les intérêts payés pour diverses dettes, dans le total de revenu; elle accorde de larges exemptions aux petits rentiers, aux veuves et aux orphelins. Au contraire la perception de l'impôt par voie de retenue sur les coupons ne permet pas d'accorder aucune exemption, et il y a pourtant des situations vraiment dignes d'intérêts.

Cet impôt badois sur les revenus des valeurs mobilières a un

caractère à la fois personnel et réel, introduit à un moment où l'influence prussienne manifestant ses tendances très nettes de taxation personnelle dans le Grand-Duché de Bade, cet impôt devait faire certaines déductions en faveur des personnes ; il devait cesser de s'attacher exclusivement à la chose, pour considérer la situation de l'individu, mais on ne peut pas dire que c'est un impôt personnel puisque le taux ne progresse pas avec l'augmentation du capital.

Autant la déclaration est justifiée pour l'imposition de l'industrie ; autant elle semble vexatoire et inutile pour les revenus des valeurs mobilières. Malgré toutes les déductions, toutes les exemptions que la loi peut accorder, la retenue sur les coupons est préférable ; mais dans un pays où les autorités publiques exercent un pouvoir considérable sur les actes des citoyens, où des tendances d'étatisme se font jour, un pareil système pouvait être admis, mais la déclaration, même faite « en toute âme et conscience » par le contribuable, comme l'exigeait une des dispositions primitives de la loi badoise, peut entraîner des déconvenues pour le Trésor. Si soumis que soient aux lois les sujets d'un Etat, plusieurs d'entre eux n'hésitent point à frauder, et l'on ne peut pas dire que la déclaration soit faite pour empêcher pareille chose. L'impôt badois a le tort de supposer un taux uniforme de capitalisation pour tous les revenus (5 %). En général le taux des intérêts est plus élevé en Allemagne qu'en France ; il est généralement de 4 ou 4 1/2 %, tandis qu'en France il ne s'élève qu'à 3 ou 3 1/2 %. Cela provient de ce fait qu'en France il y a surabondance de capitaux, par suite de la tendance de la race

à épargner et à économiser ; en Allemagne on a au contraire besoin de capitaux. La fixation d'un taux uniforme est une mauvaise chose, car en général le rentier paiera moins d'impôts qu'il n'en devrait régulièrement payer, puisque cet impôt est établi sur le capital. Le Trésor se trouve frustré dans ses droits, mais les contribuables ne sauraient s'en plaindre.

Cet établissement de l'imposition du capital par la déclaration du revenu se comprend, puisqu'il existe en Bade, l'« Einkommensteueur », autrement il aurait été plus logique d'asseoir la taxe soit sur la valeur nominale, soit sur les cours de Bourse des actions et obligations.

SECTION II

L'Impôt sur le Revenu et l'Impôt sur la Fortune

CHAPITRE V

L'Impôt sur le Revenu

Dans la plupart des pays, il existe un impôt sur l'ensemble du revenu, quand bien même le législateur aurait évité d'établir une taxe sur la totalité du revenu ; en France notamment, il ne paraît exister aucun impôt général sur le revenu, pourtant la contribution mobilière est une forme de taxation qui rappelle d'assez loin — il est vrai — cet impôt.

L'impôt sur le revenu progressif et global s'est développé dans les pays d'origine germanique ; mais il n'a pas été appliqué dès le premier abord dans sa forme actuelle. Les gouvernements féodaux établirent sur leurs sujets une taxe appelée capitation, variable généralement, suivant la fortune de l'individu, mais nullement déterminée par des règles fixes : cela était au moment où « si voulait le roi, si voulait la loi ».

Ensuite on supprima la capitation pour diviser les contribuables en classes, en catégories d'après leur revenu présumé, et chaque classe avait son tarif fixe législativement : cette imposition confinait encore de bien près à l'arbitraire. Avec le développement de la fortune publique, on jugea qu'il était plus rationnel de taxer chaque contribuable individuellement, soit d'après les présomptions légales, soit d'après une déclaration.

L'impôt sur le revenu progressif et global est donc essentiellement un impôt personnel déterminé suivant la capacité imposable de chaque contribuable. Mais il y a manière et manière de frapper le revenu : cette taxe ne doit se préoccuper que de frapper le revenu net, et ne faire aucun empiètement sur la fortune du contribuable ; dans ce cas l'impôt serait une spoliation déguisée. Le terme « revenu » est excessivement vaste et peut servir à désigner beaucoup de choses. L'entretien de chevaux de luxe, l'achat de tableaux coûteux doivent évidemment être rangés au nombre des revenus impossibles tandis que les dépenses pour la conservation des édifices ou la nourriture des chevaux de labour ne sauraient figurer au nombre des revenus taxés.

L'impôt sur le revenu global peut être établi de 3 manières : ou bien on range les contribuables en classes, comme cela existait pour le « Classensteuer » en Prusse, et l'on applique à chaque catégorie un tarif différent, on peut encore déterminer le revenu imposable au moyen des présomptions légales ou l'on peut exiger une déclaration.

L'impôt sur le revenu étant un impôt personnel, permet de taxer chaque personne suivant ses facultés ; on peut exempter

de tout impôt les petits revenus et faire peser d'un poids plus lourd la contribution sur les fortunes riches ; ce système permet la progression ; il réalise ainsi une sorte de « justice sociale ».

Le tarif de cet impôt est généralement fixé chaque année par la loi de finances ; c'est donc un instrument merveilleux dans la main d'un Etat qui sait s'en servir : il peut s'adapter aux besoins fiscaux du moment, par une plus ou moins haute imposition. Le taux variable permet d'augmenter ou de diminuer les ressources à volonté.

Enfin l'impôt sur le revenu est intimement lié au développement de la richesse publique, au contraire des impôts de répartition ; il peut faire espérer des plus-values, et il trompe rarement les prévisions budgétaires.

Cette progression si vantée au nom de la « justice sociale », peut parfois conduire à des abus ; sous prétexte de faire payer la richesse acquise et les gros revenus progressivement et non proportionnellement à leurs facultés ; il arrive que l'on emploie des taux vraiment spoliateurs ; que dire de l'application d'un taux de 20 % sur une fortune de 100.000 francs dont le possesseur a à acquitter d'autres impôts directs ou indirects ? C'est plus d'un tiers des revenus qui sont saisis finalement par le fisc, et vraiment cette proportion est exagérée. Que les grosses fortunes paient plus d'impôts que les petites et les moyennes, cela est juste, mais on ne peut pas non plus arriver sous prétexte de progression indéfinie à la confiscation. Ce serait briser l'énergie humaine, ce serait amener de graves déconvenues au Trésor, car les individus ou travailleraient

moins pour avoir moins d'impôts à payer ou dissimuleraient leurs revenus. Il est souvent à craindre que dans des pays à gouvernement démocratique on n'abuse de la progression, qu'on ne se serve de l'impôt sur le revenu que comme d'une arme contre les riches. Pourquoi faire des Révolutions pour rétablir, sous une autre forme, les privilèges qui rendaient odieux et intolérables les gouvernements précédents ?

En général l'impôt sur le revenu global n'est qu'une taxe de redressement des injustices des impôts indirects, ou des autres impôts directs, dans ce cas, il doit avoir un tarif assez modéré, puisque les revenus sont soumis d'un autre côté à d'autres taxes.

Quand l'impôt sur le revenu progressif et global forme la base même du système fiscal il serait juste que l'on établit des taux différents suivant les différentes sources des revenus. Les rentes provenant de capitaux, doivent payer plus d'impôts que les bénéfices industriels procurés par le travail du commerçant, et les capitaux risqués dans l'entreprise. Il y a donc lieu de faire une certaine discrimination entre les différentes sortes de revenus, mais cette discrimination ne peut avoir lieu que si la taxe est assise d'après une déclaration du contribuable, énonçant distinctement chaque sorte de revenus.

La déclaration, malgré toutes les tentatives de fraude qui l'accompagnent, est le seul moyen permettant de faire déduction des charges de l'imposé, dans l'impôt global, impôt essentiellement personnel, il ne faut pas seulement tenir compte de l'importance des revenus, il faut aussi avoir égard aux dettes de la personne.

En somme, un impôt progressif et global sur le revenu, basé d'après une déclaration du contribuable, aussi sincère que possible serait parfaitement acceptable, si l'on établissait une progression modérée, et si l'on taxait les revenus, d'après leur source, et non dans leur ensemble, quitte à percevoir ensuite un impôt supplémentaire sur la totalité du revenu. Avec ce système on pourrait concevoir deux progressions : l'une croissant avec l'importance de chaque revenu auquel on applique un taux différentiel (discrimination), l'autre augmentant avec l'importance de la totalité du revenu.

Ce système peut exister, quand, à côté de cet impôt progressif et global, il n'existe aucun autre impôt direct. Dans le cas contraire, on peut parfaitement concevoir un taux conforme pour tous les revenus. Dans les deux systèmes le but proposé est atteint puisqu'il s'agit de faire payer moins les revenus du travail que ceux provenant de la richesse acquise.

Historique :

De 1808 à 1813, il a existé dans le Grand Duché de Bade une taxe sur les profits et les capitaux estimés d'après leur revenu net ; elle descendait par échelons progressifs du maximum de 6 % jusqu'à un taux inférieur de $1/2$ %. En même temps vers 1810, Bade établissait un système d'impôts directs à l'instar de la France, mais cette taxe sur les revenus avait un caractère de taxe de guerre, et après les guerres de Napoléon, elle ne tarda pas à disparaître.

En 1848, le Gouvernement, poussé par le parti de la Réforme

populaire. se vit obligé de faire voter un impôt progressif, dont le taux maximum était 3 1/2 %, mais aussitôt l'ordre rétabli par les troupes prussiennes et autrichiennes la loi tomba en désuétude, et ce ne fut qu'en 1873 que le Gouvernement proposa un nouveau projet, aux termes duquel tous les revenus inférieurs à 1.500 marks étaient exempts : ce projet avait pour but de corriger les inégalités des impôts directs, mais la Chambre haute repoussa la proposition gouvernementale et ce ne fut que onze ans plus tard, le 20 juin 1884, que l'impôt progressif sur l'industrie en Bade fut institué et en 1886 l'impôt « d'acquisition » redevenait l'impôt sur l'industrie. Depuis la loi de 1884, l'impôt sur le revenu est devenu la clef de voûte du système fiscal badois : les autres impôts réels ne servent plus qu'à imposer les revenus provenant de la fortune acquise.

Loi de 1884 :

La loi de 1884 a donc superposé l'impôt sur le revenu à l'impôt foncier, à l'impôt des patentes et enfin à l'impôt des rentes du capital qui sont remplacés par le Vermögensteuer.

Sont assujettis à l'impôt général sur le revenu : (art. 2 de la loi du 20 juin 1884) le revenu total en espèces, en valeurs ou en produits consommés directement que les contribuables retirent : 1° des propriétés bâties ou non bâties, des droits fonciers, des exploitations agricoles ou forestières ; 2° de l'exercice d'une industrie ou d'un commerce y compris les exploitations minières.

3° d'un emploi public ou privé, de l'exercice d'une profession scientifique ou artistique et d'autres occupations lucratives.

4° d'une fortune mobilière, consistant en capitaux, rentes et autres sources de revenus de même nature.

Les pensions payées par l'Etat ou les particuliers, en raison de services rendus ou en exécution d'un jugement, sont imposables au même titre que les revenus provenant d'un emploi public ou privé.

Ces revenus ainsi calculés forment le revenu brut et la taxe ne saurait être perçue sur ce chiffre puisque cet impôt sur le revenu est un impôt personnel : il y a donc lieu de faire des déductions et de tenir compte des charges, qui pèsent soit sur la personne, soit sur son revenu. Les dépenses nécessaires pour la production du gain, du bénéfice ou du profit, les charges légales publiques ou privées, inhérentes aux revenus ou aux différentes sources de revenus (exception faite de l'impôt sur le revenu lui-même et des impôts perçus pour le compte des églises et des communes s'y rattachant) la partie du revenu consacré au paiement des intérêts des dettes du contribuable, sont déduites du total du revenu, ainsi que toutes les autres charges pesant sur le revenu, susceptibles d'être prises en considération, notamment en ce qui concerne la double imposition. Mais des pertes subies sur le montant total de la fortune, le service des intérêts d'un capital spécialement affecté à une entreprise personnelle, les dépenses effectuées en vue d'améliorer ou d'augmenter la fortune ou pour les frais d'entretien (service, nourriture, etc.) ne peuvent être prises en

considération : ce sont en somme des dépenses de la vie courante, ou laissées à la bonne volonté du contribuable, si l'on en faisait déduction, il ne resterait presque plus rien du revenu pouvant servir de base à l'impôt.

Toutefois il peut être tenu un compte d'entretien des autres membres de la famille, lorsque ceux-ci remplissent d'une façon constante un emploi chez le contribuable.

Au revenu propre du chef de ménage sont ajoutés les revenus éventuels des membres de la famille, dont l'existence n'est pas indépendante, que ces revenus reviennent légalement au chef de ménage ou qu'ils lui soient abandonnés. L'addition du revenu particulier de l'un des membres de la famille n'a d'ailleurs lieu que si le revenu atteint annuellement la somme de 500 marks.

Quand la femme est séparée de corps d'avec son mari, elle est imposée séparément.

Le mode d'imposition diffère suivant qu'il s'agit de personnes physiques ou de personnes morales. Quand il s'agit de personnes physiques, elles sont imposables pour la totalité de leur revenu, les Badois et autres sujets de l'Empire qui ont établi leur résidence dans le Grand Duché, et les étrangers établis dans le Grand Duché depuis plus d'un an, et lorsqu'ils ne peuvent point prouver un lieu de résidence dans leur pays d'origine. Au contraire, les étrangers, Badois ou autres sujets de l'Empire, qui ont fixé leur résidence en dehors du Grand Duché ne sont imposés que pour les revenus provenant des pensions des terres, des maisons, des industries qu'ils ont dans le Grand Duché.

Les personnes morales comme les sociétés par actions, les sociétés en commandite par actions, les associations de consommation (à l'exception des coopératives agricoles) sont soumises à l'impôt pour la partie de leur revenu qui découle de leur capital d'exploitation de leur possession d'immeubles dans le Grand Duché de Bade. Mais leur revenu n'est imposable qu'autant qu'il dépasse 3 % de capital originaire ou des actions souscrites ; soit qu'il soit partagé entre les membres, soit qu'il serve à former des réserves, à éteindre des dettes, etc... ce système est assez juste, car les revenus de ces sociétés sont soumis à une quadruple imposition. Ils paient l'impôt sur le revenu et l'industrie pour la part de l'industrie et l'impôt sur le revenu et les revenus capitalisés, pour la part du propriétaire. Il serait donc inique de surcharger de taxes ces revenus, et le système badois a été instauré de telle sorte que si une société par actions a un revenu de 3,75 %, l'impôt sera perçu seulement sur 0,75.

Cet impôt, perçu sur le revenu des personnes morales, n'empêche point le revenu des particuliers, composé de dividendes ou d'intérêts distribués par ces mêmes personnes morales d'être imposé à leur tour, de telle sorte qu'il y a là une double imposition des plus fâcheuses. Il est juste que la « richesse acquise » soit taxée plus fortement que le travail, mais il doit y avoir des bornes à tout et surtout aux taxes.

La loi de 1884 a naturellement prononcé plusieurs exemptions : la première personne, qui profite de la remise de l'impôt est le Grand Duc, dont la liste civile n'est soumise à aucun impôt · de même les traitements alloués aux membres de la

maison Grand-Ducale d'après la loi des apanages du 21 juin 1839, le solde des militaires, sans restriction, en ce qui concerne les sous-officiers et soldats, et les pensions qui leur sont allouées, le traitement du trimestre en cas de décès sont également affranchis de l'impôt.

Il y a une exception prévue et autorisée par la loi, qui peut paraître bizarre, c'est celle accordée à tous les revenus provenant des propriétés foncières situées en dehors du Grand Duché, ainsi que les traitements, pensions et indemnités payables par des caisses autres que celles de l'Etat badois. A première vue, ce sont là des revenus qui devraient être compris dans la totalité du revenu soumis à l'impôt, puisque toutes ces rentes et traitement profitent à la personne même du contribuable, mais la perception de l'impôt général sur le revenu ne pouvait entrer ici en vigueur sans déroger formellement à la loi du 13 mai 1870 sur la double imposition. Ces revenus et traitements sont déjà imposés dans les états particuliers ; s'ils avaient été taxés une fois de plus en Bade, les malheureux contribuables n'aurait qu'à se plaindre du sort et des lois qui autorisent la double imposition. Mais comme le gouvernement badois n'entendait pas perdre quelque chose d'un côté sans se rattrapper de l'autre, il a décidé d'imposer les revenus et traitements procurés par le Grand Duché à des Badois ou des étrangers dont la résidence est en dehors du Grand Duché.

La taxation commence le premier jour du mois, et finit le dernier jour du mois dans lequel le revenu a cessé d'être imposable, si la constatation a eu lieu le 1^{er} du mois de taxation, date de ce jour.

Une augmentation ou une diminution de la taxation peut avoir lieu, si le revenu s'est réduit ou accru de telle sorte que l'évaluation de l'impôt est modifiée. La contribution est calculée sur le revenu existant au premier avril de l'année de l'imposition. En cas de changement du revenu, l'imposition est modifiée seulement l'année suivante, à moins qu'il ne s'agisse d'une augmentation ou d'une diminution du $\frac{1}{5}$ du total du revenu et de 500 marks au moins. La diminution de l'impôt peut avoir lieu au cours de l'année, pourvu qu'il s'agisse de réduire, sur la demande du contribuable, le montant total de l'impôt de 50 pfennigs au moins.

Tout contribuable est imposable à son domicile, et lorsqu'il n'habite pas le Grand Duché, au lieu où sont concentrés la plus grande partie des revenus qu'il touche dans le Grand Duché.

Les revenus variables sont estimés d'après la situation de l'année passée, suivant les indications fournies par les livres de commerce, mais jamais on ne doit tenir compte du résultat « profits et pertes ».

Les entrepreneurs industriels doivent remettre, à la requête de l'administration fiscale, une liste de leurs employés avec leurs noms, le taux moyen des salaires et traitements.

Les prestations en nature ou les revenus constitués par des jouissances doivent être estimés suivant les prix moyens de la localité ; les salaires en nature des employés ne peuvent pas être comptés pour une somme supérieure à 200 marks ; les lots non susceptibles de donner un intérêt, les bons à prime sont censés rapporter les premiers 5 %, les seconds 4 % ; le revenu des forêts est calculé au taux de 3 % du capital imposable.

Les caisses publiques donnent la liste des contribuables qui reçoivent d'elles des pensions, des traitements avec le montant de ces pensions et traitements, sur lesquels la perception peut être opérée par voie de retenue.

Déclaration du Contribuable

Le contribuable est obligé de fournir une déclaration au percepteur du lieu de son domicile ou au commissaire de l'impôt de son district, soit par écrit, soit de vive voix, dans le délai de 15 jours, comptés à partir de l'évènement donnant lieu à imposition ; en cas de déménagement d'une commune dans une autre, le contribuable doit faire une déclaration à son nouveau domicile dans l'espace de 15 jours. Lorsque l'imposé désire faire opérer des changements, il doit fournir des renseignements nécessaires avant l'expiration des délais fixés pour la mise en ordre des listes des contribuables.

Les impositions sont en principe établies d'après la déclaration de tous les contribuables qui jouissent d'un revenu imposable à la date du premier avril. Les contribuables, dont le revenu n'a pas varié, sont dispensés de toute nouvelle déclaration. La déclaration doit indiquer la situation du revenu brut, les différentes sources de ce revenu, les intérêts des dettes et le montant du revenu net.

Ces déclarations des contribuables sont examinées par le Conseil de taxation composés de contribuables de la commune désignés par le Conseil Municipal et agréés par le comité du district ; les membres de ce conseil de taxation sont choisis de

telle sorte que les intérêts de tous les contribuables de la commune doivent y être représentés. Le Conseil statue sur l'imposition des contribuables, en prenant pour base les nouvelles déclarations et les changements, qui doivent être introduits dans les déclarations précédentes ; il peut convoquer les contribuables, exiger de nouvelles déclarations, obtenir des éclaircissements, en un mot il a pleins pouvoirs. Afin d'assurer une taxation autant que possible équitable, les membres de ce conseil doivent garder le secret et ne doivent rien divulguer sans autorisation préalable de la situation de fortune des contribuables.

Si l'imposé n'a point fait de déclaration, malgré les demandes répétées du commissaire de l'impôt et du conseil de taxation, il est imposé d'office et perd droit à toute réclamation postérieure. Autrement il a toujours le droit de porter plainte à la Direction des Impôts de Karlsruhe ou d'interjeter appel devant la Cour administrative.

Une particularité de l'impôt badois sur le revenu est de forcer les héritiers d'un testateur qui a insuffisamment acquitté ses contributions, à payer le double de la taxe ainsi éludée : ils ont 6 mois pour se mettre en règle avec le Trésor ; autrement ils se rendent coupables de fraude. On pouvait appliquer aux héritiers, en cas d'impôt fraudé de la part de leur testateur, plusieurs systèmes : ou bien on pouvait leur faire payer l'impôt simple, ou bien on pouvait leur faire payer l'impôt et l'amende légale : ce dernier système eut été, semble-t-il, le plus logique, puisque les héritiers continuent « ipso facto » d'exercer les droits et de subir les dettes de leur auteur : on aurait fait payer

l'amende légale à leur testateur, pourquoi ne pas la leur faire payer à eux ? Il fallait tenir compte de deux éléments : bien que les héritiers fussent subrogés de plein droit dans les créances et dettes de leur auteur, ils n'étaient point censés connaître la fraude, commise au préjudice du Trésor ; l'impôt sur le revenu étant avant tout un impôt personnel, et le droit badois faisant grande attention à la situation des personnes et regardant beaucoup plus les situations de fait que les situations de droit, on jugea bon de ne point soumettre les héritiers à l'amende légale mais d'autre part comme le testateur survivait en leur personne, il n'était pas de toute justice de leur faire payer seulement le taux simple de l'impôt. Aussi les soumet-on au double de l'impôt éludé, et cette transaction satisfait à la fois et la situation de bonne foi des héritiers et les intérêts du fisc.

La loi de 1884 a établi des amendes excessivement fortes, en cas de fraude, le contribuable doit payer en plus de l'impôt ordinaire le décuple de l'impôt éludé, pourvu qu'il n'y ait pas prescription. Toute personne qui, 4 semaines après l'expiration du délai fixé pour la remise des déclarations au commissaire de l'impôt n'en a fait aucune, est considérée comme coupable de fraude ; de même tout contribuable ayant fourni une fausse déclaration.

L'impôt sur le revenu badois, impôt personnel, devait faire des déductions et en même temps tenir compte de la situation de fortune de la personne, c'est-à-dire exempter totalement, la somme nécessaire au minimum d'existence, et appliquer des tarifs progressifs, à mesure que la totalité du revenu augmentait.

Le minimum d'existence, c'est-à-dire la somme supposée

indispensable à chaque personne pour subvenir à ses besoins les plus immédiats et les plus urgents, est assez difficile à déterminer, car il varie excessivement suivant que l'on habite à la ville ou à la campagne, mais il n'est pas téméraire de le fixer à 360 marks pour la campagne et 500 marks pour la ville : or comme l'impôt badois ne faisait aucune différence entre les habitants des villes et des campagnes, le législateur était obligé de prendre cette somme de 500 marks comme chiffre de minimum d'existence qui devait être affranchi de tout impôt. En même temps, le législateur décidait d'appliquer le système de l'incometax anglais, de faire des déductions jusqu'à une somme déterminée ; le contribuable déclarait un revenu de tant : on imposait non pas la totalité de ce revenu, mais une portion de ce revenu, pourvu que la somme déterminée par la loi, à partir de laquelle aucune déduction n'était plus permise, ne fut pas atteinte. C'est encore là une autre particularité du système badois inspiré nettement du système anglais.

La loi de 1884 fut modifiée en 1894 par une loi qui permit d'accorder de nouveaux dégrèvements, en surchargeant les grosses fortunes, sur 382.500 contribuables, 2.580 seulement soit 0.6 % eurent à souffrir et encore dans une faible proportion du nouvel état de choses.

En 1894, les revenus de

500 m.à	600 m. étaient évalués pour			100 m.	
600	—	700	—	—	125
1.000	—	1.100	—	—	250
10.000	—	10.500	—	—	9.000
20.000	—	20.500	—	—	20.000

Les évaluations de l'impôt jusqu'à 200 marks payaient 2 % et les autres évaluations 2.5 %. La loi de 1894 amena une progression plus marquée et imposa les revenus de

10.000 marks	au	taux	de	2.25	contre	un	taux	primitif	de	2.25
20.500	—	2.5	—	2.375						
50.000	—	3	—	2.5						
100.000	—	3.25	—	2.5						
200.000	—	3.50	—	2.5						

La loi de 1902 applicable en 1904, apporta de nouvelles modifications : les revenus inférieurs à 900 marks étaient exempts, mais les revenus inférieure à 500 marks seuls continuaient d'être exempts des centimes additionnels perçus au profit des communes qui pouvaient, par ce fait, percevoir des impôts, sur les revenus compris entre 500 et 900 marks. Les revenus de 900 marks sont évalués pour 200 marks et paient un taux de 2 m. 40 %.

De 1.000 à 2.000 marks de revenus les évaluations croissent de 50 marks par 100 marks de revenus et paient un taux de 3 marks.

De 2.100 à 3.000 marks de revenus les évaluations croissent de 75 marks par 100 marks de revenus et paient un taux de 3 marks.

De 3.100 marks à 9.900 marks il est fait déduction de 1.500 marks, de telle sorte qu'un revenu de 700 marks ne paiera le taux de 3 % que sur une évaluation de 5.500 marks.

De 10.000 à 19.500 marks, la déduction opérée est de 1.000 marks, de telle sorte qu'un revenu de 12.000 marks ne paiera le taux de 3 % que sur une évaluation de 1.000 marks.

De 20 à 25.000 marks il n'est fait aucune déduction et on applique le taux de 3 %.

A partir de 25.000 marks, le taux progresse jusqu'à 200.000 marks dans les proportions suivantes :

25.000 marks.	3.15
30.000	3.30
40.000	3.45
50.000	3.60
75.000	3.75
100.000	3.90
150.000	4.05
200.000	4.20

de telle sorte que le taux croît dans la progression de 5 % jusqu'à 40 % du taux normal fixé par la loi des finances : depuis 1902 le taux normal est 3 %.

Le taux de l'impôt dans le Grand Duché de Bade n'est pas fixé par la loi originale : il est déterminé par les lois de finances postérieures, de sorte qu'il constitue un instrument excessivement souple entre les mains du gouvernement. C'est ainsi que les taux ont été successivement abaissés et élevés. De 1886 à 1891 le taux normal a été de 2 m. 50 ; de 1892 à 1893 : 2 marks ; de 1894 à 1902 : 2 m. 50 ; depuis 1902 : 3 marks.

Appréciation

Cet impôt sur le revenu a des taux parfaitement acceptables et nullement spoliateurs ; il accorde de larges exemptions à la base et cette manière d'imposer le revenu, non d'après sa tota-

lité, mais d'après certaines évaluations, ne peut rencontrer d'adversaires. Toutefois on voudrait voir des tarifs différents, suivant le lieu de résidence du contribuable et ses charges de famille : l'imposé, qu'il ait neuf enfants, n'aura pas davantage de déductions que s'il était seul ; ce système en quelque sorte donne une prime à la dépopulation et aussi ne faut-il pas s'étonner si le Grand Duché de Bade est l'un des états de l'Allemagne où la population croît relativement le moins vite ; on préférerait voir accorder une exemption totale de l'impôt jusqu'à 400 marks pour un homme vivant seul, et une exemption jusqu'à 1.300 ou 1.500 marks pour un père chargé d'une nombreuse famille. De même on devrait tenir compte du lieu de résidence du contribuable, soit pour le taux de l'impôt, soit pour les déductions ; le taux devrait être plus élevé et les déductions moins fortes aux champs qu'à la ville, car la vie campagne entraîne toujours moins de frais et de dépenses que l'existence citadine.

On pourrait redouter que le Parlement badois ne fit de cet impôt sur le revenu une arme contre les riches : ce danger n'est pas à craindre : d'abord les Badois ne sont point assez irraisonnés pour faire porter tout le poids de l'impôt par quelques citoyens seulement ; ensuite la Chambre haute se compose de membres élus par les universités et la noblesse agraire ou nommés par la loi ; elle oppose donc un sérieux contrepoids aux tentatives d'innovation par trop révolutionnaire que pourrait tenter le Landtag. L'exagération des taux de l'impôt sur le revenu n'est pas à craindre dans un pays où les deux Chambres ne sont pas élues par le suffrage universel ou ses repré-

sentants directs. C'est le cas pour le Grand Duché: le Landtag badois est élu par le suffrage universel, la Chambre haute au contraire se compose de membres ou nommés à vie ou désignés par des catégories de personnes qui n'ont rien à voir avec le suffrage universel.

L'impôt badois est basé sur le principe de la déclaration, faite une fois pour toutes; à moins que des changements ne surviennent, cette déclaration n'est nullement un « nid à fraude » comme on a pu le prétendre; en Bade, les gens qui veulent frauder le fisc sont rares, d'ailleurs cette déclaration n'est point excessivement gênante, puisqu'elle est complétée par une déclaration pour l'impôt sur l'industrie et les rentes capitalisées. Cette déclaration permet de se tenir au courant des mouvements de la fortune publique, beaucoup plus qu'on ne pourrait le faire avec le système des présomptions légales.

En introduisant, dans leur système fiscal, l'impôt progressif et global, les Badois entendaient taxer d'une façon générale tous les revenus s'attachant à une même personne, sans considérer la nature du revenu, avec les impôts de l'Ertragssteuersystem ils atteignaient d'autre part le revenu « consolidé ».

L'impôt sur le revenu badois est une taxe, qui s'adapte parfaitement aux mœurs et au caractère des habitants du Grand Duché; il satisfait en même temps leurs conceptions fiscales et sait ménager la transition entre l'autoritarisme prussien et la liberté française.

L'impôt sur le revenu en 1900 rapportait 8.800.000 marks.

Impôt sur le revenu

En 1886 il y avait 317.000 contribuables.

En 1896 — 397.000 —

En 1886, 202.000 avaient un revenu de 500.900 marks.

En 1896, 236.000 — — — —

En 1886, le revenu imposable s'élevait à 403 millions.

En 1896, — — — 545 —

Mais en tenant compte des déductions accordées par la loi pour la formation des évaluations de l'impôt, le revenu évalué s'élevait à :

En 1886. 180 millions marks.

En 1896. 254 — —

En 1896 203 millions sur 545 du revenu imposable étaient rangés dans la catégorie des contribuables possédant de 1000 à 2900 m. ; de revenus.

Le nombre de contribuables a diminué dans une forte proportion ; il atteint aujourd'hui environ le chiffre 200.000 par suite de l'exemption totale des revenus de 500-900 marks.

Le nombre des contribuables s'est donc accru dans cette forte proportion, grâce aux déclarations toujours de plus en plus exactes, et au développement de l'aisance dans le pays.

En 1896 les contribuables se répartissaient de cette manière :

REVENUS				NOMBRE TOTAL	POUR CENT
—				—	—
Contribuables possédant	500	900		236	59,4
—	—	1.000	2.900	136	34,1
—	—	3.000	4.900	15	3,8
—	—	5.000	9.900	7	1,9
—	—	10.000	24.500	2	0,6
—	—	25.000	99.000	0,6	0,2
—	—	100.000	199.000	0,07	0,02
—	—	200.000 et au-dessus		0,03	0,01
				397	100

et payaient en % de l'impôt :

10,2
27,0
12,9
14,6
12,3
11,6
4,7
6,7
100

CHAPITRE VI

L'impôt sur la fortune

Par fortune, il faut entendre toute richesse destinée à satisfaire les besoins de son possesseur, que ce soient des besoins de production ou de consommation. Mais quand on parle de l'impôt sur la fortune, on n'envisage la fortune que sous l'aspect d'un capital servant à la production.

Toutes les richesses ne servent pas nécessairement à la production : il en est comme les bijoux, les parcs, etc... qui sont en puissance de pouvoir y concourir un jour, et qui, au moment présent ne servent qu'à satisfaire les caprices ou les désirs de leurs possesseurs : elles sont donc d'une utilité relative puisqu'elles ne sont pas, à priori, dépourvues de toute force acquiescitive. Aussi ne faut-il pas hésiter à les englober dans les biens qui doivent être soumis à l'impôt sur la fortune.

Cette taxe peut revêtir deux formes ; ou bien elle portera sur l'ensemble des biens du propriétaire ou seulement sur une partie de ces richesses, sans considération pour la situation personnelle, et affectera l'allure d'un impôt réel ou bien elle tiendra compte des charges qui s'attachent à l'individu lui-même et aura l'aspect d'un impôt personnel.

Comme impôt personnel, l'impôt sur la fortune peut avoir une double mission. On arrive à en faire une compensation, un dédommagement de la taxe sur les profits de la manière suivante : on ne peut point partir du revenu pour évaluer la valeur en capital : aussi prend-t-on la valeur commerciale du capital que l'on impose plus ou moins, suivant que le revenu est taxé plus ou moins. Avec ce système on peut également faire une distinction entre le capital fixe et le capital circulant, mais cette méthode est peu usitée en pratique, car il est trop difficile de distinguer les deux sortes de capitaux qui changent de nom suivant les personnes et les circonstances.

On considère aussi l'impôt sur la fortune comme un impôt complémentaire, destiné à frapper les richesses distributrices du revenu « consolidé » et par là même à établir une double imposition : le revenu périssable, qui subit beaucoup de fluctuations et dont le rendement est variable avec l'âge, la santé de l'individu, n'est donc point visé par ce double emploi, et ce n'est que justice. Dans l'impôt global sur le revenu on peut bien faire déduction des charges, des dettes de l'individu, mais on ne peut pas exempter de tout l'impôt le produit de son travail personnel, sinon à quoi bon installer un impôt global sur le revenu ? On pourrait mettre une taxe double sur ces revenus fondés plutôt que sur les capitaux qui les produisent, mais une partie de ces revenus peut payer plus d'impôts qu'elle ne doit, une autre moins, aussi est-il plus juste de prendre le capital comme base de l'imposition, pourvu qu'on tienne compte de sa valeur réelle et non de sa valeur approximative, déterminée par la multiplication du revenu par un chiffre arbitraire.

L'impôt sur la fortune peut exister à l'état d'impôt réel ; généralement dans ce cas, il est perçu comme taxe extraordinaire destinée à solder un budget obéré soit par des réformes sociales ou une guerre malheureuse.

L'impôt sur la fortune peut très bien ne pas exister seul dans un pays : c'est même rare que ce soit la seule taxe directe perçue.

En général il coexiste avec l'impôt général sur le revenu et prend le nom d'impôt complémentaire, comme dans le Grand Duché de Bade ; d'autres fois il se superpose à un impôt sur le revenu qui affecte les allures d'un impôt global, mais qui laisse cependant intactes certaines rentes, ou il sert à imposer des capitaux, qui ne sont touchés en aucune façon par l'impôt sur le revenu.

L'impôt sur la fortune, lorsqu'il n'est pas prélevé dans des cas exceptionnels, est avant tout un impôt personnel ; comme tel il doit tenir compte de la situation de l'individu et faire déduction de toutes les dettes et charges qui pourront être prouvées.

Tentative de 1897

Vers 1896-97 on manifesta dans le Grand Duché de Bade l'intention d'établir un impôt sur la fortune, destiné à servir de complément à l'impôt sur le revenu, voté en 1884. Le Landtag badois y était favorable, mais la Chambre haute n'en voulait rien entendre, elle consentait aisément à une réforme des impôts de l'Ertragssteuersystem, mais s'arrêtait là ; en vain lui faisait-on observer que le Vermögenssteuer garantissait

aux contribuables tous les avantages des impôts réels, et permettait de faire la déduction des dettes. On lisait dans l'exposé des motifs du projet de loi que l'impôt sur le revenu était l'épine dorsale des impôts directs (1). Certes les impôts réels étaient d'un excellent rendement, mais ils n'étaient plus d'accord avec la situation économique, et puisqu'on voulait une réforme, mieux valait la faire complètement que partiellement : d'ailleurs la Prusse avait fait « ce saut dans l'inconnu » et les résultats de la réforme n'étaient point défavorables.

Des députés qui n'étaient nullement opposés à la réforme, mais qui la trouvaient trop hâtive, objectaient que la situation du Grand Duché et de la Prusse n'était pas la même, qu'on ne pouvait faire aucune comparaison entre les budgets des deux Etats. Le Président du Conseil d'Etat, M. Buchenberger, faisait remarquer, non sans raison, que les revenus particuliers de l'Etat prussien étaient incomparablement supérieurs à ceux de l'Etat badois dans le Grand Duché; en 1896 l'Etat ne possédait 18 % de la totalité des forêts et à la même époque le domaine de l'Etat prussien comprenait jusqu'à 33 % de la superficie forestière. A ces revenus venaient s'ajouter pour le budget prussien les produits des mines et des chemins de fer de l'Etat.

Tous ces bénéfices de l'Etat prussien, Etat industriel par excellence, permettaient l'établissement d'un taux excessivement modéré pour l'impôt complémentaire, dont le rendement atteignait $\frac{1}{5}$ du produit de l'impôt sur le revenu : en Bade le

(1) P. 19. Zweite Denkschrift über die Reform der directen Steuern.

Vermogensteuer, devait rapporter à peu près autant que l'impôt sur le revenu. Il n'y avait donc aucune assimilation possible à établir entre la Prusse et le Grand Duché en 1896.

A cette même date on estimait la fortune globale brute de Bade à 6 milliards et à 5 milliards la fortune globale nette ; il y avait donc 1 milliard de dettes qui devait être exonéré de toute taxe ; le taux nécessaire pour arriver à un rendement suffisant était supposé 11 pf. 5 pour 100 marks de capital imposable ; mais d'autres députés demandaient que l'on fit déduction de seulement moitié des dettes de telle sorte qu'il y aurait eu 5 milliards 1/2 marks de capital imposable et que le taux de l'impôt aurait pu être ramené aux environs de 11 pfennigs.

Il y avait des réformes à faire, non point en ce qui concerne les impôts sur l'industrie et les rentes capitalisées, véritables taxes sur la fortune, mais le mode d'imposition des bâtiments et des biens-fonds était certainement defectueux. Les populations agricoles demandaient l'établissement d'un cadastre fondé sur le revenu net, et non sur la valeur commerciale, et sollicitaient l'exemption de tout impôt pour les bâtiments agricoles.

Une revision de la classification des parcelles s'imposait, et il fallait délaissier le mode d'évaluation prescrit par la loi de 1858. Sans doute, à cette époque, le cadastre avait été fait consciencieusement, mais on avait trop procédé par comparaisons et déductions, et la période de 20 ans (1828-47) choisie pour déterminer la valeur imposable d'après la moyenne des prix atteints pendant cette durée, paraissait trop longue à certains, aussi décida-t-on de fixer l'évaluation d'après la moyenne

des prix obtenus dans les 5 dernières années. La valeur de la terre s'était sensiblement modifiée avec la crise agricole. Il fallait donc faire une réforme générale. Le rapporteur du projet citait cet exemple typique : d'après des calculs faits en 1895, la valeur imposable des forêts déterminée par leur revenu net, était de 13 % supérieurement à la valeur imposable déterminée par les évaluations prescrites par la loi de 1854, évaluations augmentées de 57 1/2 % par la loi de 1878. La valeur de la terre avait généralement baissé : les bâtiments, des villes avaient presque doublé et les maisons situées dans les champs n'augmentaient ni ne diminuaient de valeur.

La Chambre haute s'associa à certaines réformes concernant l'impôt foncier, notamment, et prépara ainsi la voie à la loi de 1906, qui instaure définitivement le Vermogensteuer dans le Grand Duché.

Le projet de loi qui était soumis en 1896 aux délibérations de la Chambre, ne différait que par quelques points de détail de la loi actuelle.

On évaluait les bâtiments et les biens-fonds d'après la moyenne des prix fixés dans les 5 dernières années, on faisait déduction des charges dont le revenu, multiplié par 25 était mis au compte du bénéficiaire. Une loi spéciale devait régler l'imposition des forêts. La loi sur l'industrie n'était point modifiée et la loi sur les rentes capitalisées subissait des modifications sans importance. La revision de la valeur imposable des bâtiments et parcelles n'avait lieu que quand une loi l'ordonnait : toutefois dans les communes de plus de 10.000 âmes les évaluations des maisons seulement étaient examinées tous les 10 ans.

Le contribuable, sur sa demande, pouvait obtenir la déduction de la moitié du capital de ses dettes. L'impôt était perçu, suivant une déclaration du contribuable, et quand ce dernier avait refusé d'en fournir une sur la décision du Conseil de taxation, l'administration pouvait le taxer d'office pourvu que ces revenus fussent inférieurs à 3.000 francs.

Loi de 1908

La loi du 28 septembre 1906 est applicable depuis 1908, et dans l'année 1907, on prépara les bases de l'imposition pour 1908.

La loi du Vermögenssteuer supprimé au moment de la mise en application, les lois de 1858 et de 1866 sur les évaluations des bâtiments et biens fonds, les lois sur les impôts des rentes capitalisées et de l'industrie.

L'art. 2 de la loi déclare que « la fortune imposable déterminée par les moyens d'évaluation prescrits dans la présente loi, après déduction des dettes autorisées, sert de base à l'établissement de l'impôt. » Ce mot « fortune imposable » a une portée excessivement vaste : aussi était-il bon de le déterminer d'une manière plus précise. Il faut y ranger toute possession du sol, des maisons ou des mines, les capitaux d'exploitation d'industries situées dans le Grand Duché, et la fortune mobilière.

Les personnes physiques et morales soumises à cette taxe sont les mêmes que celles qui supportent l'impôt sur le revenu, en tant qu'elles résident dans le Grand Duché ; celles qui ont

leur domicile dans un autre pays n'acquittent l'impôt que pour la possession de biens-fonds ou d'une industrie.

Le résultat des données recueillies et de l'imposition est inscrit dans le registre des biens-fonds pour les parcelles dans celui des édifices pour les bâtiments, dans celui de l'industrie pour les capitaux d'exploitation, et dans celui des capitaux pour la fortune mobilière. On n'a pas à s'inquiéter de savoir si le contribuable a sa résidence ou non dans la commune, pour transcrire le résultat des renseignements sur les biens-fonds et les édifices au contraire la fortune consacré à l'exploitation d'une industrie et la richesse mobilière sont immatriculées au registre de la circonscription, dans laquelle le contribuable est imposé.

Pour établir le registre du Vermögenssteuer, on fait la disjonction de toutes les valeurs imposables des biens-fonds des contribuables imposés dans une autre circonscription, et l'on ajoute la valeur imposable des biens-fonds des contribuables imposés dans la circonscription dans laquelle on dresse ce registre du Vermögenssteuer, pourvu que les biens-fonds de ces contribuables soient situés dans une autre circonscription.

Le propriétaire des biens-fonds et de la fortune mobilière est le sujet de l'impôt, mais lorsqu'il n'en a que la nue-propriété, on fait supporter la taxe au bénéficiaire.

A la fortune du contribuable vient s'adjoindre celle de sa femme.

Le contribuable peut demander la déduction du capital de ses dettes jusqu'à concurrence de la moitié de la somme soumise à l'impôt sur la fortune. La valeur de ce capital s'évalue

de la même manière que la fortune mobilière. Mais pour qu'il y ait déduction, il ne faut point qu'on ait déjà eu égard aux dettes lors des évaluations pour chaque partie de la fortune. Les frais d'entretien, les sommes consacrées à la création ou à l'amélioration de la fortune, ne doivent point être déduites.

Lorsque la fortune imposable forme un total indivisible par 500, on ne compte pas le reste indivisible par ce chiffre, pour le calcul de l'impôt.

Les conditions de l'établissement de l'impôt ou de sa cessation sont les mêmes que pour l'impôt sur le revenu. Si la fortune s'est augmentée d'un cinquième au moins, et de 10.000 marks au moins, il y a lieu de reviser l'imposition, mesurée sur la situation de la fortune au 1^{er} avril; une diminution de l'impôt peut avoir lieu si la fortune a déchu d'un 1/5 au moins et s'il s'agit d'une remise de 50 pfennigs de la taxe au minimum.

Toute personne, qui est soumise pour la première fois à la taxe ou qui a des changements à faire constater dans son imposition, est tenue de faire une déclaration dans les délais fixés au commissaire de l'impôt : de même en cas de déménagements, ou quand leur fortune s'est augmentée ou a déchu de 1.000 marks. Mais le contribuable n'a pas à faire une déclaration pour l'ensemble de sa fortune; il doit seulement fournir des renseignements aussi exacts que possible sur sa fortune industrielle et mobilière : il n'a rien à déclarer en ce qui concerne ses biens fonds. Ces déclarations doivent indiquer la valeur courante de l'entreprise, le nombre d'entreprises, la valeur capitale de la fortune mobilière, le capital des dettes

pour lesquelles on demande une déduction. L'imposition est déterminée par le Conseil de taxation, dans les mêmes conditions que pour l'impôt sur le revenu. Si le testateur a insuffisamment payé l'impôt, ses héritiers doivent signaler dans l'espace de six mois ce fait au commissaire de l'impôt et payer le double de l'impôt éludé, faute de quoi, ils se rendraient complices de la fraude.

La prescription est de 5 ans.

Ensuite la loi de 1906 sur le Vermögenssteuer prescrit la détermination de la valeur imposable de chaque partie de la fortune du contribuable.

Cédule du sol et des bâtiments

La loi du 9 août 1900, concernant l'évaluation des forêts est de plein droit applicable, et l'on tient compte des résultats donnés par cette loi. Les forêts nouvellement plantées, pourvu qu'elles n'appartiennent pas à l'Etat ou aux domaines, sont pendant 20 ans exemptées de tout impôt; il n'y a plus lieu de soumettre le sol boisé à l'impôt forestier, quand il devient terre arable ou sert à l'édification de bâtiments. Un changement dans l'imposition peut avoir lieu quand la valeur imposable s'est augmentée ou a décru d'au moins 10 % sur la dernière évaluation.

Après avoir maintenu les exemptions prévues par la loi de 1900, la loi du 28 septembre 1906 sur le Vermögenssteuer prescrit l'évaluation des biens-fonds d'après les dispositions de cette même loi de 1900. Mais il faut déduire, au moment de

l'imposition de la valeur totale constatée par les évaluations 20 % pour une évaluation supérieure à 20.000 marks, 25 % pour une évaluation inférieure à 20.000 marks. Il y a lieu de tenir compte du changement de culture de terrain, de la baisse de sa valeur du retrait de propriété de la mine, etc.; une diminution ou une augmentation de la taxe a lieu, quand il est prouvé que le bien-fonds évalué a été classé dans une catégorie supérieure ou inférieure, pour la sorte de culture, à laquelle il est consacré ou que la valeur imposable de la mine s'est élevée ou a baissé d'au moins 10 % sur les évaluations précédentes. On procède à une nouvelle évaluation, quand les terres en friche sont livrées à la culture ou quand il y a une nouvelle concession de mine.

L'évaluation des bâtiments a lieu conformément aux dispositions de la loi de 1900, de telle sorte que la loi sur le Vermögenssteuer n'apporte aucun changement.

Cédule des entreprises industrielles :

Toute entreprise industrielle, même l'exploitation commerciale des sociétés de production et d'exploitation, doit être soumise à l'impôt sur la fortune; mais on ne doit point considérer comme entreprises industrielles les sociétés d'assurances mutuelles, les écoles professionnelles, artistiques, etc... On exempte de l'impôt les industries appartenant à l'Empire, à l'Etat et aux communes badoises, pourvu qu'elles contribuent à un but reconnu d'utilité publique, la Banque d'Empire et ses succursales, les associations coopératives, les

sociétés de crédit et d'avance, dont le capital d'exploitation est inférieur à 50.000 marks, les capitaux d'exploitation d'une industrie inférieure à 1.000 marks. Les voyageurs de commerce, marchands ambulants ne sont point soumis à l'impôt sur la fortune, en tant qu'ils sont redevables de l'impôt sur l'industrie ambulante.

Le capital d'exploitation, aux termes de la loi, se compose des forces hydrauliques, machines, animaux, marchandises nécessaires à l'industrie, ainsi que des magasins et des entrepôts. Les papiers d'affaires, les valeurs, le numéraire en font également partie, mais auparavant on doit en déduire les dettes courantes.

La valeur imposable est déterminée par le prix d'achat au jour de l'évaluation, en tenant compte des circonstances normales dans lesquelles est exploitée l'industrie. On ne peut en aucun cas fixer une valeur inférieure à celle proposée dans le dernier bilan et inventaire, pour les exploitations qui tiennent des livres de commerce.

Pour les sociétés d'assurances, le capital d'exploitation est déterminé par le revenu brut des primes et celui de la Banque badoise est formé par la moitié seulement de la somme représentée par les actions souscrites jusqu'à présent.

La valeur imposable du capital d'exploitation pour toutes les entreprises d'un même contribuable est augmentée pour une valeur totale de

50.000 marks, — 75.000 marks.	. . .	10 %
75.000 — 100.000	— . . .	20 %
100.000 — 125.000	— . . .	30 %

125.000 marks.	—	150.000	— . . .	40 %
150.000	—	250.000	— . . .	50 %
250.000	—	400.000	— . . .	60 %
400.000	—	et au-dessus		65 %

Le capital d'une exploitation agricole embrasse tous les objets nécessaires à cette exploitation, y compris le vin, les bestiaux, les jardins, mais toutefois il ne doit pas y avoir double imposition. L'évaluation de la valeur imposable se fait de la même manière que pour l'industrie. Toutefois les bâtiments servant à l'exploitation agricole tels que greniers à foin, palliers, etc., et les semences ne doivent point être rangés dans les objets formant le capital imposable.

Toute évaluation inférieure à 25.000 marks est exempte de l'impôt et pour une valeur totale de 25.000 à 50.000 marks, on fait une déduction de 40 % et pour une valeur de 50.000 à 100.000 marks une déduction de 20 %.

Cédule des valeurs mobilières :

Toutes les valeurs mobilières, non soumises à l'évaluation du capital industriel, doivent être englobées dans l'estimation de la fortune mobilière ; toutefois on doit en exempter les apports non encore exigibles des assurances sur la vie et le capital. L'impôt, toutefois, ne porte point sur les capitaux de l'Empire, de l'Etat, des communes et des cercles badois, des établissements de bienfaisance, des établissements consacrés à l'administration des églises et fondations, des caisses d'assurances sur la maladie, les accidents et l'invalidité prévues par

la loi d'Empire du 9 avril 1880 et des autres caisses d'assurances mutuelles sur la maladie, la mortalité et l'épargne. Les veuves et les orphelins, dont le revenu imposable n'atteint pas 900 marks, tout contribuable dont la fortune mobilière est inférieure à 1.000 marks, sont exempts de l'impôt. Les caisses d'assurances mutuelles sur la vie et tous autres établissements de ce genre non exemptés sont imposés d'après le revenu brut des primes multiplié par 4.

La valeur de la fortune mobilière est déterminée par sa valeur courante au jour de l'imposition. Les valeurs cotées en bourse sont imposées d'après le cours; autrement on tient compte de leur valeur de vente. Les créances improductives d'intérêt sont imposées à raison de 80 % de leur valeur nominale; on prend également pour les annuités, sans considération pour le terme d'échéance, 80 % de la somme remboursée, pourvu que cette somme ne dépasse pas le centuple de la moyenne du remboursement annuel. Les autres créances sont imposées d'après leur valeur nominale; il n'y a pas lieu de tenir compte des créances irrécouvrables, et les créances douteuses sont évaluées d'après leurs chances plus ou moins grandes de paiement.

Toute fraude découverte entraîne une amende légale qui consiste à faire payer le décuple de l'impôt éludé; quand on ne peut pas évaluer les sommes dérobées au fisc, l'amende peut aller jusqu'à 10.000 marks.

Enfin la loi de 1906 sur le Vermögenssteuer prescrit de joindre les opérations de la révision des parcelles en classes avec celles de la constatation des évaluations, prescrites les

unes par la loi de 1898 et les autres par la loi de 1900 pour les circonscriptions, très rares d'ailleurs, où l'on n'a pas commencé ces travaux. Pour les circonscriptions où les évaluations prescrites par la loi de 1900 ne sont pas encore terminées, il faut tenir compte des valeurs imposables dont on s'est servi jusqu'à ce jour.

Appréciation :

Le rapporteur du projet de loi de 1896 ne se trompait pas quand il disait que l'impôt sur la fortune présentait tous les avantages des impôts réels et en plus permettait la déduction des dettes. Le nouvel impôt badois n'apporte aucune innovation ; il ne demande au contribuable qu'une déclaration pour sa fortune mobilière et son capital d'exploitation industrielle et dans le système des impôts réels, le contribuable devait fournir une déclaration pour l'impôt sur l'industrie et les rentes capitalisées.

Quand on parle de l'impôt sur la fortune, on croit généralement que le contribuable est obligé de déclarer toute sa fortune ; ce n'est pas le cas pour le Grand-Duché de Bade, puisque l'imposé n'a rien à déclarer au sujet de ses biens-fonds. L'administration totalise ses évaluations et les renseignements donnés par la déclaration du contribuable et perçoit le Vermögenssteuer, sur ces bases. Le mode d'évaluation des biens-fonds et du capital industriel présente les avantages et les inconvénients qu'offraient les impôts sur le sol, les maisons et l'industrie. Mais la valeur imposable de la fortune mobilière

est déterminée d'une façon plus rigoureuse que pour l'impôt sur les rentes capitalisées ; ici on tient compte exclusivement de la valeur réelle ou nominale du capital, suivant les cas, sans s'inquiéter du revenu ; dans le précédent impôt, on partait du revenu pour imposer le capital et c'était là un procédé rigoureusement exact. Donc le Vermögenssteuer réalise sur ce point un progrès.

Les impôts personnels ne sont donc pas forcément des impôts inquisitoriaux et vexatoires, le contribuable peut fournir certains renseignements, l'administration, de son côté, peut procéder à certaines évaluations pour lesquelles il n'y a nullement besoin de recourir à l'imposé, et ensuite elle se charge de totaliser les différentes parties de la fortune du contribuable. Ce système permet de faire la déduction des dettes dans une large mesure. On doit considérer l'impôt badois sur la fortune comme parfaitement acceptable, car il sait tenir le juste milieu entre les inquisitions causées par des impôts personnels et les injustices forcées des impôts réels.

DEUXIÈME PARTIE

Impôts Indirects et Monopoles

CHAPITRE PREMIER

L'IMPÔT SUR LE VIN. — L'ANCIEN IMPÔT SUR L'ALCOOL

L'impôt sur le vin figure parmi les droits intérieurs de consommation et il y aurait grand inconvénient à laisser de ce côté cette taxe d'un rendement assez productif. Dans les pays où le vin forme la boisson ordinaire de la population, l'impôt doit avoir un taux assez faible, afin de permettre l'usage de cette boisson hygiénique dans toutes les classes de la population. A côté du droit intérieur de consommation il y a un droit de douane légèrement supérieur.

La perception de cet impôt soulève de nombreuses difficultés, car il y a plusieurs méthodes d'imposition plus ou moins défectueuses.

On songera d'abord à établir l'impôt sur la superficie plantée en vignobles et cette taxe aurait été ajoutée à l'impôt foncier. Outre la double imposition, ce mode de taxation présentait l'inconvénient de ne point tenir compte de la récolte.

On avait aussi songé à faire l'inventaire chez les producteurs de vin et frapper la matière imposable à sa source même ; ce système était impraticable, par suite de l'inquisition qu'il nécessitait. Pour la même raison, il faut condamner le droit de détail et l'exercice chez les débitants.

Le système le plus pratique et le moins vexatoire consiste dans l'imposition du vin au moment de l'expédition ou de la mise en cave, car l'administration des finances peut contrôler les quantités expédiées.

L'Empire allemand n'a pas établi une taxe intérieure sur le vin ; il a laissé ce soin aux Etats particuliers. D'après les conventions du Zollverein de 1867, cet impôt d'Etat ne devait point être supérieur à 5 thalers par muid (environ 11 marks par hectolitre), quand on tenait compte de la valeur, et à 6 marks par hectolitre, quand la taxation était indépendante de la valeur. Les droits d'octroi perçus au profit des communes ne devaient point dépasser 20 % des contributions perçues pour le compte de l'Etat. En 1893 on proposa d'établir un impôt d'Empire sur le vin ; perçu au moment de la circulation et ayant des taux différents suivant la valeur. Mais le Reichstag repoussa cette taxe comme impraticable.

En 1902 une loi d'Empire créa une taxe sur les vins mousseux, perçue au moment de la circulation ; la fabrication est

soumise aux contrôles de l'administration. La loi du 24 mai 1901 a interdit la fabrication de vins de sucre ou de marcs dans certaines proportions.

Le droit de consommation intérieure badois sur le vin cherche à imposer tout usage du vin, au contraire de l'impôt württembergeois perçu d'après le droit de détail. La vente du détail faite par les hôteliers et les débitants est en plus soumise à une taxe complémentaire. D'après les lois du 19 mai 1882, 27 août 1888 et du 7 juin 1898, la matière est le vin de raisin, le moût de raisins, le cidre et le moût des fruits. Le fait générateur de l'impôt consiste dans l'arrivée du vin dans un bâtiment ou un espace clos. Les hôteliers peuvent conclure des accords avec l'administration pour le droit d'accise et la taxe complémentaire et verser des arrhes.

L'impôt est perçu sur la quantité du vin venant en cave, comme droit d'accise et en outre comme droit de muid ou droit de jaugeage sur le vin apporté chez les débitants. Il y a des caves et des entrepôts, dans lesquels on peut amener le vin, qui demeure libre de tout impôt, mais la taxe est exigible dès que le vin sort de ces bâtiments. L'impôt n'est perçu que sur les grosses quantités qui ne peuvent être inférieures à 20 litres pour les caves et 10 hectolitres pour les entrepôts. Tout propriétaire ou gérant de ces derniers bâtiments doit payer une patente annuelle de 50 marks.

Le droit de consommation intérieure et le droit de muid sont perçus d'après le taux fixé par la loi de finances. Les taux en 1904 étaient les suivants :

1. Droit de consommation intérieure pour 1 litre :

Vin.	3 pfennigs.
Cidre	0,9 —

2. Droit de muid pour 1 litre :

Vin.	2 pfennigs.
Cidre	0,6 —

3. Arrhes versées par le propriétaire des caves :

annuellement 18	marks pour le propriétaire ;
—	3,60 pour chaque employé homme ;
—	1,80 pour chaque employé femme ;

Les lois concernant l'impôt du vin ont exempté l'apport du vin ayant déjà acquitté les droits de douane, le vin de messe et le vin de communion, les quantités de vin inférieures à 5 litres mises en cave, le vin corrompu, le vin des voyageurs pourvu que la quantité ne dépasse pas 20 litres, etc... Les vins pétillants, qui ressemblent de près ou de loin au vin de Champagne, n'ont à payer aucun impôt et on applique la même exemption aux vins donnés comme redevances.

La préparation de la boisson familiale, pourvu qu'elle ne se compose pas de vin fait avec des raisins frais achetés est exempte de tout impôt, à condition qu'on ne la place pas en entrepôt et que l'on ne la vende point. L'administration locale délivre gratuitement des permis de circulation pour ces vins servant à leur consommation familiale.

Tout vin qui circule dans des proportions plus grandes que celles prévues dans les cas d'exemption doit être accompagnée

d'un laisser-passer dont le coût est de 10 pfennigs ; on n'exige pas toutefois ce laisser-passer au moment des vendanges quand le vin est transporté du pressoir ou de la vigne dans une cave de la commune où il a été récolté ou d'une commune voisine.

Le vin fabriqué, comme les vins de liqueur, etc., à l'exception des vins mousseux sont traités comme les vins ordinaires et les fabriques sont soumises à un contrôle sévère de la part de l'administration.

L'amende comporte le quadruple de l'impôt éludé et en cas de récidive on peut aller jusqu'à faire payer 12 fois le montant de l'impôt fraudé.

Impôt sur l'alcool

Le Grand Duché a eu jusqu'en 1887 son impôt propre sur l'alcool. De 1812 à 1828 l'impôt était perçu sur la contenance des alambics et la durée d'exploitation de la distillerie. De 1828 à 1852 on versa des arrhes au fisc. En 1837 on ne fit aucune distinction entre les distilleries agricoles et industrielles ; en 1852 une loi confirmée d'ailleurs par une loi du 24 avril 1882 diminua les taux pour une courte période d'exploitation de la distillerie. On tenait compte de l'importance des chaudières et des cuves. Depuis 1887, l'impôt sur l'alcool en Bade est devenu un impôt d'Empire.

CHAPITRE II

IMPOT SUR LA BIÈRE

L'impôt sur la bière est, comme l'impôt sur le vin, un droit d'accise, une taxe intérieure de consommation. Cet impôt, pour être supportable doit comporter des taux peu élevés, tenir compte de la qualité du produit et de la grandeur de l'exploitation.

La bière étant le produit de la transformation de diverses matières, on peut établir l'impôt soit sur les matières premières, soit après la fabrication ou encore sur les instruments qui servent à cette fabrication.

La taxe qui frappe les matières premières peut être assise ou sur l'orge, avant d'être converti en malts, ou sur le malt ; le premier mode n'est employé que rarement, car il cause de nombreuses déconvenues au Trésor : il faut en effet se livrer à des calculs approximatifs pour évaluer le rendement de l'orge en malt. Le second système est plus rationnel, mais il a l'inconvénient de priver le brasseur du taux de l'argent qu'il a dû déboursier pour acquitter l'impôt sur le malt ; il peut arriver que l'industriel ne fasse pas cuire de suite son malt. Il ne

se tient pas au courant des progrès de la science moderne, qui tend à réduire de plus en plus la quantité de malt nécessaire à la fabrication de la bière, par suite de nouvelles découvertes : une élévation du taux de l'impôt peut toutefois corriger ce défaut.

On peut également baser l'imposition sur la contenance des chaudières et des cuves ; ce n'est là qu'un signe apparent, qui peut conduire à des erreurs nombreuses dans la réalité.

Enfin l'impôt peut être perçu après la complète fabrication, d'après le degré alcoolique de la bière. C'est le système qui conduit au minimum d'aléa, mais qui est forcément inquisitorial.

Bien que l'impôt sur la bière soit un impôt indirect, la législation d'Empire a laissé à certains états la liberté de légiférer sur la matière. Bade, la Bavière, le Wurtemberg et l'Alsace-Lorraine — bien que ce dernier pays soit un pays d'Empire et non un Etat particulier — ont leur imposition spéciale sur la bière, perçue à leur profit. Ils doivent verser par contre au Trésor impérial des contributions matriculaires, déterminées suivant le chiffre de leur population.

En dehors de ces états particuliers, tout le reste de la bière fabriquée dans l'Empire est soumis à un impôt d'Empire.

En 1905, l'Union fiscale de l'Allemagne du Nord ayant perçu 29.521.000 marks, la part de la Bavière aurait été fixée à 4.103.000 marks pour la contribution proportionnelle, celle du Wurtemberg à 1.441.000 marks, celle de Bade à 1.241.000 marks, celle de l'Alsace à 1.142.000 marks.

Dans le Nord, les droits n'avaient pas varié depuis 1819 malgré les améliorations techniques qui permettraient de tirer plus de bière de la même quantité de matières premières. En 1873, il fallait 19 kilogs 65 de malt pour 1 hectolitre de bière, et en 1903 seulement 16 k. 56 (1).

Le taux réel du droit par hectolitre était beaucoup plus élevé dans l'Allemagne du Sud que dans l'Allemagne du Nord. En Bade, le taux pouvait être évalué à 2 m. 51 : dans l'Allemagne du Nord à 0.86.

La loi du 6 juin 1906 a modifié cet état de choses pour l'Allemagne du Nord et a élevé les taux perçus sur le malt, mais a tâché de les mettre à la charge des industriels.

Historique :

L'histoire de l'imposition de la bière dans le Grand Duché de Bade a été marquée par ce fait que l'on est revenu vers la fin du XIX^e siècle au procédé d'imposition employé au commencement de ce même siècle. L'ordonnance de 1812 prescrivait la taxation du malt à raison de 1 mark pour le droit d'accise et de 1 mark pour le droit de mesurage, mais cette méthode donna des résultats si peu satisfaisants qu'en 1825 on établissait la taxe d'après la contenance de la chaudière de cuite : l'impôt était de 14 pf. 3 pour 15 litres de bière. Ce nouveau système ne répondit à toutes les espérances qu'il avait

(1) HAHN. *Les impôts allemands*. Annales des Sciences Politiques de 1906.

fait naître. En 1880, le taux de l'impôt est augmenté de 50 % en 1833 on essaie vainement de changer le mode d'imposition, et ce fut la loi du 30 juin 1896, qui changea de fond en comble la base de l'impôt.

L'impôt est perçu sur le malt et par là il faut entendre tous les grains servant au germoir, y compris le maïs, les succédanés sont interdits pour la préparation de la bière.

La bière exportée à l'étranger ou sur le territoire des autres états allemands n'est soumise à aucun droit en ce sens que l'impôt est remboursé au moment de l'exportation. La bière venant de l'étranger est soumise à un droit de douane : celle d'origine allemande à un droit d'entrée.

Avant le montage du malt on détermine son poids et l'impôt, depuis la loi de 1895 comporte les taux suivants :

Pour les	250 premiers doubles quintaux .	8 M.
—	1.250 suivants	— — 10 »
—	1.500 —	— — 11 »
—	2.000 —	— — 12 »
tous les suivants		13 »
par double quintal.		

Tout producteur qui fabrique pour la consommation familiale de la bière à raison d'une quantité de malt ne dépassant pas 5 doubles quintaux, doit payer 2 marks par double quintal de malt.

L'impôt est établi par le contrôle et la pesée du malt venant au moulin. L'opération de mouture peut se faire dans des moulins publics ou privés; dans ce dernier cas ce sont des moulins d'un système spécial, auxquels sont adaptés

des compteurs automatiques faisant connaître la quantité et la qualité du malt. Il faut la présence du meunier et du contrôleur de l'impôt pour que ces moulins puissent fonctionner, et lorsqu'ils n'ont pas de compteurs automatiques, on prend le soin de peser le malt auparavant.

Dans les moulins publics, le meunier prête son concours aux agents du fisc ; il veille à ce que le malt ne soit enlevé avant que les formalités à la circulation aient été remplies.

Le malt moulu, qui est introduit, exporté ou transporté dans le Grand Duché, doit toujours être accompagné d'un certificat. Les moulins et le malt, les brasseries et tous les moyens de transport du malt sont placés sous la surveillance de l'autorité fiscale.

On restitue l'impôt, quand le malt est consacré à la fabrication du vinaigre, après dénaturation. Le droit d'entrée pour la bière qui vient des autres états de l'Allemagne, est de 3 m. 25 par hectolitre.

Quand la bière est exportée du Grand Duché, on rend une somme qui équivaut à peu près à l'impôt perçu ou au droit d'entrée.

Pour la bière ayant acquitté le droit d'entrée ou fabriquée avec du malt ayant payé un impôt de 8 et 10 m. on rend 2 m. 30 ; pour un impôt sur le malt équivalant à 12 m. : 2 m. 75. On rend 1 mark par hectolitre de bière blanche.

Le changement ou l'augmentation du malt destiné à la préparation de la bière et censé avoir acquitté l'impôt, entraîne la confiscation de la matière et une amende de 303.000 marks.

Toute fraude comme celle qui consisterait à déclarer un

poids moindre d'au moins 5 % que le poids réel entraîne des amendes comportant pour la première fois le double de l'impôt et pour la troisième fois le décuple au moins. Il peut y avoir aussi emprisonnement jusqu'à six mois au plus, au bout de la troisième récidive. Tout individu qui fournit une fausse caution est considéré comme fraudeur.

Cet impôt est d'un grand rendement, puisqu'en 1900 il rapportait 8 millions de marks contre 7.170.000 marks en 1896. Le nombre des brasseries ne fait que décroître, et pourtant la production en 20 ans a plus que doublé. Cela tient au fait que les grandes brasseries peuvent diminuer d'une manière considérable leurs frais généraux : les petites brasseries ne peuvent supporter la concurrence et sont obligées de céder la place à leurs rivales.

L'impôt badois malgré son taux élevé est facilement accepté par les habitants du Grand Duché ; il repose sur la taxation des matières premières et ne nécessite point d'une manière continue l'exercice des fabriques. Toutes les précautions nécessaires pour empêcher la fraude, ont été prises, de telle sorte que les intérêts du Trésor sont rarement violés. Enfin cette taxe ne prive pas l'industriel de l'intérêt de l'argent, qu'il consacre à l'acquittement de son impôt. Le contribuable n'est obligé de payer les droits constatés par les employés que par trimestre. Le seul défaut de cet impôt est de ne pas se tenir suffisamment au courant des progrès de la science moderne ; mais il est racheté par le taux élevé de la taxe. Le procédé de taxation badois est assurément supérieur à l'impôt déterminé d'après la contenance des cuves et des chaudières.

CHAPITRE III

L'IMPOT SUR LA VIANDE

Par suite des épizooties on a toujours jugé nécessaire de construire des abattoirs publics où seraient triés les animaux destinés à la boucherie. Au moyen âge ces édifices s'étaient développés d'une façon considérable en Allemagne, et leur construction fut brusquement décrétée au commencement du XIX^e siècle ; à cette époque quelques médecins avaient prétendu que les maladies des animaux ne pouvaient influencer en rien la santé humaine. Un rescrit ministériel prussien de 1856 déclarait qu'il n'était point nécessaire de forcer les gens à abattre leurs animaux dans les abattoirs. Mais des épidémies survinrent et les gouvernements allemands furent obligés de reconnaître leur faute première ; aussi força-t-on à tuer le bétail dans ces endroits édifiés spécialement pour ce but. En Bade, la réglementation de l'abattage a été laissée aux communes et aux autorités locales de police ; il en est résulté l'édification d'un nombre considérable d'abattoirs.

Certains financiers ont cru devoir taxer la viande et la farine au même titre que la bière et le vin. Les taxes de consumma-

tion ne se comprennent qu'autant qu'elles frappent les objets, qui ne forment pas la base même de l'existence humaine. Les aliments végétaux constituent la nourriture de toutes les classes de la société et surtout celle des classes pauvres. La viande, aliment de luxe au début, n'a pas tardé elle aussi à former l'alimentation des classes des travailleurs. Aussi une taxe de consommation sur ces deux objets, farine et viande, est-elle inadmissible car elle est plus lourde pour le pauvre que pour le riche.

Cette taxe peut être perçue soit sous la forme d'un droit intérieur, soit sous la forme d'un droit de douane, et exister soit pour le compte de l'Etat, soit pour le compte de la commune. Rien n'est plus commode que d'imposer le bétail au moment de son entrée dans la ville, lorsqu'il existe un octroi. On peut encore percevoir l'impôt d'après les taux déterminés par tête de bétail au moment de l'entrée à l'abattoir, ou après l'abattage d'après le résultat d'une pesée. Enfin un impôt complémentaire sur la vente du bétail peut être perçu en même temps que la taxe d'abattage.

Cet impôt sur la viande ne devait pas être compris au nombre des impôts d'Etat; la consommation de la viande est beaucoup plus considérable dans les grandes villes que dans les campagnes, et cela conduit à des inégalités forcées. De plus, il y a des animaux comme les porcs, que les éleveurs abattent dans leur propriété; comment percevoir l'impôt de ces quantités de viande sans recourir à l'inquisition. Il peut y avoir là une source de fraudes multiples. Il serait plus simple de laisser cette taxe au budget communal; les grandes villes

pourraient percevoir et un droit d'octroi et un droit d'abattage ; les communes agricoles pourraient recourir seulement à ce dernier droit.

L'impôt sur le grain ou les farines peut être perçu soit au moment de l'entrée dans la ville soit au moment de la mouture. Il en résulte que les grains ou farines taxés au moment de leur entrée en ville sont seuls imposés ; les grains ou farines consommés par les habitants de la campagne sont de ce fait exempts de tout impôt. De plus il y a beaucoup de fraudes.

L'impôt sur la viande et les grains ne devrait représenter que le prix d'un service rendu ; la viande et le pain sont deux objets de première nécessité et leur imposition se fait lourdement sentir dans les classes pauvres.

En Prusse en 1820, on établit l'impôt sur la viande dans les grandes villes ainsi que la taxe sur les farines ; l'impôt des classes était perçu sur les habitants des campagnes. En certains cas diverses villes pouvaient choisir entre les deux formes de l'imposition.

En Bade l'impôt sur la viande a été réglé par les lois de 1839, 1844, 1874 et du 29 avril 1886. Cette taxe de consommation sur l'usage de la viande de tout bétail à l'exception des veaux de lait, présente le caractère d'un droit d'abattage d'une part et d'un droit sur la viande importée d'autre part.

Le taux s'applique à chaque tête de bétail et comporte :

Pour moins de 2 doubles quintaux	4
— 2 — à 2 1/2	6
Au delà de 2 1/2	11

Les vaches et les génisses ne paient plus de 6 marks et la taxe est perçue d'après le poids de boucherie.

En cas d'épizootie on n'a à payer aucun impôt, pourvu que le propriétaire du bétail ne soit pas un boucher.

Il faut déclarer, avant l'abattage, chaque tête de bétail à l'administration. La viande introduite à l'exception des saucissons paie 8 pf. par kilogs.

Le transit est libre.

L'amende en cas de fraude comporte le quadruple de l'impôt éludé; en cas de récidive elle est double ou triple.

CHAPITRE IV.

L'IMPOT SUR LES CHIENS

La taxation des chiens se justifie par ce qu'elle est ou un impôt sur le luxe ou un impôt de police, destiné à empêcher l'accroissement trop rapide de ces animaux. Le tarif peut varier avec l'importance de la commune ou la race du chien. La taxe peut être perçue aussi bien pour le compte de la commune que pour celui de l'Etat.

La loi du 4 mars 1896 assujettit tout propriétaire d'un chien âgé de plus de six semaines à acquitter du 1^{er} juin au 31 mai la taxe, qui est dans les communes de 4.000 habitants de 8 m. et dans les autres communes de 16 marks. La moitié du revenu de cette taxe appartient aux communes qui peuvent percevoir avec le consentement de l'administration supérieure une somme égale à la moitié du total de cette taxe.

Tout propriétaire d'un chien est tenu de faire une déclaration au percepteur dans l'espace de quatre semaines, les déclarations générales et l'établissement de la taxe sur les chiens ont lieu dans la première moitié du mois de juin. Les chiens

qui n'ont pas été taxés en temps opportun peuvent être saisis ;
les chiens de l'Etat et de l'Empire sont exempts de tout
impôt.

L'amende comporte le double de l'impôt éludé, qui reste quand
même à payer.

CHAPITRE V.

LES DROITS DE TRANSMISSION

Les droits de transmission visent ni le revenu seul, comme l'impôt global, ni le capital seul, comme l'impôt sur la fortune. Ils frappent non point l'« acquisition », elle-même, mais l'objet destiné à produire un bénéfice.

« L'Etat est le garant de toutes les transactions sociales : c'est grâce à son appui, à sa police, à ses tribunaux, que les propriétés peuvent passer avec sécurité du père mourant au fils survivant, du propriétaire vendeur au capitaliste acquéreur ; c'est grâce à lui aussi que les contrats sont respectés, il est donc naturel et juste que l'Etat prélève sur le montant des transactions une redevance qui équivaut à une prime d'assurance. Cette redevance est le prix d'un service rendu, d'un service de premier ordre que l'Etat seul est capable de rendre (1) ».

L'Etat a organisé un service d'enregistrement destiné à permettre la vérification des bases des transmissions, des muta-

(1) LEROY BEAULIEU : *Science des Finances*, p. 607.

tions ; il consolide en quelque sorte les droits et titres du propriétaire, et il est juste que, pour une pareille formalité il perçoive un impôt.

C'est donc un impôt perçu dans l'intérêt général, différant complètement des droits perçus sur les actes qui ne profitent qu'aux simples particuliers.

En même temps, c'est une manière peu complexe de frapper la fortune au moment de son passage des mains du propriétaire actuel dans celle d'un autre. Mais ce droit de transmission doit être peu élevé ; il ne doit pas dépasser le revenu annuel, capable d'être produit par cette propriété. Des taux trop élevés empêcheraient la mobilisation fréquente de la propriété et ce système ne pourrait être que préjudiciable à la richesse publique.

Dans le Grand Duché de Bade, toute acquisition de biens-fonds, de mines et de droits réels est soumise aux droits de transmission. L'imposition existe également pour les ventes forcées par adjudication, ou toute autre acquisition à titre onéreux, emportant inscription sur le livre foncier, de la mention du transfert de la défense de vente, et si cette inscription n'a pas lieu trois mois après l'existence du droit concernant le transfert. Mais si l'acquisition est faite à réméré dans l'espace de ces trois mois, il n'y a pas lieu de percevoir les droits.

Le taux s'élève à 2 1/2 % de la valeur des biens-fonds, augmentée de celle de tous les produits accessoires. En cas de mutation chaque propriétaire doit acquitter le droit pour le bien-fonds soumis à l'échange. Il est fait déduction des charges

réelles, et l'on tient compte des usufruits perpétuels en multipliant par 25 leur revenu annuel.

Il y a lieu à réclamation quand l'acquisition n'est pas inscrite sur le livre foncier, 14 jours après le délai des trois mois accordés par la loi par la transmission.

L'amende comporte le quadruple de l'impôt éludé.

L'exemption de l'impôt existe pour les acquisitions de l'Etat, des communes, des établissements de bienfaisance pourvu que ces acquisitions revêtent un caractère d'utilité publique des personnes morales pour les églises et presbytères, des enfants de leurs parents et grands parents, des fiancés et des époux réciproquement, des cohéritiers réciproquement, des débiteurs d'une faillite.

L'exemption de l'impôt est postérieure en cas d'une acquisition inférieure à 100 marks, en cas d'une mutation faite pour réunir les biens-fonds d'un même propriétaire, en cas d'une acquisition faite par la construction de chemins de fer, pourvu que l'Etat conserve le droit de rachat. Toute acquisition d'un bien-fonds, inférieur à 9^e destiné à être rattaché à une culture agricole ou forestière est exempte d'impôts de même le transfert de la fortune immobilière d'une société de commerce à une société en commandite pourvu que les personnes désignées restent sociétaires.

Le compte de l'impôt est fait par l'administration des livres forestiers et la perception par l'administration locale.

Les droits de transmission ne s'appliquent d'après la loi du 6 mai 1899 aux seules propriétés immobilières, les valeurs

mobilières sont frappées par un impôt d'empire, et le Grand Duché devait à tout prix éviter une double imposition.

Le taux de l'impôt badois est excessivement modéré et comporte des exemptions considérables justifiées par considérations d'utilité publique ou d'intérêt familial.

CHAPITRE VI.

LES DROITS DE SUCCESSIONS ET DE DONATIONS

On peut dire, comme pour les droits de transmission, que ces droits représentent le prix d'un service rendu, augmenté toutefois d'un impôt sur la fortune.

L'imposition des successions est parfaitement légitime, sauf peut-être en ce qui concerne les héritages en ligne directe. Les parents ont en vue l'avenir de leurs enfants ; ils travaillent le plus possible pour leur laisser, après leur mort, le maximum de fortune ; les droits perçus sur ces héritages en ligne directe descendante, sont une véritable taxation du travail, en même temps qu'une atteinte portée au droit de propriété. Les enfants sont de par la loi et de par la nature appelés à succéder à leurs parents dans les créances et dettes de ces derniers. Ils sont destinés à continuer l'œuvre de leurs auteurs et sont désignés pour cette tâche mieux que quiconque. Un Etat qui se préoccupe de maintenir le droit de propriété et de faire respecter les biens familiaux, doit se faire un devoir d'exempter les successions en ligne directe descendante. Tout droit un peu élevé est une atteinte au droit de propriété, car les parents ont

voulu transmettre à leurs enfants en qui ils revivent, la totalité de leur fortune acquise souvent au prix d'efforts pénibles, et non une partie seulement de cette fortune. L'imposition de l'héritage en ligne directe ascendante ou entre époux se justifie mieux, car en général la fortune ne remonte pas des enfants aux parents. L'imposition de l'héritage en ligne directe ascendante repose sur cet argument que les enfants travaillent généralement pour eux et non pour leurs parents. Mais les droits doivent être excessivement peu élevés.

On ne saurait en dire autant de l'héritage en ligne collatérale. Les oncles et les tantes et autres parents plus éloignés ne travaillent point, en général, pour leurs neveux ou leurs cousins, que souvent ils connaissent bien peu. Naturellement ils sont libres de disposer de leur fortune, comme ils l'entendent, et la loi qui leur interdirait de tester, serait la négation même du droit de propriété. Mais ils n'ont point avec leurs parents les mêmes rapports qui existent entre le père et la mère et enfants. Ils ne s'attachent qu'indirectement à eux et se croient tenus de leur laisser une partie de leur fortune, parce qu'ils font partie de leur famille. Aussi pour les héritages en ligne collatérale, les taux doivent être d'autant plus élevés que le testateur était un parent éloigné.

Le législateur devra, en matière successorale, se préoccuper de ne point établir des taux trop élevés, car les sommes que l'impôt prélève sur les héritages diminuent d'autant la richesse publique, et ces capitaux que les particuliers auraient fait fructifier sont consommés dans les dépenses annuelles de l'Etat. Des impôts successoraux trop lourds auraient pour but

d'amoindrir la fortune publique et cela ne doit pas être là le but d'un Etat soucieux des véritables intérêts du pays.

Les Allemands se sont, en général, préoccupés d'exempter les successions en ligne directe et de faire payer des taux relativement considérables aux héritages en ligne collatérale.

L'impôt badois sur les successions s'est inspiré de ces idées et a tenu compte de l'actif seul. En 1812, ce droit fut considéré comme faisant partie intégrante du système des impôts indirects : de 1850 à 1862 on assista à un relèvement des tarifs de 1862 à 1880 on reprit les taux de 1837 ; en 1880 il y eut une augmentation des droits de succession et la loi du 14 juin 1899 a apporté un élément nouveau en soumettant l'héritage en ligne directe ascendante à partir d'une certaine somme, aux droits de succession. Les droits sont assez modérés, et la loi comporte un certain nombre d'exemptions, parfois peu justifiables. Les successions laissées aux églises, aux presbytères, aux sociétés d'enseignement, de bienfaisance, sont exemptes de tout impôt. Cette mesure consiste en somme, à donner une prime aux biens de main-morte. Il serait juste de taxer ces successions aussi bien que les fondations de messes qui ne sont soumises à aucun droit, au même taux que les parents jusqu'au 4^e degré. En tout cas, on ne saurait trop féliciter le législateur badois d'avoir exempté de tout impôt les héritages en ligne directe descendante, et certaines parties d'héritage comportant des sommes peu élevées.

En Bade l'imposition est perçue sur le « montant net » déduction faite des dettes et charges qui pèsent sur l'héritage

auxquelles il faut joindre les frais de dernière maladie, les frais d'enterrement du testateur, etc...

L'impôt est perçu pour la fortune immobilière située dans le Grand Duché, sans considérer la nationalité du propriétaire et son lieu de demeure ; il n'en est pas de même pour la fortune immobilière située en dehors de Bade. On perçoit également l'impôt sur la fortune mobilière même si son possesseur n'est pas Badois, pourvu que cette fortune soit située dans le Grand Duché. Si cette fortune appartenait à un étranger, on fait déduction des droits de succession à payer en pays étranger. On applique le même procédé à une fortune mobilière transmissible en Bade, pourvu qu'il s'agisse d'une personne qui ait sa demeure dans le Grand Duché. La fortune mobilière laissée en Bade par un Badois mort à l'étranger est soumise à l'impôt. Des conventions particulières ont réglé entre Bade et l'Autriche les formalités concernant les successions.

Si l'héritage se compose d'usufruits perpétuels de rentes, le revenu annuel multiplié par 25 forme la base de l'imposition : la valeur imposable des rentes temporaires et viagères est déterminable par une échelle spéciale. Pour de tels héritages on peut suspendre la perception des droits jusqu'à la complète réunion de la fortune et de l'usufruit sur la tête d'une même personne.

L'établissement de l'impôt incombe à l'autorité compétente en matière d'héritage, c'est-à-dire aux notaires, dans l'espace de trois mois, si les héritiers demeurent en Allemagne, autrement dans l'espace de 9 mois, il faut faire une déclaration au notaire. Cette déclaration peut ne pas avoir lieu quand le

notaire est chargé par l'administration de dresser un inventaire, quand il y a des absents ou des mineurs. Il peut y avoir un accommodement entre le notaire et les héritiers, quand on ne peut point faire d'inventaire précis. L'inventaire et la déclaration doivent tenir compte de la valeur ordinaire de la fortune mobilière et immobilière.

L'impôt des donations

L'impôt des donations est perçu d'après les mêmes taux que pour les droits de successions, pourvu que les rapports de parenté entre donateurs et donataires soient les mêmes et que les donations entre vifs consistent en biens-fonds ou droits réels ou bien en valeurs mobilières ou droits personnels quand ces deux dernières catégories sont comprises dans une donation faite par acte notarié.

L'amende comporte le quadruple de l'impôt éludé.

Des droits de donation et de succession sont fort utiles, surtout dans un pays comme le Grand Duché de Bade, où existe l'impôt sur la fortune et le revenu. La déclaration de l'héritier est un indice qui permet de corroborer ses dires avec les renseignements connus par l'administration. Le taux peu élevé ne pousse point à la fraude.

Le Grand Duché a connu cet impôt de 1812 à 1906, car maintenant l'impôt des successions et des donations est un impôt d'Empire.

En 1904 l'impôt badois rapportait 1.425.000 marks, ce qui représente une moyenne de 0 m. 76 par tête d'habitant.

L'impôt des successions impôt d'Empire

En 1877 la Prusse proposa au Bundesrath de faire de l'impôt des successions un impôt d'Empire : une Commission spéciale fut nommée à cet effet et s'y opposa, alléguant qu'on devait laisser aux Etats particuliers leurs impôts directs et qu'il fallait attendre le Code civil, uniforme pour tout l'Empire.

Le Code civil allemand fut appliqué en 1899-1900. En 1905 la création d'une flotte puissante et les déficits budgétaires nécessitèrent la création de nouvelles ressources ; aussitôt on pensa à faire l'impôt sur les successions.

Le « Deutsche Economist » objectait que la création de cet impôt d'Empire porterait atteinte au principe d'après lequel les impôts directs sont réservés aux Etats particuliers. Cet impôt viendrait s'ajouter aux impôts déjà perçus pour le compte des Etats secondaires et serait d'un poids très lourd pour les contribuables, enfin il n'y avait pas d'administration d'Empire pour percevoir cet impôt.

Ces critiques soulevaient de nouveau la querelle qui s'éleva au sujet des droits de succession, traitées comme impôts directs ou indirects : bien qu'ayant tous les caractères des impôts directs, les droits de succession n'en sont pas moins des impôts indirects, puisqu'ils ne se perçoivent pas au moyen de rôles et qu'ils ne sont pas exigibles pour un fait renouvelable annuellement, comme le revenu.

La loi du 3 juin 1906 a établi un impôt d'empire sur les successions, cette taxe forme comme le complément d'un Code civil unique, les lois fiscales dépendant des mœurs en matière

de succession. La loi porte la trace des concessions qu'il a fallu faire aux traditions et aux constitutions sociales des divers Etats. C'est pour cela que les successions allant aux enfants ou à l'époux survivant ont été complètement exemptés du droit impérial, chaque Etat restant libre de les frapper ou non. Un tiers du rendement de ces droits au moins sera abandonné aux Etats » (1).

Il y a exemption pour toute part inférieure à 500 marks ; les droits sont de 4 % pour les parents, frères et sœurs, 6 % pour les grands parents, 8 % pour les oncles et tantes, 10 % dans tous les autres cas. Les parts inférieures à 5.000 marks concernant la valeur des meubles domestiques. Quand ils vont aux parents, beaux-parents, frères et sœurs, n'ont pas à payer l'impôt.

Les droits sont gradués seulement suivant le degré de parenté, mais encore suivant l'importance du droit de base.

Cet impôt doit produire 72 millions dont 24 iront dans les caisses des Etats particuliers.

(1) HAHN. *Annales des Sciences politiques* de déc. 1906, p. 700.

DROITS DE SUCCESSION EN BADE

HÉRITIERS	MONTANT de la succession	TAUX
Chacun.....	Jusqu'à 100 marks...	Exempt
Les pauvres, c'est-à-dire les testaments pour leur protection.	Sans limitation.....	Exempt
Les enfants, descendants, époux.	— —	—
Les parents.....	Jusqu'à 10.000 marks.	—
Les serviteurs.....	— 1000 —	—
Le fisc, les communes pour un but d'intérêt public.....	Sans limitation.....	—
Les personnes morales de droit public (Sociétés de bienfaisance, d'enseignement, églises, religions reconnues par l'Etat).....	— —	—
Les fondations de messe.....	Avec leur capital ordinaire	—
Les parents.....	Au-dessus de 1.000 m..	1 %
Les grands parents.....	Jusqu'à 5.000 marks..	1 %
— —	Au-dessus de 5.000 m.	2 %
Frères et sœurs et leurs descendants.	Jusqu'à 3.000 marks..	3 %
— — —	Au-dessus de 3.000 m.	4 %
Les beaux parents, etc., parents jusqu'au 4 ^e degré, établissements pour but d'usage privé.	Sans limitation.....	6 %
Autres personnes.....	Au-delà de 100 marks	10 %

CHAPITRE VII

DROITS DIVERS

Ces droits sont perçus à l'occasion d'actes d'administration ou de justice et dans ce dernier cas ils comprennent aussi bien les affaires civiles et correctionnelles que les frais de notaires.

Les droits concernant les actes d'administration sont perçus par l'administration de l'Etat ou des communes, pour les reconnaissances, les légitimations, les concessions, etc.

Le droit est dû par le bénéficiaire ou à la suite d'exécution d'un jugement ou d'une décision et est liquidé par l'autorité compétente et versé au percepteur.

Il y a exemption des taxes pour le grand duc, l'Etat, l'Empire, le fonds des églises, les établissements publics de bienfaisance etc., pourvu qu'ils résident dans le Grand Duché.

Ces droits sont perçus sur les affaires concernant la tutelle, l'état des personnes, les fondations, la navigation, les brevets de commerce, la protection des marques, les actes notariés et judiciaires.

Le taux augmente avec la valeur de l'acte pour une valeur

de 100 marks, il est de 1 m. pour une valeur de 100 m. et 14 marks pour une valeur de 10.000 marks.

Pour les enchères libres jusqu'à 100 marks le taux est 5 % et jusqu'à 1.000 2 %.

La délivrance d'une plaque pour bicyclette coûte 1 mark.

CHAPITRE VIII

LES CHEMINS DE FER BADOIS

Vers 1835-40, on discutait fort en Allemagne sur la concession des chemins de fer à des compagnies particulières ou sur leur construction et leur exploitation par l'Etat. Le Grand Duché de Bade, voyant que dans les autres Etats allemands la concession à des Compagnies particulières amenait des difficultés par suite du manque de capitaux, résolut de prendre à son compte les dépenses qui résulteraient de l'établissement et de l'exploitation des chemins de fer. Il était forcé, par les événements, d'agir de cette façon : une société par actions s'était constituée pour construire un chemin de fer de Strasbourg à Bâle ; cette voie nouvelle allait causer un grand tort au trafic badois. En 1838 on convoqua la Chambre badoise en Assemblée extraordinaire, et sur le rapport de Frédéric Nébénus on se décida à construire un chemin de fer aux frais de l'Etat.

Le 12 septembre 1840, le Grand Duc inaugura l'ouverture du tronçon Mannheim-Heidelberg ; en 1843, le tronçon Heidelberg-Karlsruhe et en 1846, le tronçon Mannheim-Fribourg.

Basel était livré à l'usage du public : à la même époque on achevait les lignes qui longent le Main et le Neckar.

Ces chemins de fer étaient construits et exploités par l'Etat ; on s'inspira du même principe pour les lignes suivantes, sauf quelques voies qui furent concédées pour la construction seulement, mais ensuite exploitées par l'Etat.

En même temps, on considérait que l'on ne devait point ranger dans le budget général de l'Etat les recettes et dépenses des chemins de fer ; on créa un compte spécial, figurant en dehors du budget.

Pour les Badois l'Etat entrepreneur de chemins de fer est un industriel et pas autre chose ; il doit exploiter le plus économiquement possible et abaisser les tarifs.

Les tarifs badois sont bon marché, grâce aux carnets kilométriques : ces derniers permettent de se servir de tous les trains rapides et ne sont nullement personnels.

Avec un « kilometerheft » un kilomètre coûte :

En 1^o 6 pf. 8 ; en 2^o 4 pf. 2 ; en 3^o 2 pf. 5 et,

Sans « kilometerheft » :

En 1^o 8 pf. ; en 2^o 5 pf. 3 ; en 3^o 3 pf. 4.

Le prix d'établissement du kilomètre varie énormément suivant la nature des terrains ; l'établissement de la ligne Heidelberg-Karlsruhe a coûté environ 150.000 fr. le kilomètre tandis que celui de la ligne Fribourg-Neustadt à travers la Forêt Noire s'est élevé à 450.000 francs. La moyenne du prix d'établissement est d'environ 325.000 francs. En 1906 il y avait en Bade 1.700 k. 850 de chemins de fer exploités par l'Etat, représentant un capital d'environ 550 millions.

En 1898, il y avait seulement 1523 kil. représentant un capital de 489 millions. Au 1^{er} janvier 1899, la dette était de 325.675.433 marks ; elle est amortie par les excédents de l'exploitation.

Les revenus s'élèvent en moyenne à 60 millions et les dépenses à 40 millions. Les résultats de l'exploitation par l'Etat ne sont donc point si défectueuses qu'on le pense généralement. Loin de s'endetter, l'Etat a pu réduire le capital d'établissement grâce aux plus values qui lui sont procurées par les chemins de fer, et les produits des établissements de bains et de la navigation sur le lac de Constance (englobés dans l'administration des chemins de fer d'Etat, cette administration pour 1905 avait 75.000.000 marks de revenus et en dépensait 58 millions).

On songea plusieurs fois en Allemagne à créer un réseau d'Empire au moyen du rachat des chemins de fer des différents Etats. De 1867 à 1870 le ministre bavarois, le prince Clovis de Hohenlohe, voulait resserrer les liens qui réunissaient l'Allemagne du Nord et l'Allemagne du Sud, et proposait non pas de racheter les chemins de fer. En 1876 la Prusse proposa de vendre à l'Empire ses chemins de fer et de lui céder ses droits : une loi du 4 juillet 1876 lui en donna l'autorisation, mais elle n'en profita pas. En 1879 on essaya d'unifier les tarifs : cette tentative échoua.

L'impôt sur les billets de chemin de fer.

Mais en 1906, il fallait au budget allemand de nouvelles ressources et le Reichstag se vit amené à voter un impôt sur les

billets de chemins de fer. Le projet de M. de Stengel comportait un droit fixe, quelle que soit la durée du voyage : la commission fit voter un tarif gradué suivant l'importance des classes et la longueur du voyage.

Un billet paie en 1 ^{re} classe :	en 2 ^e :	en 3 ^e :
de 0 m 60 à 2 mks 20 pf.	10	5
5 m » à 10. . 80 —	40	20
30 m » à 40. . 360 —	180	90 etc.

Mais en même temps on votait l'application à partir du 1^{er} avril 1907 de tarifs applicables à tout l'Empire : on fait sur les prix actuels des diminutions de 25 °/o en 1^{re} et en 2^e classe et de 33 °/o en 3^e classe.

Le Grand Duché par suite de l'unification des tarifs est obligé de supprimer les carnets kilométriques. Il va créer une 4^e classe qui n'aura pas à supporter l'impôt sur les billets de chemins de fer.

Les Badois sont fort mécontents de ce nouvel impôt et de la suppression des carnets kilométriques, car ils seront obligés de payer plus cher avec le nouveau tarif. 1 kil. leur coûte 3 pf. 2, et avec le cahier kilométrique 2 pf. 5. Cet impôt, créé depuis 1906 seulement, est loin d'avoir donné tous les résultats qu'on en attendait pour les six derniers mois de l'année 1908 il accuse une notable moins-value sur les prévisions budgétaires.

On a dit souvent que l'Allemagne était le « paradis des chemins de fer ». En effet, l'Etat administre économiquement ses chemins de fer et en tire des ressources considérables ; il les a dotés d'un matériel supérieur au matériel des Compagnies

concessionnaires. Mais cette taxe sur les voyageurs est une « erreur » comme le dit fort justement la Gazette de Francfort. Les Etats exploitant eux-mêmes leur réseau, n'auraient pas dû supporter cet impôt d'Empire, car les intérêts privés ne seront plus sauvegardés.

CHAPITRE IX

AUTRES EXPLOITATIONS ET MONOPOLES

L'Etat exploite deux salines, celles de Durrheim et de Rappeneau, en 1896 il en tirait 30.406 tonnes. Les sources minérales et thermales qui sont très nombreuses dans le Grand Duché (environ 60), sont placées sous la surveillance et la direction de l'Etat.

Les domaines de l'Etat consistent surtout en forêts et sont administrés par la direction des domaines.

La Constitution du 22 septembre 1818 ordonne de distinguer les droits de l'Etat et du grand duc sur les domaines. Le Grand Duché de Bade a une superficie totale de 1.508.100 hectares : les domaines de l'Etat comprennent 111.807 hectares dont 92.661 en forêts et 17.338 en terres labourables. En 1896-97 le revenu de ces domaines était fixé à 1.705.426 marks, soit 5 % des ressources ordinaires de Bade.

Bade au cours du XIX^e siècle a acheté beaucoup de domaines : ce fut surtout de 1839 à 1862 que se manifesta cette ambition d'accroître le domaine de l'Etat. « Tous les biens achetés étaient des forêts ou des terrains susceptibles d'être mis en

bois. Les sommes employées aux achats dépassaient donc de beaucoup celles qui provenaient des ventes et il y avait encore un écart plus grand entre les étendues acquises et les étendues aliénées. Ainsi l'Etat badois consacre tous les ans à l'agrandissement de ses domaines une somme relativement importante de 400.000 à 1.200.000 francs ». (1)

En même temps qu'il achète certaines parcelles, le Grand Duché vend aussi une autre partie de ses domaines. Il tient autant que possible à réunir en un seul morceau ses achats. Il loue la plupart des terres arables à des fermiers, environ 83 marks par hectare.

Caisse d'assurance contre l'incendie

Le Grand Duché exploite également une assurance contre l'incendie et cette assurance est obligatoire. L'Allemagne est la terre d'élection du socialisme d'Etat et il ne faut point s'étonner de voir exister l'assurance obligatoire contre l'incendie dans un pays qui a institué des caisses d'assurance obligatoires contre la vieillesse et l'invalidité.

La Caisse d'assurance contre l'incendie est dirigée par un administrateur nommé par le ministre de l'Intérieur, assisté de trois conseillers. « Les fonctionnaires de la circonscription constituent le degré intermédiaire entre le Conseil d'Administration et chaque commune. Ils surveillent directement l'assu-

(1) LEROY-BAULIEU. *Traité de la Science des Finances*, tome I, page 90.

rance dans la circonscription ainsi que les employés chargés des évaluations, enfin les autorités communales ». (1)

Ces fonctionnaires ont pleins pouvoirs pour déterminer les causes des sinistres, évaluer les assurances etc...

En 1897 les immeubles assurés représentaient une valeur de 2.171.531.250 marks. La Société publique couvrait les 4/5 de ce total, le dernier cinquième était couvert par des sociétés particulières. Le montant des primes perçues s'est élevé à 2.295.643 marks.

Les assurances sont perçues d'après les lois du 29 mars 1852 et du 3 août 1902. Les incendies sont partagés en 4 classes sur l'ensemble des communes et l'année suivante on percevait l'assurance sur 4 taux différents : les taux oscillent entre 8 et 20 pfennigs pour 100 marks de capital assuré. Mais la loi du 3 août 1902 a supprimé ces classes de « danger » et a décidé que l'Etat serait chargé seul d'assurer tous les bâtiments aussi les Sociétés particulières n'ont-elles plus à s'occuper d'assurer le cinquième qui leur était réservé.

Cette Société publique a réalisé d'assez beaux bénéfices, et pourtant elle n'a pas demandé aux contribuables des taux excessivement élevés. Elle rembourse en indemnités 85 % du montant des primes. On ne peut point dire qu'elle ait donné de mauvais résultats, mais l'Etat usurpe une fonction, celle d'assureur, que pourrait exercer aussi bien l'industrie privée.

(1) ALGLAVE. *Les assurances contre l'incendie en Allemagne*. p. 227.

TROISIÈME PARTIE

Les Impôts d'Empire

Les impôts perçus en Bade pour le compte de l'Empire sont tous des impôts indirects, ils comprennent l'impôt sur le sel, sur le sucre, sur les successions, les billets de chemin de fer, les tantièmes des administrateurs, le timbre, les opérations de bourse, l'alcool.

En 1902, le Grand Duché versait à la Caisse de l'Empire une contribution matriculaire de 20 millions de marks et le Trésor lui faisait un reversement de 19 millions de marks.

QUATRIÈME PARTIE

Les Recettes communales et les Impôts d'églises

LES RECETTES COMMUNALES

L'Etat se charge des grands services publics qui intéressent directement la vie nationale : la commune s'occupe, sous le contrôle de l'administration supérieure, d'affaires locales, qui ne supporteraient guère la centralisation à outrance.

Pour subvenir à ces dépenses, les communes exploitent le produit des revenus de leur fortune des octrois ou des impôts qu'elles ont le droit de percevoir.

La fortune industrielle se compose d'exploitations d'eau, de gaz, d'électricité, etc..., en un mot de services municipaux qu'elles prennent pour leur propre compte, au lieu de les concéder. Il faut y ajouter la possession de bois généralement assez considérables dans le Grand Duché ; en 1893 les communes possédaient 254.570 hectares de forêts, soit 45 % de la superficie totale des bois de Bade.

Les octrois, qui sont la forme d'un ancien impôt de guerre, sont établis d'après une décision de la commune, ratifiée par l'administration supérieure.

D'après les décisions du Zollverein du 8 juillet 1867, les objets qui paient un droit de douane confèreux à 1 m. 50 ne doivent pas supporter une taxe d'octroi plus forte. D'après le nouveau tarif douanier, les villes conservent le droit de percevoir des droits de consommation jusqu'au 1^{er} avril 1910 : aussi ne faut-il pas s'étonner si l'on demande de moins en moins la permission d'établir des octrois aux portes des communes.

Ces droits d'octroi portent sur la plupart des objets de consommation, tels que les céréales, le pain, la farine, la viande, le vin, la bière, les fourrages, les combustibles. Les céréales, la farine et le pain noir ne doivent point être imposés avant le 1^{er} janvier 1895 : ils n'étaient point déjà soumis à la taxe : en aucun cas les taux maxima fixés par la loi ne sauraient être élevés.

Les droits d'octroi ne doivent pas couvrir plus du tiers des dépenses communales. Le Grand Duc et sa cour, les ambassadeurs étrangers, l'administration militaire et les chemins de fer de l'Etat sont exempts des droits d'octroi.

L'amende va du quadruple jusqu'au vingtuple de l'impôt éludé.

Lorsque ces droits d'octroi avec les revenus de la fortune communale ne suffisent point à couvrir les dépenses, on perçoit pour le compte de la commune des pfennigs additionnels sur impôts d'Etat, sur les mêmes bases et les mêmes princi-

pes, suivant lesquels la perception pour le compte de l'Etat a été opéré. Les revenus compris entre 500 et 900 marks qui sont exempts de l'impôt général, sont évalués pour la perception de la taxe communale, pour 100 marks, et pour 150 marks si la commune le décide. La loi du 31 juillet 1904 a également soumis aux taxes communales les revenus exempts de l'impôt d'Etat (traitements provenant du dehors, etc...)

Les communes et leurs établissements, les bien-fonds appartenant à l'Etat et servant à des buts d'utilité publique (mais non point les domaines), le Grand Duc, les fonds consacrés aux écoles, les revenus des officiers et des soldats dans certains cas, les chemins de fer, pourvu que l'immunité leur soit assurée par la loi, sont exempts de tout impôt communal. Les presbytères sont aussi exempts de l'impôt : si la valeur du fonds presbytéral n'atteint pas 10.000 m. somme à partir de laquelle ce bien fonds commence à être soumis à l'imposition on ajoute la différence à la valeur imposable de l'impôt sur les rentes du capital et on l'exempte de toute taxe, jusqu'à concurrence de cette somme de 10.000 marks.

Quand une exploitation industrielle a des succursales, on impose ces dernières en tenant compte de la valeur du sol, des maisons et des capitaux d'exploitation.

Tout individu, exploitant dans une commune qu'il n'habite pas, une industrie avec un capital d'au moins 100.000 marks peut être imposé pour les 7/10 des bénéfices qu'il tire de son entreprise. On emploie les mêmes procédés à l'égard des personnes morales et des habitants résidant en dehors du Grand Duché.

Lorsqu'il s'agit de déterminer le montant des recettes qui doivent être produites par la voie de l'impôt, les communes peuvent renoncer à imposer totalement ou partiellement une certaine partie de la valeur imposable frappée par l'impôt sur les rentes capitalisées. Un industriel qui serait imposé de 1/15 en trop au moins, peut faire réduire de 60 % son capital d'exploitation soumis à l'impôt sur l'industrie.

Le taux maximum pour les pfennigs additionnels à l'impôt sur les rentes capitalisées est de 8 pf. 8, et à l'impôt général sur le revenu 2 m. 50 par 100 m. de capital imposable.

Les règles concernant la prescription, la poursuite, etc., applicables aux impôts de l'Etat, sont également applicables aux impôts communaux.

Les communes peuvent aussi exiger de leurs habitants des prestations en nature consistant en travaux manuels, corvées charroyage, etc.

La loi du 31 juillet 1904 a créé de nouveaux impôts. Avant de combler les dépenses nécessitées par les établissements de bains etc., les communes perçoivent une surtaxe dans les villes de bains.

Les communes perçoivent obligatoirement, lorsqu'elles ont plus de 10.000 habitants, un supplément à l'impôt des transmissions toutefois elles peuvent y renoncer avec le consentement de l'Etat dans les autres communes cette surtaxe est facultative, elle va de 40 pf. à 1/2 %.

Elles peuvent aussi établir d'accord avec l'Etat des taxes sur les lieux d'amusement, tels que concerts, expositions.

Enfin l'impôt sur les magasins est élevé pour les objets de

détails ; ces magasins sont ceux qui ont au moins 200.000 m. dans le Grand Duché. Le taux est le suivant :

Jusqu'à 400.000 marks : 20 pfennigs par 100 m. d'affaires.

De 400.000 à 600.000 m. : 30 — — —

800.000 à 1.000.000 m. : 50 — — —

1.000.000 à 11.000.000 m. : 60 — — —

et au-delà 10 pf. par 100 marks.

En même temps on a jugé bon d'accorder certaines garanties à ceux qui sont destinés à supporter le poids des impôts., Tout contribuable qui paie au moins $\frac{1}{5}$ des impôts communaux, a le droit d'assister aux séances du Conseil municipal et a voix délibérative dans toutes les questions d'imposition. Les administrateurs de domaines de propriétés dont la valeur imposable dépasse 50.000 marks ont le droit de délibérer l'imposition.

En 1896, lorsqu'on voulut établir un impôt général sur la fortune, on décida dans le projet de loi, de percevoir des pfennigs additionnels sur les différentes parties de la fortune.

A partir de 1908, comme les impôts réels, perçus autrefois pour le compte de l'Etat, ont été supprimés, il avait été question de remettre les impôts réels aux communes, de leur permettre de percevoir des pfennigs additionnels sur les différentes parties de la fortune.

Une loi votée au début de l'année 1907 autorise les communes à percevoir des impôts additionnels au « Vermögensteuer » mais il n'est fait aucune déduction des dettes, tandis que pour l'impôt de l'Etat la déduction va jusqu'à 50 % : ces pfennigs additionnels au « Vermögensteuer » sont perçus dans les

mêmes conditions et sur les mêmes bases que les pfennigs additionnels aux anciens impôts réels.

LES RECETTES DES CERCLES ET DES CHAMBRES DE COMMERCE

Bade est divisé en communes, en districts et en cercles ou arrondissements. Ces derniers sont au nombre de onze et dans chacun d'entre eux il a été constitué une association que dirige l'administration du cercle. Cette association comprend les grands propriétaires fonciers. Ces membres de la délégation du cercle et des députés élus pour six ans.

Comme dépenses, elle a à s'occuper de l'entretien des pauvres, des routes, et ses recettes lui proviennent en partie d'une subvention de l'Etat, en partie de contributions réparties entre les communes suivant l'importance de leurs capitaux imposables. Ces taux sont perçus en même temps que les taxes communales.

La loi du 5 mai 1870 prescrit d'organiser les contributions du cercle affectées au soin des pauvres de la même manière que les contributions communales, perçues pour le même entretien ; si ces contributions perçues sur les capitaux imposables dépassent $1/2$ kreuzer pour 100 florins, la Caisse de l'Etat est tenue de verser le surplus à la Caisse des Cercles.

En 1900, les recettes des cercles s'élevant à plus de 3 millions de marks, dont 1.500.000 environ étaient fournis par les taxes et 1.000.000 par la dotation de l'Etat.

Pour les Chambres de commerce les taxes sont perçues sur toutes les raisons sociales portées au registre des sociétés et des commerçants. Pour les Chambres professionnelles, la contribution est perçue sur toutes les exploitations autonomes pourvu que la commune ne l'ait point déjà perçue.

LES IMPOTS DES ÉGLISES

Le gouvernement badois reconnaît le culte catholique, le culte protestant (évangélique) et le culte israélite. Il n'y a donc point séparation des Eglises et de l'Etat, bien qu'il y ait des cultuelles chargées d'administrer les biens paroissiaux.

Les impôts perçus pour le compte de l'Eglise sont de deux sortes : il y a les taxes locales et les taxes générales.

Taxes Locales :

Les paroisses, qui jouissent des droits des corporations publiques déterminés par la loi du 9 octobre 1860, peuvent percevoir ces impôts locaux. Ces taxes sont destinées à pourvoir l'entretien et à la construction des églises et presbytères, à la suppression du casuel, au paiement des gages des organisés, sacristains, etc., aux frais du service divin.

Dans la paroisse de 80 électeurs communaux et plus, on nomme une cultuelle de 12-80 membres chargés de l'administration des biens de la paroisse et de la défense de ses droits.

La liste servant à l'imposition communale sert également aux taxes d'églises, et il faut l'autorisation de l'administration supérieure pour dépasser le taux de 5 pfennigs par 100 marks de capital imposable.

Si l'impôt est perçu en vue de bâtir une église, et si le taux de 5 pfennigs est dépassé, on peut imposer les capitaux des fidèles, les capitaux de la confession elle-même, pourvu qu'ils ne fassent pas partie du fonds de construction, d'autres personnes morales, (société de production) suivant l'importance de la confession de la commune.

Une décision de la paroisse peut renoncer à percevoir l'impôt sur les rentes capitalisées ou sur les revenus dont les évaluations ne dépassent pas 200 marks.

En cas de mariage mixte, si les deux époux sont d'une confession différente, l'impôt est réparti en deux parts pour chaque confession.

Les « dissidents », ceux qui n'ont aucune religion et qui, pour être exempts de l'impôt doivent faire une déclaration devant l'administration du lieu, n'ont pas à payer l'impôt; seulement n'est pas dissident qui veut. Il est très malaisé de sortir officiellement des confessions reconnues. Les formalités à remplir sont extrêmement compliquées et vexatoires. De plus, le simple fait d'avoir, pour soi-même ou pour un membre de sa famille, eu recours à un ministre entraîne la réinscription d'office sur la liste officielle des fidèles soumis à l'impôt d'église; les dissidents ne sont exempts de l'impôt d'église qu'au bout de la seconde année, lorsqu'il a été prouvé qu'ils n'ont pas eu recours aux offres d'un prêtre.

Taxes Générales :

La fortune et le « fonds » général de l'église sont administrés par un président et six conseillers, nommés moitié par le gouvernement, moitié par l'archevêque de Fribourg ; à côté d'eux il y a cinq administrations pour la fortune des églises et des fondations. Les protestants ont une organisation à peu près analogue.

Pour que les impôts soient perçus, il faut auparavant convoquer une assemblée élue par les représentants des paroisses, la convocation de cette assemblée est faite par l'évêque d'accord avec le gouvernement.

Les impôts généraux perçus pour le compte de l'Eglise servent à l'entretien des hauts dignitaires nommés communément par l'Eglise et l'Etat pour l'administration des biens ecclésiastiques et des autres dignitaires ecclésiastiques, à une augmentation de traitement des desservants insuffisamment rétribués, à la dotation de nouveaux desservants ecclésiastiques au service des pensions des desservants retraités, de leurs veuves et de leurs orphelins.

Les personnes physiques, appartenant à la confession créancière de la taxe, sont soumises à l'imposition de leurs revenus lorsque les évaluations dépassent 200 marks, et de leurs capitaux imposables quand ceux-ci réunis dépassent 100 marks, les fidèles, habitant un pays étranger, sont aussi soumis à cette taxe pourvu que leurs capitaux imposables réunis dépassent 3.000 marks.

On peut renoncer à la taxe des capitaux imposables du sol, des maisons, de l'industrie et des rentes capitalisées.

Le taux plus élevé comporte 1 pf. pour les rentes capitalisées, 20 pf. pour les revenus et 1 pf. 1/2 pour l'ensemble des autres capitaux imposables. Ces taux sont applicables aux catholiques aussi bien qu'aux protestants.

La perception de l'impôt général a lieu dans les paroisses en même temps que la perception des impôts locaux. Le tribunal suprême de l'Administration juge en première et dernière instance sur les réclamations.

Avec le régime nouveau du Vermögenssteuer, il est perçu des pfennigs additionnels de 1 pf. 1/2 à 4 pfennigs.

Les impôts d'Eglise représentent le caractère assez particulier de taxe spécialisées, mais ils présentent un signe caractéristique de l'esprit allemand; ils sont obligatoires et nul ne peut s'y soustraire. La pensée qui inspira le législateur en créant des impôts spéciaux, a été de permettre à l'Eglise de se constituer un fonds spécial, de subvenir à ses dépenses par des ressources beaucoup plus larges que l'Etat aurait pu lui en accorder. Mais, quand même, on préférerait voir l'Etat se charger des dépenses ecclésiastiques et les solder au moyen des ressources provenant des impôts généraux sans affectation spéciale.

CONCLUSION

Le système fiscal français et le système fiscal prussien sont opposés l'un à l'autre, et comme application et comme théorie : le système fiscal badois tient le milieu entre ces deux extrêmes.

Le mode d'établissement de l'impôt en Bade sert de transition au régime prussien. En Prusse la commission de fixation de l'impôt est composée de membres élus par moitié par la représentation du cercle ou de la commune et nommés pour moitié par l'administration, qui choisit également le président. Cette commission ou l'élément « fonctionnaire domine » sanctionne et revise les travaux de juridictions précédentes (commission d'évaluation préalable et conseil d'administration communale), et devient véritable juge des déclarations individuelles (1). De plus le président a un pouvoir presque discrétionnaire, il prépare les dossiers, recueille les renseignements, etc.; comme cette commission d'appel est composée par moitié de fonctionnaires, les contribuables n'ont point les garanties qui leur sont assurées dans le Grand Duché de Bade. En France, il y a dans chaque commune une commission de répar-

(1) STOURM : *Systèmes généraux d'Impôts*, p. 119.

tition composée du maire et de cinq contribuables inscrits au rôle foncier choisis par le Préfet sur une liste présentée par le Conseil Municipal et deux répartiteurs doivent, autant que possible, être choisis parmi les contribuables non domiciliés dans la commune.

Le Conseil de taxation badois aurait plus d'analogie avec la Commission française qu'avec le Comité prussien. En France et en Bade les contribuables ont des représentants autorisés, qui peuvent élever la voix contre les prétentions des fonctionnaires et ne sont nullement forcés d'accepter toutes les taxations qu'on leur présente : au contraire, en Prusse, la délégation des contribuables ressemble à ces Chambres d'enregistrement de l'ancien régime. Cette délégation n'a aucun moyen de contrôle : elle ne peut qu'adopter les propositions de l'administration.

Les répartiteurs français sont obligés de déterminer, entre les contribuables d'une même commune, une somme fixée à l'avance de sorte que s'ils dégrèvent d'une part, ils sont obligés d'augmenter d'autre part : dans le Grand Duché de Bade, le Conseil de taxation n'a qu'à s'occuper de la valeur des déclarations ; il n'a point à répartir une somme déterminée à l'avance et il peut ainsi tenir compte de certaines situations de fait.

Le Conseil de taxation ne statue pas à la légère sur les impositions des contribuables ; il profite de la documentation du Commissaire de l'impôt, examine les renseignements contenus dans les déclarations étant composé de contribuables habitant la commune, il arrive rarement à faire d'injustes impositions,

les membres du Conseil n'ignorent pas la situation de fortune de leurs concitoyens, tout au moins dans les petites communes et ces connaissances personnelles les empêchent de commettre des iniquités.

Il n'y a pas à craindre qu'un contribuable dont les opinions politiques ou religieuses seraient différentes de celles de la majorité des membres du Conseil de taxation, soit taxé plus qu'il ne doit l'être. Ces membres sont assez raisonnables et assez soucieux de leurs devoirs, pour ne point commettre une pareille injustice; les adversaires de l'impôt sur le revenu en France objectent avec une grande force de raisonnement, que ces Commissions fiscales susciteraient des haines violentes dans le pays; c'est un argument de faible valeur, et il y a plus de sécurité à être taxé par ses pairs que par l'administration.

Les Badois ont plus de garanties que les Français et les Prussiens, quand ils veulent interjeter appel. Les Français doivent s'adresser aux Conseils de Préfecture, qui sont dans la main du Gouvernement: les Prussiens ont des Commissions d'appel, remplies de fonctionnaires, qui n'osent point déjuger les décisions du premier Conseil de taxation: les Badois peuvent recourir au Tribunal administratif, qui a pour mission de garantir les droits des citoyens et qui s'en acquitte fidèlement.

Depuis la réforme de 1889 et de 1906 les impôts badois se rapprochent beaucoup plus des impôts prussiens que des impôts français dans leurs traits caractéristiques. Si l'on s'en tient à un examen superficiel des impôts badois et prussiens, on peut dire qu'ils sont supérieurs aux impôts français. Le système fiscal de la France repose sur un principe excellent,

la proportionnalité, mais ce principe conduit à des inégalités, puisque le riche est imposé au même taux que le pauvre, au mépris de la maxime : « Qui peut plus doit plus ». Le système français est vieux et aurait besoin d'un rajeunissement non point partiel, mais complet. Ce régime fiscal était parfait vers 1850, mais depuis cette époque, des changements importants sont survenus dont le fisc n'a point tenu assez compte. Au lieu de s'adapter aux fluctuations de la fortune publique, comme en Prusse et en Bade, les impôts directs en France sont restés immuables et n'ont pas donné tous les résultats qu'on en attendait : ils auraient dû produire davantage. Un système fiscal qui a des impôts de répartition, basés sur un cadastre datant d'un siècle, non tenu à jour, qui comprend un impôt : l'impôt des portes et fenêtres, abrogé par le vote des Chambres mais perçu quand même jusqu'à ce qu'on trouve de nouvelles ressources, ne se justifie que par la peur qu'on a de voir l'impôt sur le revenu global introduire la vexation et la fraude. Il n'est point nécessaire d'établir l'impôt sur le revenu en France pour améliorer le système fiscal : il suffirait de généraliser la progression dans les patentes, de reviser le cadastre entièrement et d'adopter un système qui permette de le tenir à jour, ainsi que de transformer l'impôt personnel mobilier en taxe progressive, le loyer pouvant être considéré comme étant la 8^e partie du revenu. De cette manière il n'y aurait nullement inquisition et le danger de l'impôt sur le revenu global serait écarté, en même temps que l'introduction du principe de la progression limitée satisferait certaines aspirations de justice sociale. Il faut garder, en France, le système actuel, mais l'adopter aux

contingences de la vie moderne par des réformes appropriées.

Bien que le système fiscal badois et le système fiscal prussien présentent les mêmes caractères, il existe entre eux certaines différences appréciables. En Prusse les pénalités sont beaucoup plus élevées qu'en Bade pour les fausses déclarations ou les non déclarations le contribuable ne peut pas réclamer et voit sa contribution majorée de 23 %. L'impôt fonctionne avec la précision d'un couperet de guillotine : tout est mis en œuvre pour saisir la matière imposable et qu'elle ne puisse pas s'échapper.

Le contribuable peut passer d'une classe dans une autre selon ses charges de famille, le nombre de ses enfants, etc... ce qu'il ne peut pas faire dans le Grand Duché de Bade.

Il y a plus de vexations en Prusse qu'en Bade, les commissaires de l'impôt forcent le contribuable à ouvrir sa caisse et à produire ses livres : ils contestent le plus souvent ses déclarations. En Bade, au contraire, les Conseils de taxation n'ont que rarement à réprimer les tentatives de fraude et ne sont point aussi pointilleux que les Commissions d'évaluation prussiennes : en Prusse, on se défie du contribuable, on vérifie dans les moindres détails ses déclarations et l'administration a pleins pouvoirs pour évaluer forfaitairement la valeur de ses propriétés ou de ses revenus. En Bade, l'administration collabore avec le contribuable et ne cherche pas chicane pour un futile prétexte.

L'Einkommensteuer est en somme supportable, parce qu'il a un tarif excessivement modéré et qu'il est supporté par une aristocratie d'argent : le principe de la progression ne le rend

point odieux. Mais un impôt de cette sorte, impôt sur le revenu global avec déclaration du contribuable est totalement inadmissible en France. L'autorité chargée d'appliquer l'impôt en Prusse est le Parlement : en France et en Bade également. Mais entre ces trois pays il y a une grande différence. Les Chambres françaises sont la résultante du suffrage universel soit direct soit indirect : elles sont donc soumises, plus que toutes autres, aux revendications justes et injustes de leurs électeurs et ne peuvent la plupart du temps, leur opposer aucun frein. En Bade la Herrenhaus est nommée par le roi pour la plus grande part : en tout cas elle se compose de gens qui n'ont rien à voir avec le suffrage universel ; la même chose existe en Prusse. Ces « sénateurs » ne voteront jamais un impôt sur le revenu destiné à détruire le revenu, le capital et la propriété. Jusqu'en 1905, en Bade, il fallait payer une certaine somme d'impôts pour avoir droit de voter aux élections du Landtag : mais depuis cette époque il y a le suffrage universel. En Prusse, les contribuables qui paient le plus ont droit à un plus grand pouvoir électoral. Ce n'est pas précisément cela en France. L'impôt sur le revenu global avec déclaration du contribuable dans ce dernier pays, constituerait un privilège fiscal, au profit du plus grand nombre des électeurs, qui sont en même temps les maîtres de la politique et ferait supporter tout le fardeau fiscal par les riches, par la minorité du peuple. En Prusse et en Bade, l'impôt sur le revenu et le capital est admissible, parce qu'il y aura forcément une progression limitée : en France, le mot progression deviendrait synonyme de spoliation.

Sous la Révolution, on essaya d'établir des impôts progressifs : mais en 1795, la Convention revenait sur des fautes passées, et il n'y a qu'à lire le rapport de Dauchy pour s'en rendre compte. A l'impôt proportionnel, disait-il, dans son rapport, aucune propriété n'échappe : l'intérêt général en est le garant ; à l'impôt progressif, une grande partie échappe par mille moyens, qui s'accroissent à mesure que la graduation s'élève. Un des effets de l'impôt progressif est de déterminer les citoyens à déguiser leur fortune, à faire des placements obscurs, qui se soustraient à l'impôt, tandis qu'il est utile à l'Etat, que chaque citoyen puisse jouir de sa fortune. Une contribution progressive ne peut avoir de fixité : elle n'est point réelle, elle devient personnelle, et la somme d'impôt varie chaque année en raison des mutations de fortune ; la crainte seule d'un accroissement à la graduation éteindra l'émulation, car on sera moins ardent au travail, dès que le fisc en enlèvera la presque totalité. » Ce rapport est donc la condamnation formelle de l'impôt général sur le revenu dans un pays à système parlementaire comme la France. Mais la progression, basée sur le loyer n'est pas de ce fait même condamné : elle n'est point personnelle, elle est réelle : il n'y a pas besoin de déclaration indiquant la situation de fortune ; il ne suffit que connaître le loyer et cela n'est pas difficile au moyen de l'enregistrement. Cette progression a l'avantage d'apporter un certain correctif aux inégalités des impôts indirects et elle n'est nullement tracassière.

Le système fiscal du Grand Duché de Bade s'est adapté peu à peu aux exigences budgétaires et au caractère de la popula-

tion il n'a pas la rigueur absolue du régime prussien, ni la souplesse extrême des impôts français. Il est fait pour le Grand Duché et sait s'y acclimater : et il ne faudrait pas conclure de ces heureux résultats qu'on peut l'introduire impunément dans un autre pays.

Vu :

LE PRÉSIDENT,
H. BERTHÉLEMY

Vu :

et permis d'imprimer,

LE VICE-RECTEUR
DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
L. LIARD.

Vu :

LE DOYEN,
LYON-CAEN.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE.....	5
PRÉLIMINAIRES :	
I. — La Constitution badoise, vote du budget.....	7
II. — La Constitution allemande.....	9
III. — Administration fiscale.....	12

PREMIÈRE PARTIE. — Les impôts directs d'Etat

CHAPITRE I. — Historique. — Période de la Révolution, de l'Empire, de 1848, de 1860, de la guerre de 1870, la Réforme de 1884 et de 1906.....	15
---	----

SECTION I. — Les anciens Impôts.

CHAPITRE II. — L'impôt foncier. — L'impôt du sol et des forêts. — Idées allemandes qui ont présidé à sa formation, taxer la valeur plutôt que le revenu	27
<i>Impôt du sol.</i> — Opérations cadastrales, réforme de loi de 1900.....	29
<i>Impôt des forêts.</i> — Loi de 1900. — Appréciation : l'impôt foncier est un impôt de quotité bien supérieur aux impôts de répartition et il tient compte des réalités.....	37
<i>Impôt des bâtiments.</i> — Réforme de 1900.....	42
CHAPITRE III. — L'impôt sur l'industrie. — Idées qui ont présidé à sa formation, tenir compte de l'activité professionnelle de l'industriel ou considérer simplement le capital d'exploitation s'il y a un « Einkommensteuer ». — Avantages de la déclaration. — Loi de 1876. — Réforme de 1886. Appréciation. — Impôt sur l'industrie ambulante.....	47

- CHAPITRE IV. — Impôt sur les rentes capitalisées. — Nécessité d'établir une faible taxe. — Historique, loi de 1886. — Appréciation : la déclaration est inutile, il faut mieux percevoir l'impôt sur les coupons. Cet impôt est mi-personnel, mi-réel. 61

SECTION II. — **Impôt sur le revenu et la fortune**

- CHAPITRE V. — Impôt sur le revenu. — Nécessité d'imposer le revenu global avec progression pour satisfaire au principe de justice sociale, seulement les revenus consolidés doivent ou payer la taxe plus forte ou être imposés une autre fois. Historique : loi de 1884 : déclaration du contribuable. — Appréciation : cet impôt a le tort de ne pas tenir compte des charges de famille. La déclaration n'a amené ni déconvenues ni inquisition..... 73
- CHAPITRE VI. — Impôt sur la fortune. — L'impôt sur la fortune est le complément de l'impôt sur le revenu. — Cédule des maisons, des terres, de l'industrie, des capitaux. — Appréciation : cet impôt n'est pas vexatoire, il recourt au minimum possible de déclaration..... 95

DEUXIÈME PARTIE. — **Impôts indirects**

- CHAPITRE I. — Impôt sur le vin. — Impôt de jaugeage et droit d'accise. — L'ancien impôt sur l'alcool. 111
- CHAPITRE II. — L'impôt sur la bière : impôt perçu sur le malt s'il n'entraîne pas l'exercice..... 117
- CHAPITRE III. — L'impôt sur la viande. - Inconvénients de cet impôt..... 123
- CHAPITRE IV. — La taxe sur les chiens..... 127
- CHAPITRE V. — L'impôt des mutations..... 129
- CHAPITRE VI. — L'impôt de succession. — Avantages de l'exemption en ligne directe. — L'impôt d'Empire 133
- CHAPITRE VII. — Droits divers..... 141
- CHAPITRE VIII. — Les chemins de fer badois, l'impôt sur les billets de chemin de fer..... 143
- CHAPITRE IX. — Domaines et assurances contre l'incendie... 149

TROISIÈME PARTIE. — **Impôts d'Empire**..... 153

QUATRIÈME PARTIE

1 ^o Les recettes communales : Octrois, Pfenngs additionnels.....	155
2 ^o Les Recettes des Cercles et Chambres de Commerce.....	160
3 ^o Les Impôts d'Eglise, taxes locales et taxes générales.....	161
CONCLUSION. — Supériorité du système badois sur le système prussien : comparaison avec la France et la Prusse.....	165

